

Ville de Marseillan

Département de l'Hérault



6.5

Annexes sanitaires

Élaboration initiale du P.O.S. : DCM du 02/10/1985
Mise en compatibilité avec le SMVM : A.P du 28/03/2001
Prescription de la révision du POS : DCM du 30/05/2007
Arrêt du PLU : DCM du 12/10/2016
Approbation du PLU : DCM du

ANNEXE 6.5

6.5.1. NOTICE SANITAIRE

6.5.2. SCHEMA DU RESEAU D'EAU POTABLE

6.5.3. SCHEMA DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT

6.5.4. SCHEMA DU RESEAU PLUVIAL

6.5.5. ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Ville de Marseillan

Département de l'Hérault



Notice sanitaire

6.5.1

*Élaboration initiale du P.O.S. : DCM du 02/10/1985
Mise en compatibilité avec le SMVM : A.P du 28/03/2001
Prescription de la révision du POS : DCM du 30/05/2007
Arrêt du PLU : DCM du 12/10/2016
Approbation du PLU : DCM du*

SOMMAIRE

I. Alimentation en eau potable	5
II. Assainissement des eaux usées	21
III. Assainissement des eaux pluviales	34
IV. Gestion des déchets	36

I. ALIMENTATION EN EAU POTABLE

**Syndicat Intercommunal
d'Adduction d'eau
des Communes du Bas Languedoc**

BP 15
2 chemin de l'Infirmier
34340 MARSEILLAN

☎ 04.67.77.20.10
FAX : 04-67-77-39-26

Marseillan, le 31 août 2016

Monsieur le Maire
Mairie
1 rue Général de Gaulle
34 340 Marseillan

Objet : PLU Marseillan 2016 – Echancier de la Capacité d'alimentation de la commune de Marseillan

Monsieur le Maire,

Je fais suite à votre demande de complément d'information concernant l'échancier de la capacité du Syndicat à alimenter en eau potable votre commune à l'échéance de votre PLU.

A cet effet, Le Syndicat, dans le cadre de la diversification des ses ressources, dispose, à ce jour, d'une capacité de production de 138 710 m³/j, répartie comme suit :

Désignation	Localisation	Capacité de production m ³ /j
Station Filliol	Florensac	96 000
Forage Ornezon	Pinet	610
Usine Georges DEBAILLE	Fabrègues	30 000
Forage du Boulidou	Pignan	3 600
Forage de l'Olivet	Pignan	6 000
Forage de la Plaine	Montagnac	2 500
TOTAL		138 710

De plus, le Syndicat envisage la mise en service de deux nouvelles ressources :

La première, une seconde station de potabilisation de l'eau à partir du réseau d'eau brute de BRL qui viendra en complément des capacités de production. Le Syndicat dispose déjà d'une convention de livraison d'eau brute en gros par BRLE, en date du 28 septembre 2009 actant un volume supplémentaire de 30 000 m³ d'eau

La deuxième, la mise en service de 2 nouveaux forages, sur le site des Pesquiers à Florensac, d'une capacité de production de 20 000 m³/j. Pour cette ressource les volumes sont assujettis aux résultats de l'étude des volumes prélevables sur l'Hérault et du partage de la ressource portée par le SMBFH,

dans le cadre du SAGE Hérault. Cette ressource pourrait venir en complément sur la station de Filliol, hors période estivale, lorsque le débit de l'Hérault le permettrait.

La Production totale du Syndicat de 138 710 m3/j est à comparer au besoin de jour de pointe constaté sur les 3 dernières années :

- 97 204 m3/j en 2015
- 108 177 m3/j en 2014
- 94 104 m3/j en 2013

Pour comparaison, la mise à jour du schéma réalisée par le Syndicat en 2011 prévoyait à l'horizon 2015 un besoin en jour de pointe de 144 031 m3, sans compter la commune de Montagnac raccordée ultérieurement. Cette valeur dépasse de plus de 30 % ce qui a été constaté en 2015.

Le Syndicat, qui a débuté la mise à jour de son Schéma directeur d'eau potable, dispose donc, à ce jour, de la capacité des besoins supplémentaires demandés, avec un potentiel de 30 533 m3/j.

La capacité de production sera portée à 168 710 m3/j avec la mise en service de la deuxième usine de potabilisation d'eau de BRL, issue d'Aqua Domitia, et programmée entre 2020 et 2025.

En outre, très sensible à la gestion vertueuse de la ressource et aux économies d'eau, le Syndicat met en place une gestion patrimoniale, la sectorisation sur l'ensemble de ses réseaux et équipe la totalité de son parc de compteur du système de télé-relève. Ces mesures permettront, à terme, de garantir au minimum un rendement général de 84,5% sur son réseau (80,46% en 2014) et de 75%, ce qui est demandé par le SAGE Hérault, sur les réseaux de distribution de l'ensemble de ses communes membres.

Au vu du planning de phasage présenté, le syndicat est en mesure d'alimenter votre commune pour une population de 58 181 habitants en 2020 et de 60 804 habitants à l'horizon 2030 (Production et Adduction).

Espérant avoir répondu à vos demandes, je vous joint une notice descriptive pour l'eau potable et reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes cordiales salutations.



Le Président

JM ALAUZET

PLU – Marseillan
AOUT 2016**1 - RESEAU EAU POTABLE**

Le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau des communes du Bas Languedoc a confié par délégation de service public à SUEZ, le service de l'eau potable de la Commune de Marseillan.

3.1 - Situation actuelleLes consommations en eau potable

L'étude des consommations en eau s'appuie sur les données relevées par la société d'exploitation pour l'année 2015.

Production de la commune pour 2015 :

Le nombre d'abonnés de la commune de Marseillan est de 8 799.

Sur la commune de Marseillan, un volume de 1 282 627 m³ a été mis en distribution.

Le volume total facturé aux abonnés s'élève à 853 957 m³ y compris dégrèvements.

Rendement de réseau :

Le rendement de réseau validé par l'exploitant est de 73.8 % en 2015.

Ratio de consommation :

Une analyse fine de la facturation a été réalisée dans le cadre de l'élaboration du Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable de la commune de Marseillan. **Le ratio de consommation des abonnés domestiques** (hors consommateurs communaux et gros consommateurs) de la commune de Marseillan tel que défini au sein du schéma directeur était de **126 l/j/habitant** (année 2015).

Les ressources*Principes de l'alimentation :*

La production et la distribution d'eau potable de la commune de Marseillan sont gérées par le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau des communes du Bas Languedoc, dont la société SUEZ est le fermier.

Le syndicat regroupe 24 collectivités : Agde, Marseillan, Mèze, Bouzigues, Poussan, Montbazin, Loupian, Villeveyrac, Cournonsec, Courmonterral, Gigean, Vic la Gardiole, Murviel les Montpellier, Pignan, St Georges d'Orques, Lavérune, Saint-Jean de Vedas, Fabregues, Saussan, Pinet, Mireval, Montagnac, Sète et le SIAEP Frontignan, Balaruc.

Le Syndicat possède huit sites de production :

- Florensac : site principal de production (70% des ressources) composé de 12 forages captant la nappe d'accompagnement de l'Hérault. 96 000 m³/jour
- Fabrègues : Usine G. DEBAILLE potabilisation de l'eau du Rhône. Production max de 30 000 m³/jour
- Saint-Jean de Vedas : le Captage de la Lauzette est actuellement en cours d'abandon suite à la mise en service de l'usine G. DEBAILLE de Fabrègues – 6 500 m³/jour
- Pignan : le Captage de l'Olivet 6 000 m³/jour
- Pignan : captage du Boulidou 3 600 m³/jour
- Pinet : captage de l'Ornezon : 610 m³/jour
- Montagnac : captage plaine Ouest : 2 500 m³/jour

PLU – Marseillan AOUT 2016

Les équipements existants

Le stockage et le traitement :

Sur la commune de Marseillan, le réservoir communal de capacité 1 500 m3 alimente une partie du secteur de Marseillan village. Le reste du secteur de Marseillan village ainsi que Marseillan plage sont alimentés directement depuis le réseau intercommunal du SIAE Bas Languedoc. Le réservoir communal est situé à une altitude de 30.15 mètres NGF. Le réservoir est alimenté depuis la station de production Filliol à Florensac.

Les réseaux de distribution :

En 2015, le linéaire de réseau recensé sur l'ensemble de la Commune de Marseillan est de 85.585 km. Le réseau est constitué de canalisations ayant des diamètres inférieurs à 60 mm jusqu'à 400 mm. La majorité du réseau est comprise entre 60 et 160 mm de diamètre.

3.2 - Situation projetée

Les consommations futures

Dans le cadre de la mise à jour de son schéma directeur d'adduction d'eau du territoire du Syndicat et du schéma de distribution d'eau potable de la commune de Marseillan, il est retenu comme l'évolution de la population à l'horizon 2040 : 63 698 habitants.

Tableau de l'évolution des habitants commune de Marseillan à l'horizon 2040

	2012	2015	2020	2025	2030	2035	2040
Population permanente	7 884	8 881	9 877	10 985	12 217	13 587	15 112
Population saisonnière	46 376	46 376	47 243	47 243	47 243	47 243	47 243
Population totale maximale	54 260	55 257	57 120	58 228	59 460	60 830	62 354
Populations équivalentes liées au développement des activités	0	0	1 061	1 344	1 344	1 344	1 344
Population totale équivalente	54 260	55 257	58 181	59 572	60 804	62 174	63 698

Conclusion :

Le syndicat au vue des hypothèses retenues ci-dessus et intégrées à son schéma directeur d'adduction d'eau du territoire du Syndicat et son schéma de distribution d'eau potable de la commune de Marseillan sera en mesure d'alimenter la commune à l'horizon 2030.

Concernant le réseau de distribution d'eau potable, le schéma directeur de la commune de Marseillan permettra de définir les aménagements nécessaires pour satisfaire les futurs besoins. Ces aménagements restant à la charge financière des aménageurs.



Fait à Marseillan,
En Août 2016

Département de l'Hérault

SIAE Bas Languedoc



**Réponse aux observations de
l'Agence Régionale de Santé sur le
projet de PLU de la ville de Marseillan**

12 janvier 2017

1	Objet de la note.....	3
2	Compléments relatifs à l'alimentation en eau potable.....	4
2.1	Point n°1.....	4
2.2	Point n°2.....	4
2.3	Point n°3.....	4
2.4	Point n°4.....	5
3	Annexe 1 : courriers de sollicitation de volumes supplémentaires auprès de BRL.....	6

1 OBJET DE LA NOTE

Cette note a pour objectifs d'apporter les compléments relatifs à l'Alimentation en Eau Potable de la ville de Marseillan demandés par l'Agence Régionale de Santé dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la ville.

Elle fait suite au courrier de l'Agence Régionale de Santé en date du 14 décembre 2016.

2 COMPLEMENTS RELATIFS A L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

2.1 POINT N°1

Complément demandé : « Le PLU prévoit un développement démographique de la population de 12 200 habitants permanents à l'horizon 2030, soit environ 4 400 habitants supplémentaires par rapport à 2009. »

Réponse apportée : Nous confirmons qu'il s'agit bien de la population prise en compte au sein :

- Du SDAEP de la ville de Marseillan
- De l'actualisation du SDAEP intercommunal du SBL en cours d'élaboration
- De l'attestation du syndicat du 31 août 2016 précisant que ce dernier est en mesure de répondre aux besoins futurs de la ville

2.2 POINT N°2

Complément demandé : « Le projet de PLU prévoit en page 279 du rapport de présentation une population totale (permanent et saisonnier) de 58 200 habitants à l'horizon 2020 et de 67 700 habitants à l'horizon 2040. Or le nouveau SDAEP précité retiendrait une population totale de 51 106 habitants à l'horizon 2020 soit 7 094 habitants de moins et une population totale de 56 341 habitants à l'horizon 2040 soit 11 359 habitants de moins que prévu dans le PLU.

Il y a une incohérence entre le SDAEP en cours d'élaboration et l'attestation du syndicat du 31 août 2016 garantissant que sa capacité de production permettra de couvrir les besoins des 58 181 habitants à l'horizon 2020 et des 60 804 habitants à l'horizon 2030 »

Réponse apportée : Le projet de PLU au sein du rapport de présentation page 279 ne prévoit pas une population maximale de 67 700 habitants mais de 63 700 habitants conformément :

- Au SDAEP de la ville de Marseillan
- A l'attestation du syndicat du 31 août 2016 précisant que ce dernier est en mesure de répondre aux besoins futurs de la ville

Effectivement, les chiffres précédents ne correspondent pas aux chiffres de l'actualisation du SDAEP intercommunal. En effet, plusieurs estimations de la population actuelle liée aux résidences secondaires ont été réalisées au cours des différentes études avec notamment des modifications du ratio de remplissage de ces résidences (passage de 4 habitants par résidence secondaire à 5 habitants par résidence secondaire).

Le cabinet ENTECH actualise les populations du SDAEP intercommunal en ce sens et transmet aux membres du comité de pilotage le rapport actualisé.

2.3 POINT N°3

Complément demandé : « Je note que les solutions à mettre en œuvre pour renforcer les capacités de distribution ne sont ni opérationnelles, ni encore autorisées. A ce jour, aucun dossier de demande d'autorisation n'a été déposé pour la nouvelle usine de potabilisation et d'importants problèmes de validation des débits de pompage restent à régler sur les forages du site des Pesquier rendant également ce projet incertain. Enfin, les capacités de stockage doivent être mises à niveau »

Réponse apportée : Le SIAE Bas Languedoc s'est positionné officiellement auprès de Bas Rhône Languedoc pour obtenir les débits supplémentaires suivants :

- 355 l/s dès l'horizon 2020 (doublement de Fabrègues)
- 250 l/s aux horizons plus lointains

Les courriers correspondants sont repris en annexe 1.

Cette production supplémentaire permettra au syndicat de pouvoir répondre aux besoins futurs de la ville de Marseillan.

Concernant les capacités de stockage, ce point sera traité dans le cadre du SDAEP de la ville de Marseillan et/ou dans le cadre de l'actualisation du SDAEP intercommunal en phase 4 « Présentation des scénarii ».

2.4 POINT N°4

Complément demandé : Dans ces conditions, je vous confirme que le développement de l'urbanisation de votre commune doit être strictement programmé en fonction de l'avancée des travaux et des possibilités effectives d'alimentation en eau [...] ; la protection des ressources en eau potable par rapport à l'évolution démographique qui est prévue en 2030 ».

Réponse apportée : Cette contrainte sera précisée au sein du PLU de la ville de Marseillan.

3 ANNEXE 1 : COURRIERS DE SOLLICITATION DE VOLUMES SUPPLEMENTAIRES AUPRES DE BRL



LE DIRECTEUR GENERAL

Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau
des Communes du Bas Languedoc
2, chemin de l'Infirmierie
BP 15
34340 MARSEILLAN

A l'attention de M. Jean-Marc ALAUZET

Nîmes, le 10 octobre 2016

Objet : Alimentation eau brute secteur de Poussan
N. Réf. : JFB/GM/2016/39
P. J. : Note préliminaire

REÇU LE

12 OCT. 2016

S.B.L

Monsieur le Président,

Pour faire suite à notre réunion du 20 avril dernier, j'ai le plaisir de vous adresser la note préliminaire actualisée relative à l'alimentation en eau brute destinée à la potabilisation sur le secteur de Poussan, qui avait fait l'objet d'une présentation synthétique lors de nos échanges.

A la lumière des conclusions de cette note, il apparaît que la mise en œuvre d'une capacité de transfert d'eau brute jusqu'au site de Poussan d'un débit de 365 l/s à 500 l/s engendre une plus-value d'investissement comprise entre 2,5 M€ HT et 10,5 M€ HT. Pour votre information, l'infrastructure d'Aqua Domitia permettrait de transiter un débit maximum de 250 l/s pour satisfaire ces besoins, sans investissement supplémentaire.

La solution d'un renforcement à l'horizon 2020, avec un débit porté à 720 l/s, de la station de traitement Georges Debaille à Fabrègues, constitue l'option technique, de notre point de vue, la plus avantageuse et la plus sécurisée sur le plan des autorisations administratives, sachant que cette option est déjà intégrée au contrat de vente d'eau brute en gros.

Pour permettre d'engager l'ensemble des démarches nécessaires, notamment auprès de l'ARS, il conviendrait que vous puissiez nous confirmer l'activation de doublement à 720 l/s **au plus tard au 1^{er} trimestre 2017**.

Par ailleurs, nous avons compris que votre collectivité souhaitait réserver un débit supplémentaire sur le secteur de Poussan, tel qu'exprimé lors du Groupe Ressources du 8 septembre dernier, débit alloué sur Aqua Domitia et réservé à un usage AEP avec un horizon de mobilisation évalué à 2030. Il s'agit d'une demande nouvelle venant en supplément par rapport au passage à 720 l/s du débit de desserte de la station de potabilisation de Fabrègues.

Pour avancer concrètement sur cette option, il conviendrait que vous en confirmiez l'intérêt pour votre collectivité afin que nous puissions définir les bases d'une future contractualisation réservant définitivement les débits correspondants, ainsi que la participation financière associée.

Dans l'attente de ces confirmations,

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Jean-François BLANCHET

BRL

1105, avenue Pierre Mendès-France - BP 94 001 - 30001 Nîmes Cedex 5 - France
Tél. : +33 (0) 466 87 50 00 - Fax : +33 (0) 466 84 25 63 - courriel : brl@brl.fr - www.brl.fr

Société Anonyme d'Economie Mixte au Capital de 29 588 779,48 € - SIRET : 550.200.661.000.19 - RCS NÎMES : B.550 200 661 - N° TVA INTRACOM : FR 40 550 200 661



**Syndicat Intercommunal
d'Adduction d'eau
des Communes du Bas Languedoc**

BP 15

2 chemin de l'Infirmier

34340 MARSEILLAN

☎ 04.67.77.20.10

FAX : 04-67-77-39-26

Mail : contact@syndicatbaslanguedoc.com

Marseillan, le 5 janvier 2017

BRL
Direction Aménagement et Patrimoine
Monsieur le Directeur Général
1105, avenue Pierre Mendès France
BP 94001
30 001 Nîmes Cedex 5

Objet : 2eme ressource BRL - Point de livraisons secteur bas service.

Monsieur le Directeur Général,

Suite à votre courrier en date du 10 octobre 2016, relatif à l'alimentation en eau brute du SBL, je vous informe que le Comité du Syndicat, en date du 19 décembre 2016, a confirmé :

- D'une part, l'évolution du débit souscrit à 720 l/s, à partir de 2020. Conformément à l'article 4.2 de la convention de livraison d'eau brute en gros par BRLE en date du 28 septembre 2009.
- D'autre part, la demande d'un débit supplémentaire de 250 l/s, à partir de 2025. Ce débit ne nécessitant pas d'aménagement spécifique par rapport au projet initial d'Aqua Domitia.
Le point de livraison se situerait entre Villeveyrac et Florensac (station de pompage André Filliol), afin d'alimenter les réseaux " Bas Service ".
L'allocation des débits prévus à moyen terme prévoyant 150 l/s sur la zone de l'Astien (AGDE - VIAS) et d'un débit de 40 l/s envisagé pour l'alimentation de Golf d'Agde (projet abandonné par la mairie). Soit un débit en tenant compte des marges de tolérance sur les estimations des besoins en eau et sur les débits transités estimé par vos services à 250 l/s.

Je reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Directeur Général, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Le Président,

JM. ALAUZET

II. ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Département de l'Hérault

Commune de Marseillan

PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA VILLE DE MARSEILLAN



Annexes : Annexes Sanitaires Assainissement

Référence	Version	Date	Auteur	Collaboration	Visa	Diffusion
	A-B	05.2016	JMR	-	YC	Moa
	C	08-2016	JMR	-	YC	MOa



ENTECH Ingénieurs Conseils

Parc Scientifique et Environnemental
BP 118 - 34140 Mèze - France
e.mail : entech@entech.fr
Tél. : 33 (0)4 67 46 64 85
Fax : 33 (0)4 67 46 60 49



SOMMAIRE

1	Les services d'assainissement des eaux usées	3
2	Le zonage d'assainissement collectif et non collectif	4
3	L'assainissement non collectif	5
3.1	Données locales	5
3.2	Aptitude des sols à l'assainissement non collectif	5
3.3	Règlement du service d'assainissement non-collectif	6
3.4	Etat du parc des installations d'ANC existantes	6
4	L'assainissement collectif	7
4.1	Situation actuelle	7
4.1.1	Situation réglementaire	7
4.1.2	Principe général du système d'assainissement	7
4.1.3	Ouvrages de collecte et Chaîne de transfert	8
4.1.4	Ouvrages de traitement	8
4.1.5	Bilan de fonctionnement des ouvrages de collecte et de traitement	9
4.1.6	Projet d'optimisation de la chaîne de transfert	10
4.1.7	Perspectives d'évolution et charges futures	11
4.2	Règlement du service d'assainissement collectif	12
4.3	Compatibilité des ouvrages avec les perspectives du PLU	12

ENTECH Ingénieurs Conseils

Commune de Marseillan – Plan Local d'Urbanisme
Annexes Sanitaires : Assainissement des eaux usées

Page 2 / 12
Version c

1 LES SERVICES D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

La Communauté d'Agglomération de Thau Agglo assure, dans le cadre de ses compétences, la gestion des services d'assainissement des eaux usées de la Commune de Marseillan.

Ceux-ci concernent :

- Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC). Ce service est assuré par Thau Agglo, la Lyonnaise des Eaux SUEZ assurant les diagnostics et contrôles des installations dans le cadre d'une prestation de service ;
- Le Service Public d'Assainissement Collectif. Ce service est assuré par la Lyonnaise des Eaux SUEZ dans le cadre d'une Délégation de Service Public (DSP).

Le présent document concerne les annexes sanitaires « Assainissement » établies dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune.

ENTECH Ingénieurs Conseils

Commune de Marseillan – Plan Local d'Urbanisme
Annexes Sanitaires : Assainissement des eaux usées

Page 3 / 12
Version c

2 LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF

Le zonage d'assainissement collectif et non collectif de la commune de Marseillan a été réalisé en 2002.

Une mise à jour de ce zonage a été réalisée dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme. Ce zonage fait l'objet d'une enquête publique conjointe avec le PLU.

Dans le cadre de ce nouveau zonage, l'ensemble des nouvelles zones ouvertes à l'urbanisation seront raccordées au réseau public d'assainissement.

L'ensemble des zones initialement classées en collectif ou en non collectif restent inchangée, à savoir :

Zones d'assainissement collectif :

Celui-ci concerne l'ensemble des zones urbanisées et urbanisables ainsi que les secteurs nord-ouest de Marseillan ville, l'Argentié et le Rec de Gascou.

Zones d'assainissement non collectif :

Les zones d'assainissement non collectif sont :

- Les Onglous
- Maldormir
- Zones d'habitat dispersé correspondant pour l'essentiel à des Mas viticoles localisés au Nord de Marseillan – ville (Les Charmettes, la Grenatière, la Fadèze, la Barrale, la Mandoune, la Rouquette...).

Le projet de zonage est présenté sur le plan « Zonage de l'Assainissement » ci-après.

ENTECH Ingénieurs Conseils

Commune de Marseillan – Plan Local d'Urbanisme
Annexes Sanitaires : Assainissement des eaux usées

Page 4 / 12
Version c

3 L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

3.1 DONNEES LOCALES

D'un point de vue géologique, l'essentiel du territoire de la commune repose sur des formations colluvionnaires indifférenciées rattachées au Pléistocène supérieur (Quaternaire).

La périphérie de l'étang de Thau est essentiellement constituée par des argiles sableuses récentes correspondant à des dépôts lagunaires. Ces dépôts de type vasicole, caractérisent les derniers stades du remblaiement qui s'est produit à l'Holocène.

Ces dépôts ainsi que les colluvions sont des formations superficielles qui recouvrent les formations détritiques (marnes, argiles et calcaires) du Pliocène Continental dont l'épaisseur augmente progressivement en direction du Sud-Est.

Ces formations du Pliocène Continental recouvrent les sables de l'Astien qui sont affleurants à 8 km au Nord-Ouest de Marseillan et qui sont identifiables sur plus de 100 mètres de profondeur au niveau du littoral.

D'un point de vue hydrogéologique, on distingue sur le territoire 3 types d'aquifères :

- Les aquifères superficiels (nappe alluviale de l'Hérault et nappe alluviale littorale saumâtre) ;
- Les aquifères captifs du Pliocène Continental ;
- La nappe de l'Astien : Cette nappe constitue une ressource en eau de bonne qualité, bien supérieure à celle des aquifères superficiels du Pliocène Continental.

Les formations argileuses du Pliocène continental qui surmontent cet aquifère lui confèrent son caractère captif et le protègent efficacement contre des contaminations superficielles.

3.2 APTITUDE DES SOLS A L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

L'étude d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif réalisée dans le cadre du schéma directeur d'assainissement de 2000-2001, a permis d'identifier la nature des sols superficiels (pédologie).

Au sud, sur la frange littorale, les sols sont constitués de dépôts sableux perméables mais avec la présence de la nappe entre 0.3 et 1.2 m de profondeur. Ce secteur présente **une aptitude à l'assainissement non collectif moyenne à bonne**.

Le dispositif d'assainissement non collectif préconisé sur ces secteurs est le suivant :

- Un dispositif de prétraitement constitué d'une **fosse toutes eaux**,
- Un dispositif de traitement et de dispersion des effluents par **lit d'épandage**.

Au nord de Marseillan, les sols sont constitués d'alternance de dépôts sableux et/ou argileux. Ces secteurs présentent **une aptitude à l'assainissement non collectif moyenne à bonne, pouvant être localement mauvaise**.

Les dispositifs réglementaires épuratoires préconisés sont les suivants :

- Système de prétraitement : **fosse toutes eaux**,
- Système de traitement et de dispersion dans le sol par **tranchées d'infiltration**.

ENTECH Ingénieurs Conseils

3.3 REGLEMENT DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est géré par la Communauté d'Agglomération Thau Agglo. Ce service assure les prestations obligatoires que sont :

- Le diagnostic des installations existantes ;
- Le contrôle de la conception et de la réalisation concomitante à l'instruction du permis de construire ;
- Le contrôle périodique du bon fonctionnement et du bon entretien des installations.

Le diagnostic des installations est assuré par la Lyonnaise des Eaux dans le cadre d'un marché de prestations de service passé en janvier 2015 pour une durée de 3 ans.

Un règlement du Service Public d'Assainissement Non Collectif définit les relations entre les usagers et le service et rappelle les droits et obligations des parties.

Tout usager du service doit se conformer à ce règlement.

Notamment, et conformément à ce règlement, la conception et l'implantation des installations d'assainissement non collectif doivent être conformes :

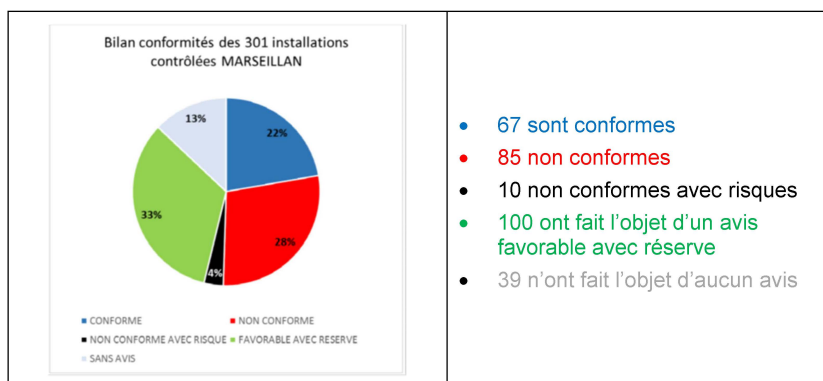
- Aux prescriptions techniques et réglementaires nationales et notamment l'Arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'Arrêté du 7 mars 2012 ;
- Aux normes en vigueur et notamment le DTU64.1 d'Août 2013 ;
- Aux dispositions particulières dans le département de l'Hérault et figurant à l'Arrêté préfectoral n°2015-05-04910 du 20 mai 2015.

Conformément à l'article 8 de ce même règlement, tout propriétaire, lors de la conception de son installation, doit faire réaliser une étude sol et de définition de filière.

3.4 ETAT DU PARC DES INSTALLATIONS D'ANC EXISTANTES

Au 31 décembre 2015, le parc compte 328 installations d'assainissement non collectif desservant des habitations « habitables ».

Sur ces 328 installations, 301 installations, soit près de 92%, ont fait l'objet d'un diagnostic et d'un contrôle. Les résultats de ce contrôle sont les suivants :



Sur les 10 installations dites prioritaires, une réhabilitation immédiate a été demandée et une deuxième installation a été raccordée au réseau public d'assainissement.

Concernant les autres installations, celles-ci doivent faire l'objet d'une mise en conformité conformément aux prescriptions du règlement du service et de l'Arrêté 7 septembre 2009 modifié par l'Arrêté du 7 mars 2012.

ENTECH Ingénieurs Conseils

4 L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

4.1 SITUATION ACTUELLE

4.1.1 Situation réglementaire

Les ouvrages d'assainissement de la Commune de Marseillan ont fait l'objet d'un Arrêté préfectoral au titre des articles L 214-1 à 6 du code de l'environnement :

Arrêté n°2006-01-600 du 6 mars 2006

Cet arrêté a fait l'objet d'une modification suite à un porté à connaissance par courrier de la DREAL du 4 avril 2008.

La durée d'autorisation fixée dans l'Arrêté est de 10 ans portant l'échéance de l'autorisation au 6 mars 2016.

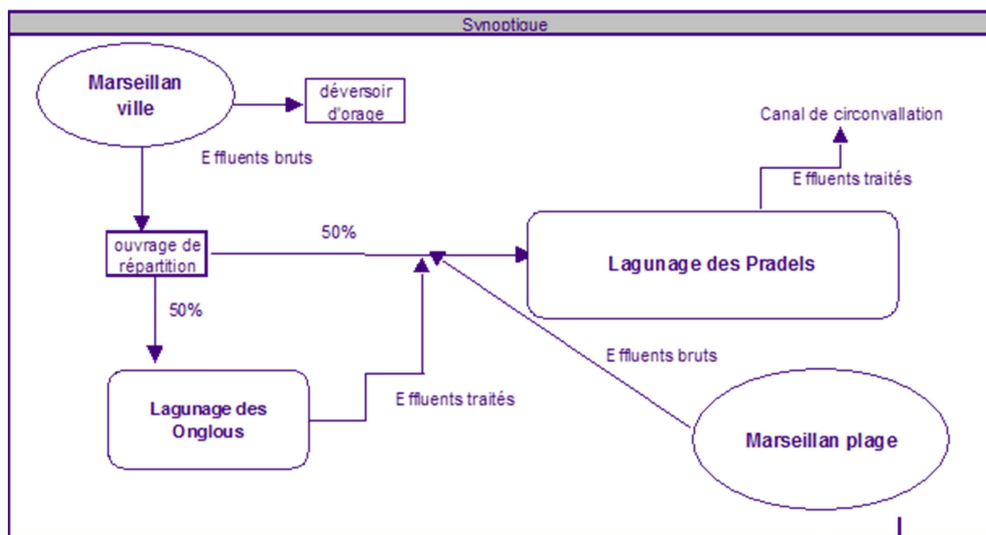
Conformément aux articles 17 et 19 du décret n°93-742 du 29 mars 1993, une demande de renouvellement et de prolongation de la validité de l'Arrêté a été lancée.

4.1.2 Principe général du système d'assainissement

Le système d'assainissement de la commune de Marseillan est divisé en 2 grands sous-bassins de collecte, Marseillan Village et Marseillan Plage.

Une chaîne de transfert permet le transfert des eaux usées de Marseillan Village vers le lagunage des Onglous où 50% y sont traitées.

Les eaux traitées sortie Onglous et les 50% d'eaux usées non traitées sont ensuite dirigées vers le lagunage des Pradels où elles sont traitées avec les eaux usées en provenance de Marseillan plage.



ENTECH Ingénieurs Conseils

4.1.3 Ouvrages de collecte et Chaîne de transfert

Comme vu précédemment, les ouvrages de collecte de la Ville de Marseillan sont divisés en 2 sous bassins, Marseillan Ville et Marseillan Plage. Les réseaux de Marseillan Ville sont en partie unitaire.

4.1.3.1 Les ouvrages de collecte

Le système de collecte des eaux usées est composé de :

- 74,53 km de réseaux dont 59,16 km en gravitaire et 3,69 km en unitaire localisés dans le centre-ville de Marseillan ;
- 1 724 regards de visite et près de 8330 branchements ;
- 23 postes de relèvement dont 12 sur Marseillan Ville et 11 sur Marseillan Plage. Aucun de ces postes ne dispose de trop plein ;
- 1 déversoir d'orage au niveau PR Cœur de Ville. Ce PR cœur de ville est équipé de 3 pompes eaux usées et 2 pompes eaux pluviales. Le déversoir d'orage du Cœur de Ville est soumis à Autosurveillance sa capacité étant supérieure à 120 kg DBO5/j.

Le volume déversé au niveau du DO Cœur de Ville a atteint en 2015 près de 5 600 m3. Celui-ci représente 1% du volume transité par le lagunage des Onglous et 0.5% du volume transité sur les 2 installations de traitement. Ce volume déversé représentant moins de 5% des volumes collectés les réseaux de collecte de Marseillan sont en conformité avec les prescriptions de l'Arrêté du 21 juillet 2015.

4.1.3.2 Descriptif de la Chaîne de transfert

Celle-ci permet le transfert des eaux usées de Marseillan Ville jusqu'au lagunage des Onglous puis le transfert des eaux usées des Onglous et de Marseillan Plage vers le Lagunage des Pradels.

Ce transfert est assuré :

En amont des Onglous, par les postes de relèvement en série de Progrès, Ancienne step et Boudas ;

Entre Les Onglous et Les Pradels par les postes en série de Granet, Pisse-Saumes et Grau du XV reprenant également les eaux usées en provenance de Marseillan Plage.

4.1.4 Ouvrages de traitement

Le système traitement de la Commune de Marseillan est composé de 2 unités de traitement pour :

- une capacité nominale moyenne de traitement globale de 44 500 Equivalents Habitants (EH) soit 2 700 kg DBO5/j et 6 000 m3/j (130 l/EH/j) :
 - ✓ Le lagunage aéré des Onglous : 6 250 EH
 - ✓ Le lagunage aéré des Pradels : 38 250 EH
- Une capacité en pointe estivale de 76 667 EH soit 4 600 kg DBO5/j et 8 400 m3/j (110 l/EH/j).

4.1.4.1 Le lagunage des Onglous

Cette installation traite 50% de la charge en provenance de Marseillan Ville. Les autres 50% sont dirigés, avec les 50% d'eaux usées traitées sortie des Onglous vers le Lagunage des pradels via le PR Granet.

Le lagunage des Onglous est composé de 4 bassins en série dont :

- Une première lagune aérée par 10 aérateurs de surface,
- Une deuxième lagune facultative et deux lagunes de finition.

ENTECH Ingénieurs Conseils

La capacité nominale de l'installation est la suivante :

Paramètres	Charge nominale	Charge de pointe estivale
Equivalents Habitants (EH)	6 250 EH	-
Débit moyen journalier m ³ /j	1 100 m ³ /j	1 500 m ³ /j
DBO ₅ kg/j	375 kg DBO ₅ /j	500 kg DBO ₅ /j
DCO kg/j	840 kg DCO/j	
MES kg/j	540 kg MES/j	

4.1.4.2 Le Lagunage des Pradels

Cette installation reçoit l'ensemble des eaux usées traitées et non traitées en provenance des Onglous et les eaux usées en provenance de Marseillan Plage.

Le lagunage des Pradels est composé de 5 lagunes en série dont :

- 2 premières lagunes aérées respectivement par 18 et 8 aérateurs de surface,
- 2 lagunes facultatives,
- une lagune de finition.

La capacité nominale de l'installation est la suivante :

Paramètres	Charge nominale	Charge de pointe estivale
Equivalents Habitants (EH)	38 250 EH	-
Débit moyen journalier m ³ /j	6 000 m ³ /j	8 400 m ³ /j
DBO ₅ kg/j	2 325 kg DBO ₅ /j	4 100 kg DBO ₅ /j
DCO kg/j	5 300 kg DCO/j	
MES kg/j	3 400 kg MES/j	

4.1.5 Bilan de fonctionnement des ouvrages de collecte et de traitement

4.1.5.1 Populations permanentes et saisonnières – Charges théoriques traitées

Actuellement¹ (2013) la répartition des populations permanentes et saisonnières est la suivante :

Secteur	Marseillan village	Marseillan plage	Total
Population permanente	6648	1200	7848
Population liée aux structures d'accueil touristique	815	15491	16306
Population liée aux résidences secondaires	8500	21570	30070
Population maximale	15963	38261	54224

¹ Source : « SDAEP de la Commune de Marseillan – Note de population » – SIAE Bas Languedoc MERLIN/ENTECH Vc Avril 2016

ENTECH Ingénieurs Conseils

Commune de Marseillan – Plan Local d'Urbanisme
Annexes Sanitaires : Assainissement des eaux usées

Page 9 / 12
Version c

Concernant les charges théoriques collectables, celle-ci se répartissent de la manière suivante (Source SDAEP 2016) :

Type	Capacité d'accueil (Habitant)		Ratios retenus Tx de raccordement ou EH	Charges théoriques (EH)		Total Charges théoriques (EH)
	Marseillan Ville	Marseillan Plage		Marseillan Ville	Marseillan Plage	
Population Permanente	6 648	1 200	95%	6 316	1 140	7 456
Résidences secondaires	30 070		95%	28 567		28 567
Hôtellerie de plein air (camping-camping- car)	130	6 600	0,5	65	3 300	3 365
Hôtellerie de plein air (Mobil home)	157	7 695	0,7	109,9	5 387	5 496
Hôtellerie-chambre d'hôtes-meubles	528	1 196	1	528	1 196	1 724
Total						46 608

* Charges théoriques établies sur un taux d'occupation en pointe de 100% des capacités

4.1.5.2 Bilan des charges reçues et traitées

Depuis 2009, les résultats de l'autosurveillance des installations font état de charges maximales estivales reçues et traitées sur les installations comprises entre 25 000 et 32 000 EH (1500 à 1900 kg DBO5/j sur la base de 60g DBO5/EH/j).

Ces charges en pointe reçues (max 1 880 kg DBO5/j) sont inférieures aux charges nominales des installations de 2 700 kg DBO5/j (45 000 EH) en moyenne et 4 600 kg DBO5/j en pointe estivale (76 667 EH).

D'un point de vu organique, les installations disposent aujourd'hui d'une **marge de plus de 30% par rapport à la capacité nominale moyenne** et près de 60% par rapport à la capacité nominale en pointe.

D'un point de vu hydraulique, l'analyse statistique des débits depuis 2010 fait état d'un percentile 95% de 6 005 m3/j inférieur à la capacité en pointe des installations de 8 400 m3/j. **L'installation dispose, en pointe, d'une marge de fonctionnement de près de 2 400 m3/j soit 30%.**

4.1.5.3 Taux d'occupation en pointe estivale

Au regard des charges réelles traitées en période de pointe estivale, de maximum 1 900 kg DBO5/j soit 32 000 EH, et du nombre d'équivalent habitant théorique en pointe estivale estimé à 40 900 EH, le taux d'occupation maximum, hors population permanente peut être estimé à maximum 75%.

4.1.6 Projet d'optimisation de la chaîne de transfert

Un projet d'optimisation de la chaîne de transfert et de gestion optimale des flux de temps de pluie a été lancé en 2015 et est en cours de réalisation.

Ce projet prévoit :

- La création d'un bassin enterré de 2 400 m3 au niveau du PR cœur de Ville afin de limiter l'impact des rejets au niveau du port de Marseillan par temps de pluie ;
- La suppression du PR progrès et la création d'un nouveau PR Bellebouche intégrant un bassin tampon de 270 m3.

ENTECH Ingénieurs Conseils

Commune de Marseillan – Plan Local d'Urbanisme
Annexes Sanitaires : Assainissement des eaux usées

Page 10 / 12
Version c

L'ensemble de ces aménagements permettra de garantir :

- Moins d'un déversement tous les 2 ans ;
- Répondre largement aux objectifs de qualité microbiologique fixés par le SAGE Thau et au respect des Flux Admissibles pour une pluie de retour de 2 ans.

Cet aménagement permettra également de tamponner et linéariser les flux hydrauliques en direction des lagunages des Onglous et des Pradels par temps de pluie.

4.1.7 Perspectives d'évolution et charges futures

4.1.7.1 Pollution domestique

Les perspectives d'évolution de la population retenue dans le cadre du Schéma directeur d'eau potable a été établie selon la méthode Analytique et des éléments du PLU en cours.

Les perspectives à échéance du PLU soit 2030 sont les suivantes :

Type	Hypothèses	Populations ou Populations équivalentes		Ratios retenus Tx de raccordement ou EH	Total Charges théoriques (EH) - 2030
		2013	2030		
Population Permanente	Tx d'évolution SCOT	7 848	11 419	95%	10 848
Résidences secondaires	constant	30 070	30 070	95%	28 567
Hôtellerie de plein air (camping-camping-car)	constant	6 730	6 730	0,5	3 365
Hôtellerie de plein air (Mobil home)	constant	7 852	7 852	0,7	5 496
Hôtellerie-chambre d'hôtes- meublés	Projets La Barquette et La Baronne	1 724	2 591	1	2 591
Total		54 224	58 662		50 867

A échéance du PLU soit 2030, les charges domestiques théoriques raccordées en pointe estivale sont estimées à 50 867 EH soit 3 052 kg DBO2/j et ce en considérant un taux d'occupation en pointe de 100%.

4.1.7.2 Pollution liée aux projets de développement économique

Les projets de développement économiques connus à ce jour concernent :

- Le projet de Pioch Pomies sous Maîtrise d'ouvrage Thau Agglomération,
- le projet de Gendarmerie
- le projet d'équipements publics du secteur nord de Marseillan.

L'impact de ces projets sur l'évolution des charges futures à traiter à échéance du PLU est présenté ci-après.

ENTECH Ingénieurs Conseils

Commune de Marseillan – Plan Local d'Urbanisme
Annexes Sanitaires : Assainissement des eaux usées

Page 11 / 12
Version c

Projet	Superficie (hectares)	Ratio de rem plissage	Population équivalente associée
Opération Thau Agglo - Pioch Pomies			
Activités	10	30 EH. à l'hectare	300
ZACOM	2 à 2,5	30 EH. à l'hectare	75
Déplacement de la cave coopérative	Sur la base de la consommation actuelle en eau de la cave		
Autres projets			
Gendarmerie - Hors logements	2	60 EH. à l'hectare	120
Gendarmerie - Logements	27 logements	2,26 hab. / logement (Scot)	61
Activités et équipements publics sur le secteur actuel de la cave coopérative	La superficie affectée au développement des activités sur le secteur n'est pas connue à ce jour		
Equipements publics - Secteur Nord	3	30 EH. à l'hectare	90
Total - Développement activités			646

4.2 REGLEMENT DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Le Service Public d'Assainissement Collectif est géré par la Communauté d'Agglomération Thau Agglo. Ce service est assuré par la Lyonnaise des Eaux SUEZ dans le cadre d'une Délégation de Service Public (DSP).

Un règlement du Service Public d'Assainissement Collectif définit les relations entre les usagers et le service et rappelle les droits et obligations des parties. Ce règlement est joint à tout au contrat de déversement passé entre l'utilisateur et le délégataire.

La signature du contrat vaut acceptation du règlement du service et tout usager doit se conformer à ce règlement.

4.3 COMPATIBILITE DES OUVRAGES AVEC LES PERSPECTIVES DU PLU

Au regard des éléments présentés ci-dessus, les ouvrages de traitement de la commune de Marseillan permettront de traiter à l'horizon 2030, l'ensemble des eaux usées collectées y compris en période de pointe estivale et en considérant un taux d'occupation des capacités d'accueil à 100%.

Taux d'occupation 100%	Ratio	Charges à traiter en pointe estivale à échéance du PLU 2030	Capacité nominale des installations	Capacité en pointe estivale
EH		50 867	44 500	76 667
m3/j	110l/EH/j	5 595	6 000	8 400
Kg DBO5/j	60 g/EH/j	3 052	2 700	4 600

ENTECH Ingénieurs Conseils

Commune de Marseillan – Plan Local d'Urbanisme
Annexes Sanitaires : Assainissement des eaux usées

Page 12 / 12
Version c

III. ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES

La commune de Marseillan a réalisé un Schéma Stratégique de Gestion des Eaux Pluviales, ce document est joint en annexe du PLU : se reporter à la pièce 6.14.

IV. GESTION DES DECHETS

Les déchets ménagers regroupent l'ensemble des déchets que nous produisons dans le cadre de notre vie quotidienne et familiale. En moyenne les français produisent entre 350 et 450 kg de déchets par habitant et par an.

Les déchets sont classés en plusieurs catégories:

- les ordures ménagères (OM) qui sont les déchets issus de l'activité domestique des ménages et peuvent faire l'objet d'un tri sélectif,
- les déchets verts biodégradables (tontes de pelouse, branchages, feuilles),
- les objets encombrants dont le volume est trop imposant pour utiliser une poubelle habituelle : vieux meubles, ferrailles, literie, jouets,
- les déchets spéciaux provenant de l'activité des ménages et qui ne peuvent pas être pris en compte par la collecte usuelle des ordures ménagères, sans créer de risques pour les personnes ou pour l'environnement (peintures, solvants, piles, batteries, toxiques). Ils sont estimés en France à 1 ou 2 kg par habitant et par an.

Thau Agglo détient l'intégralité de la compétence collecte et traitement des déchets ménagers depuis sa création au 31 décembre 2002.

LES SERVICES ET EQUIPEMENTS DE GESTION DES DECHETS, UNE COMPETENCE INTERCOMMUNALE

Les données ci-après sont issues du rapport annuel 2015 de Thau Agglo.

Collecte

La **collecte des Ordures Ménagères (OM)** et des emballages est réalisée en régie sur 3 communes (Balaruc-les-Bains, Sète et Marseillan) pour un total de 59000 habitants.

La **collecte sélective** des déchets a également été mise en place avec des bacs de collectes complétés par des points d'apport volontaires (PAV) « verre et emballages ». Le nombre de bacs individuels est de 52 361 pour les ordures ménagères et de 4093 pour la collecte sélective, le prestataire de cette collecte, Véolia, réalise des collectes quotidiennes, dans différents secteurs.

Les points d'apport volontaire sont au nombre de 8 pour les ordures ménagères, 29 pour la collecte sélective et 68 pour le verre.

La **collecte des encombrants** est réalisée en régie communale à Marseillan. Un appel téléphonique en mairie, permet de fixer une date à laquelle les encombrants seront enlevés.

Les déchets encombrants sont par nature très divers: lave-linge, gazinière, réfrigérateur, sommier, matelas, meubles... D'un point de vue pratique on considère comme encombrant tout objet ne pouvant entrer dans le coffre d'une voiture. Ne sont pas ramassés les objets de petite taille, les cartons, les pneus, les batteries de voiture ... qui doivent être apportés en déchèteries. La collecte des encombrants est réservée aux particuliers.

Traitement

Les déchets issus des différentes collectes sont ensuite répartis et traités de différentes manières dans les structures suivantes :

- L'unité de valorisation énergétique (UVE) à Sète d'une capacité de 42000 tonnes/an est gérée par Véolia. Cet équipement va être modernisé prochainement, il sera plus performant, plus économique et plus sûr.
- le centre de tri à Villeveyrac qui a été rénové récemment.
- la décharge de classe 2 à Villeveyrac.
- Véolia s'occupe de valoriser les cartons, les tétra briques, l'acier, l'alu et les PET-PEHD alors que les journaux et magazines sont envoyés dans une papèterie à Turckheim en Alsace. Le verre est quant à lui, valorisé par une entreprise localisée à Béziers ouest.
- la décharge d'inertes à Frontignan gérée en régie par Thau Agglo.
- Les déchets verts sont collectés à Sète et Frontignan à l'aide de bennes à disposition des particuliers avant d'être broyés et transportés sur deux plateformes de traitement dans le Gard et l'Hérault.
- Il est possible de demander un composteur à Thau Agglomération qui propose aux particuliers, entreprises, administrations et associations de composter leurs déchets verts.

Déchèterie

Marseillan accueille une des quatre déchèteries de la Communauté d'Agglomération. Elle est située route d'Agde et est ouverte du lundi au samedi de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h30, le dimanche de 8h00 à 12h00. Elle a été rénovée en 2011 afin d'être plus sécurisée.

Sont acceptés à la déchèterie : Les encombrants, les ferrailles, les déchets verts, les gravats, le bois, les emballages ménagers, les journaux et papiers, les cartons, les meubles, les déchets dangereux (toxiques), les batteries, les piles, les huiles de vidange, les huiles végétales (de friture), les vêtements, les déchets d'activités de soins à risques, les lampes, les appareils électriques (ordinateurs, imprimantes, téléviseurs, radios, portables, appareils électroménagers...), les pneumatiques.

Ne sont pas acceptés à la déchèterie : les médicaments (recyclés par les pharmaciens), les déchets d'amiante (collectés par des entreprises spécialisées).

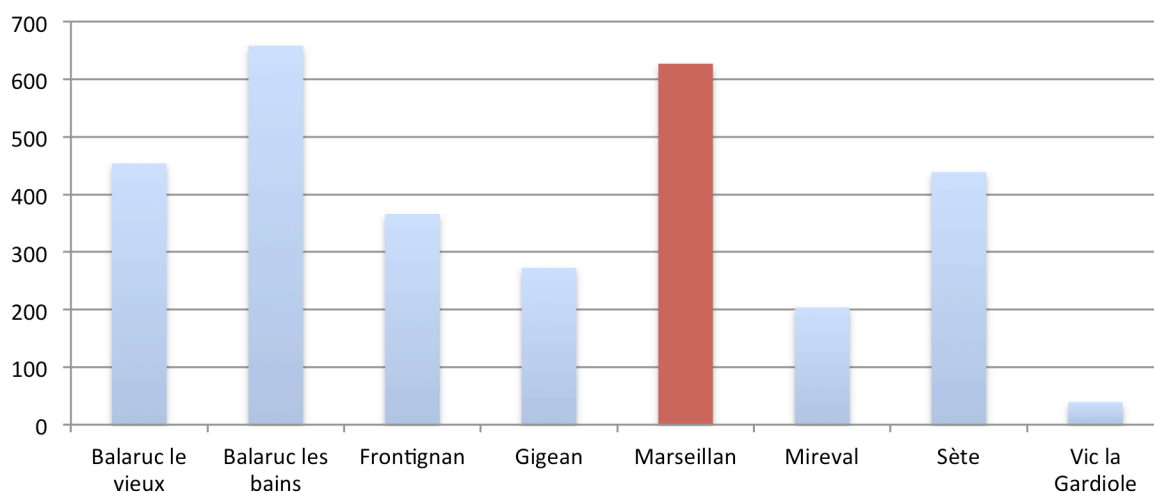
A l'échelle des déchèteries de Thau Agglo les quantités de déchets sont en baisse sur la période 2008-2012 (-20%). Cette baisse est due en partie par la mise en place de la pesée systématique des déchets professionnels, mais aussi par la mise en place d'une tarification pour les professionnels.

UNE COMMUNE QUI PRODUIT PLUS DE DECHETS QUE LA MOYENNE INTERCOMMUNALE

En 2012, la commune de Marseillan est celle qui a généré l'une des plus fortes parts de déchets rapportées au nombre d'habitants parmi celles de Thau Agglo avec environ 630 kg/hab/an, alors que la moyenne sur le territoire de Thau Agglomération est d'environ 420 kg/hab/an.

Ces chiffres élevés sont à mettre en rapport avec la forte fréquentation estivale de la commune (plus de 50 000 habitants en juillet / août).

Part des déchets rapportée au nombre d'habitants dans les communes de Thau Agglomération en 2012



Source : Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets réalisé par Thau Agglo - 2012

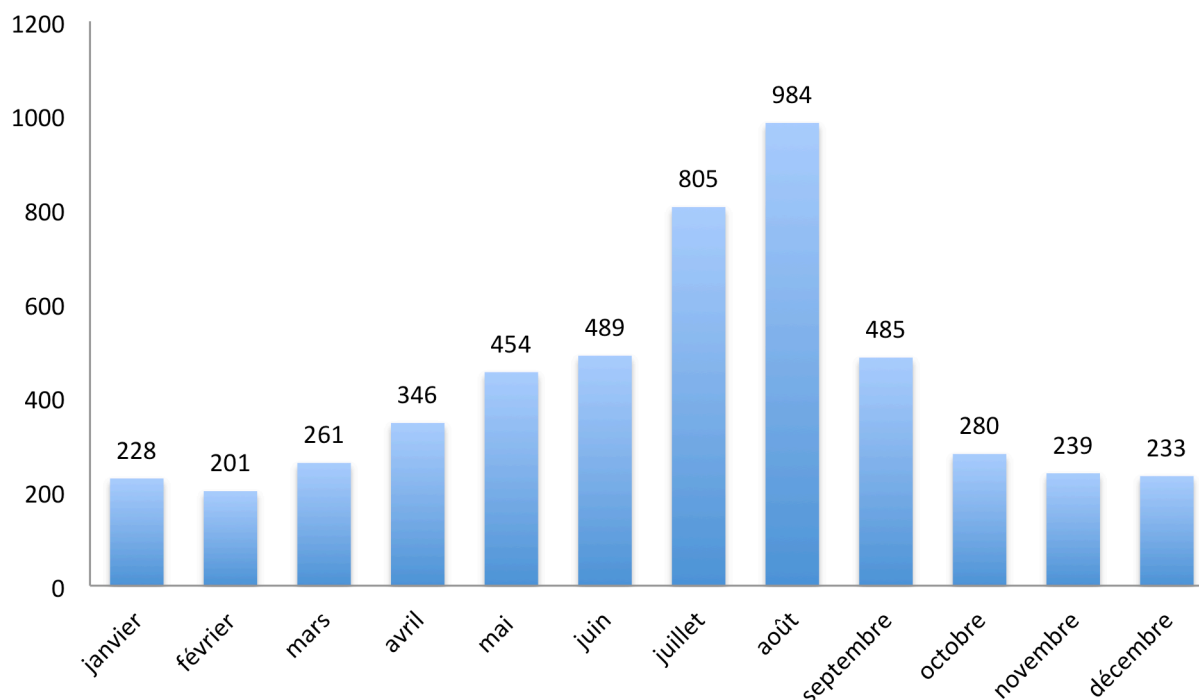
A l'échelle de la Communauté d'Agglomération, la production de déchets ramenée à l'habitant permanent dépasse les 785 kg/hab/an, alors que la moyenne nationale est de 590 kg/hab/an environ (Etude 2011 de l'ADEME).

La production d'ordures ménagères de Thau Agglomération, après avoir augmenté de façon constante de 1999 à 2004 et après une baisse de 2005 à 2010, connaît une légère hausse depuis 2011, à savoir 1,30% de hausse entre 2010 et 2012.

Variations saisonnières des Ordures ménagères

L'analyse des variations des ordures ménagères met bien en avant le caractère touristique de la commune. En effet, plus d'un tiers des ordures ménagères de la commune sont produits sur les seuls mois de Juillet et Aout.

Variation saisonnière du tonnage d'ordures ménagères à Marseillan en 2015



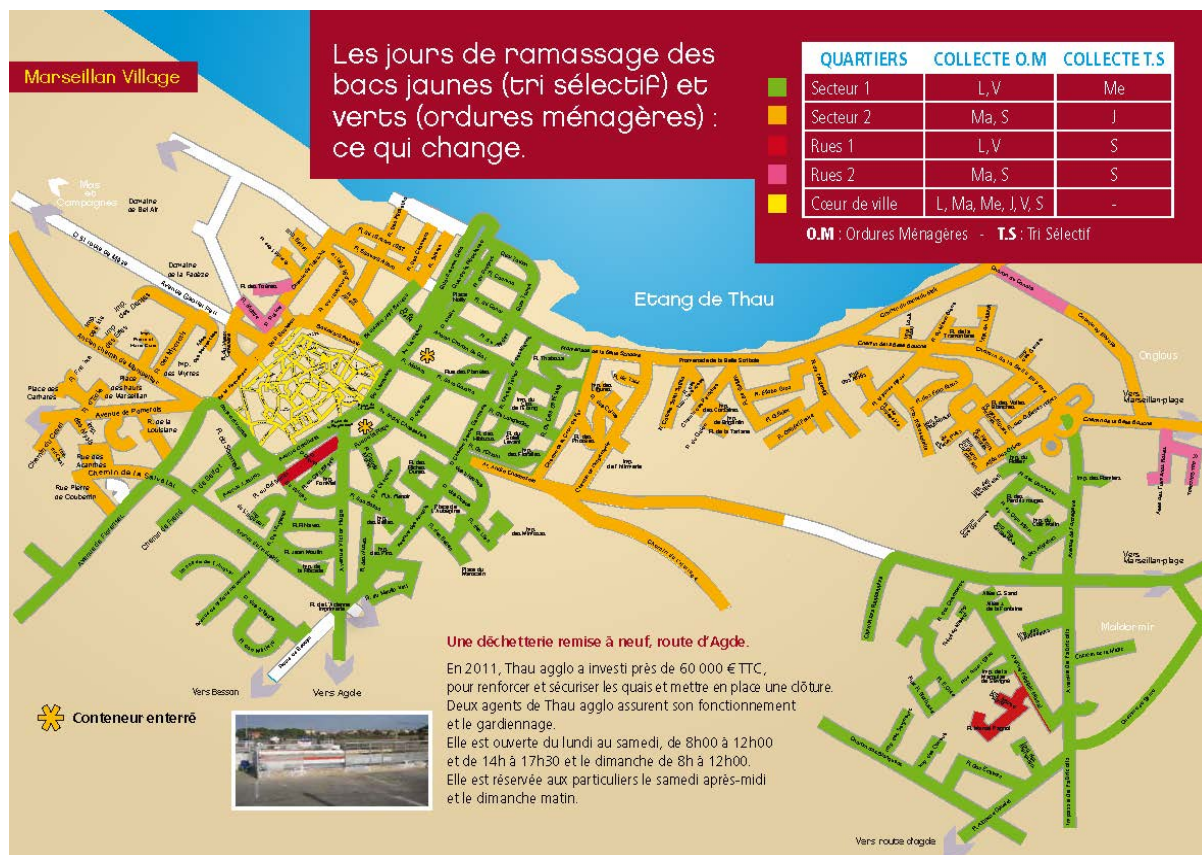
Source : Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets réalisé par Thau Agglo - 2015

La part totale des déchets liés à l'activité touristique (ordures ménagères + collecte sélective) est de près de 37% à Marseillan.

Nombre de véhicules en service

En 2014, la commune de Marseillan était dotée de 3 véhicules de bennes à ordures. En période estivale un véhicule supplémentaire en location est mis en service.

Calendrier de collecte



Nombre de PAV (Point d'Apport Volontaire)

Pour le verre, l'objectif d'équipement est de 1 PAV minimum pour 400 habitants (ratio $\geq$ 1), à Marseillan, avec 1PAV/111 habitants, le ratio est largement supérieur au minimum avec 3,60 équipements pour 400 habitants.

Point d'apport volontaire pour la collecte sélective à Marseillan

Collecte sélective : Nombre de PAV	Colonne Collecte Sélective en place en 2015	Ratio d'équipement	Indicateur Nombre d'habitants/colonne
Marseillan	29	1,47	271,8

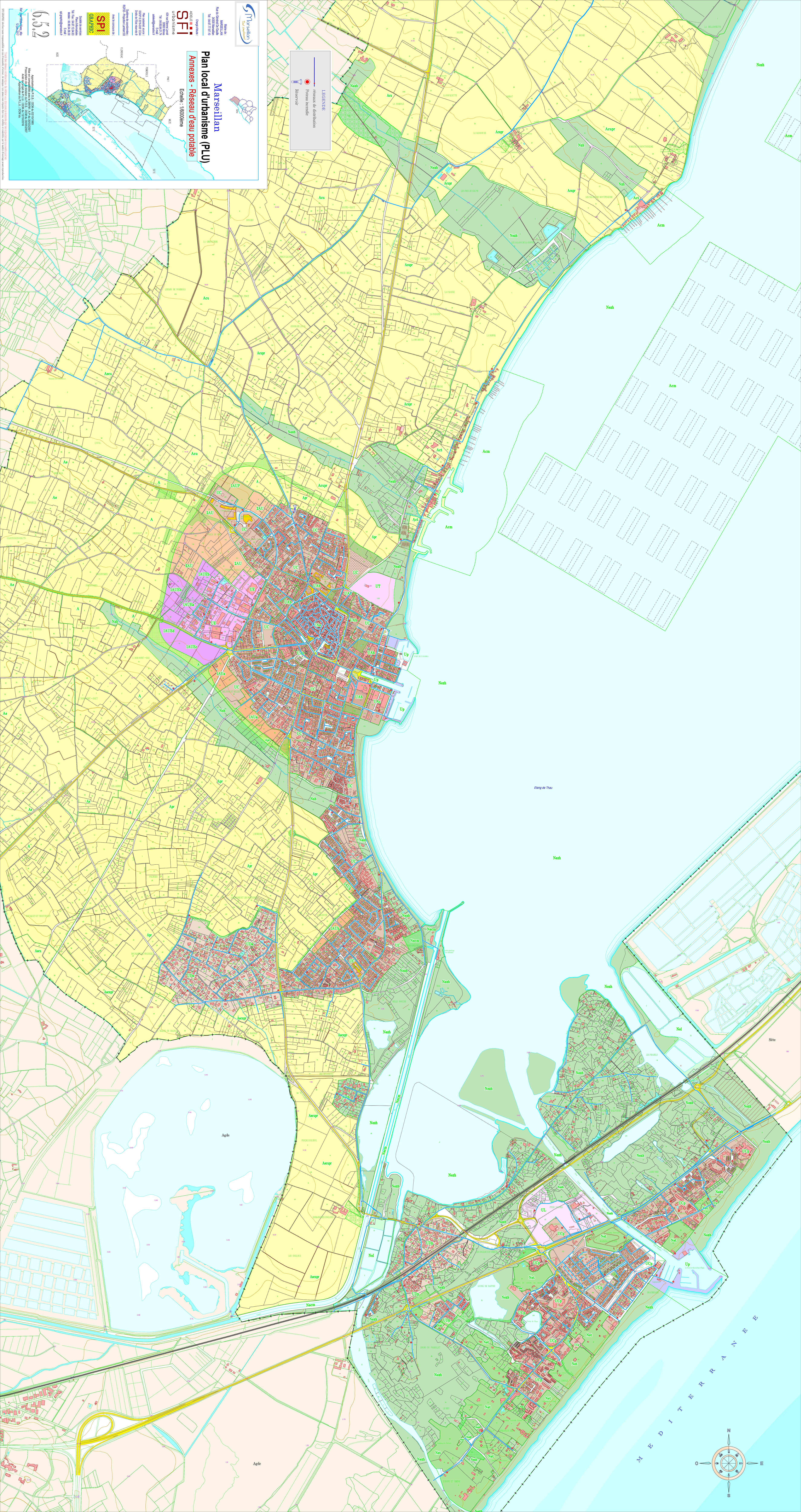
Source : Thau Agglo - 2015

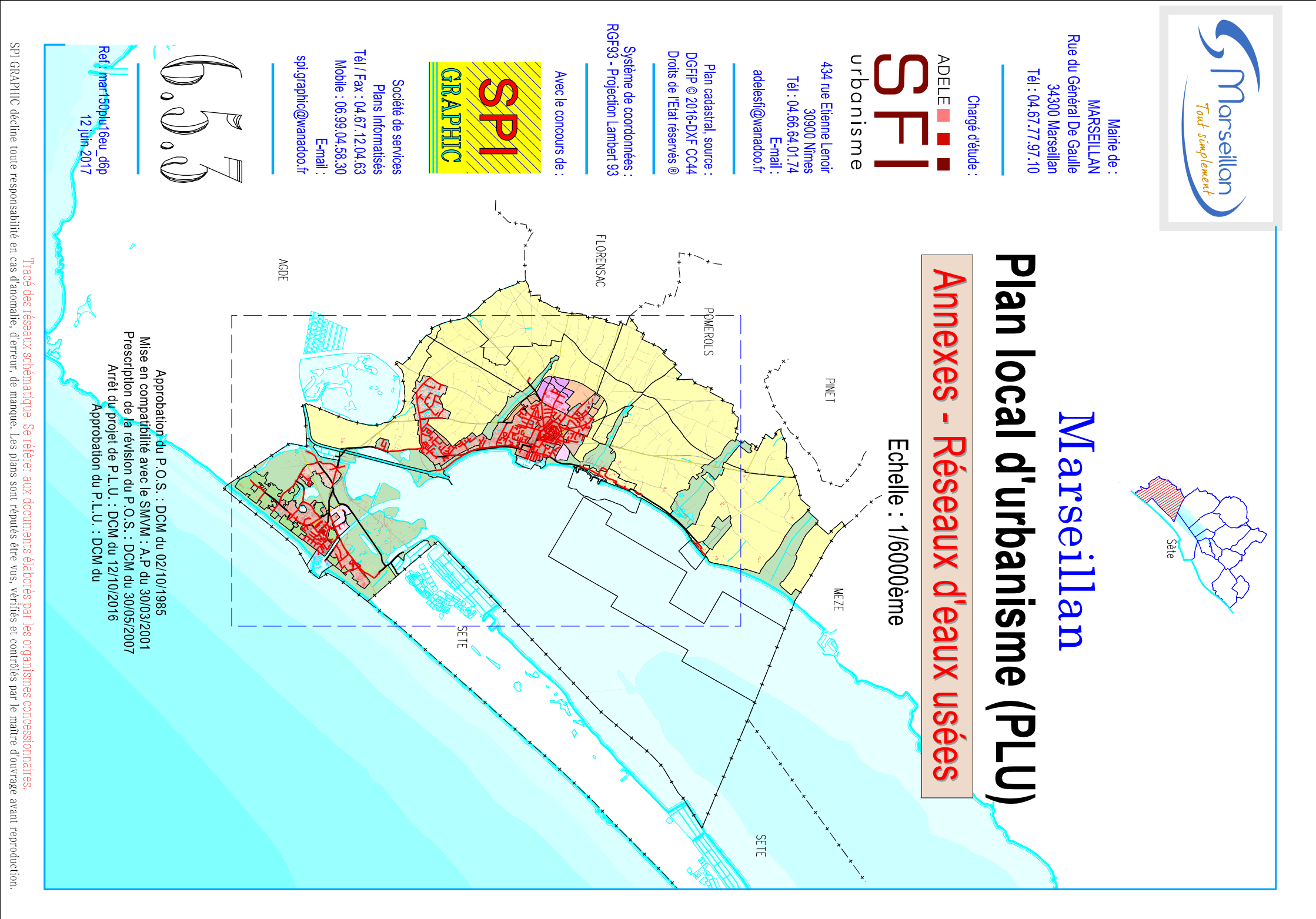
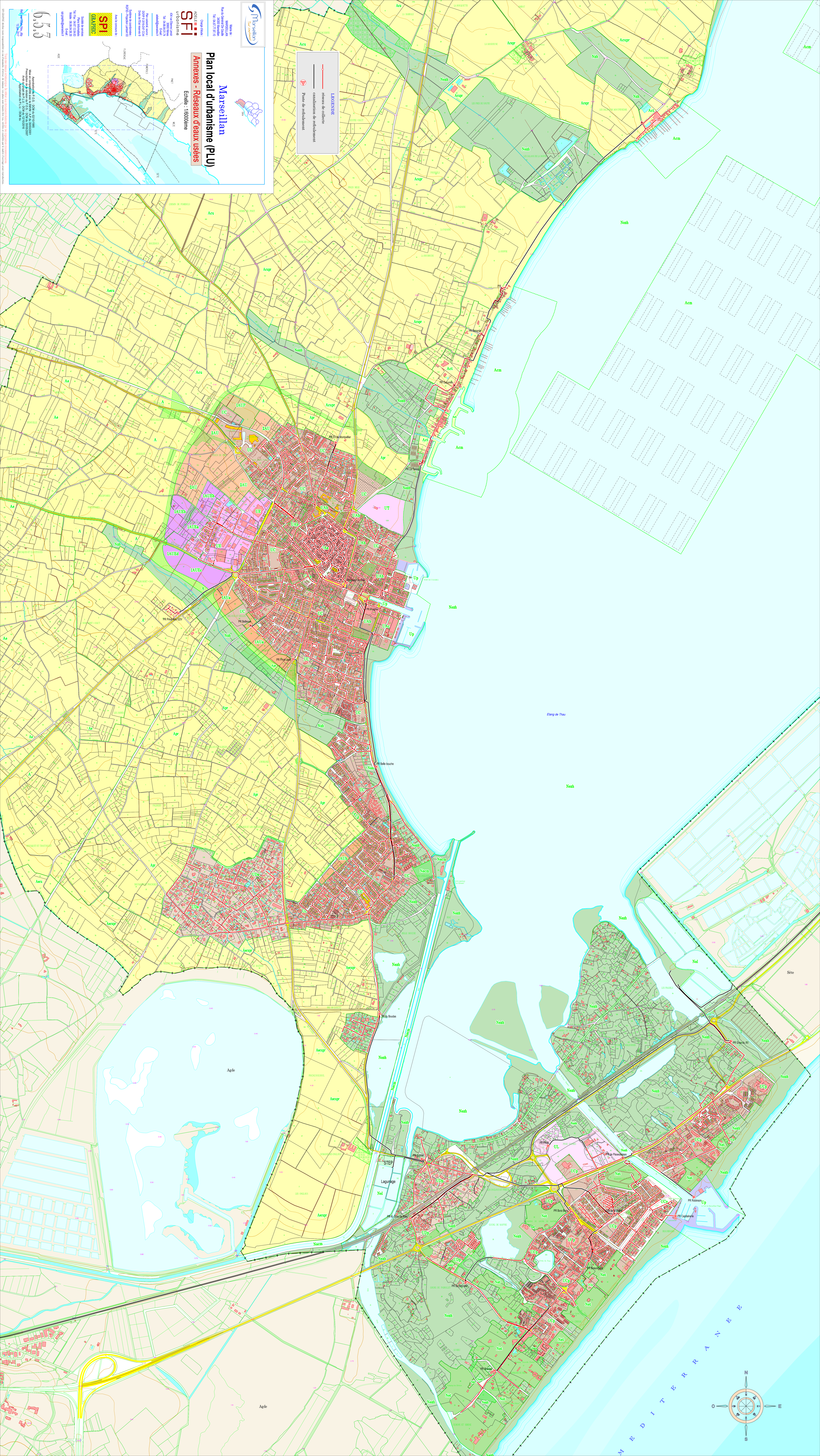
Pour les emballages, l'objectif d'équipement est de 1 PAV minimum pour 400 habitants (ratio $\geq$ 1), là encore, le ratio d'équipement est supérieur au minimum avec 1,47 équipements pour 400 habitants. De plus, la mise à disposition de colonnes pour la collecte sélective ne représente qu'une partie des possibilités de tri puisque 3 526 bacs de tri sont à disposition des marseillanais chez eux directement.

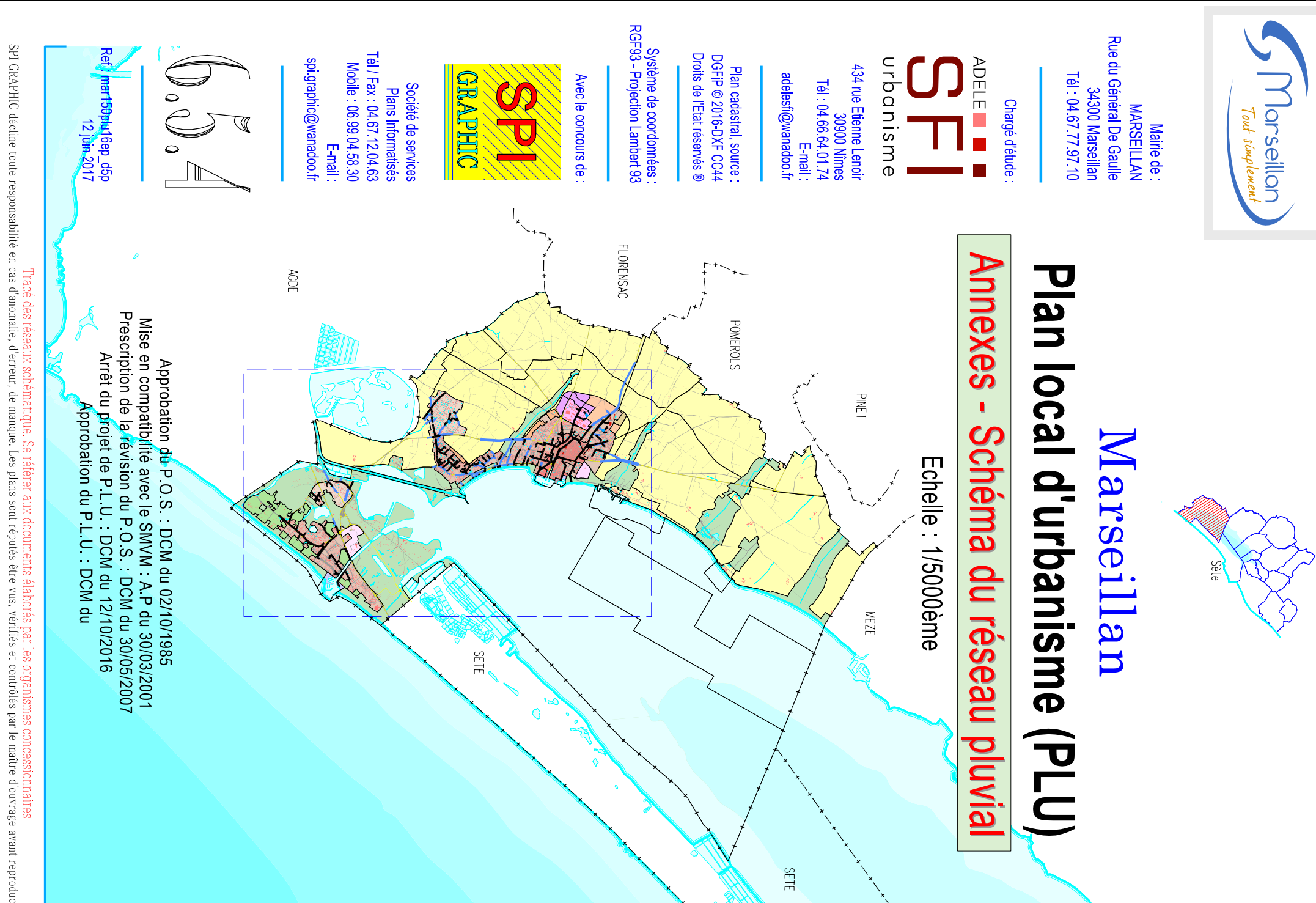
Point d'apport volontaire pour le verre à Marseillan

Verre : Nombre de PAV	Colonne Verre en place en 2015	Ratio d'équipement	Indicateur Nombre d'habitants/colonne
Marseillan	66	3,60	111,0

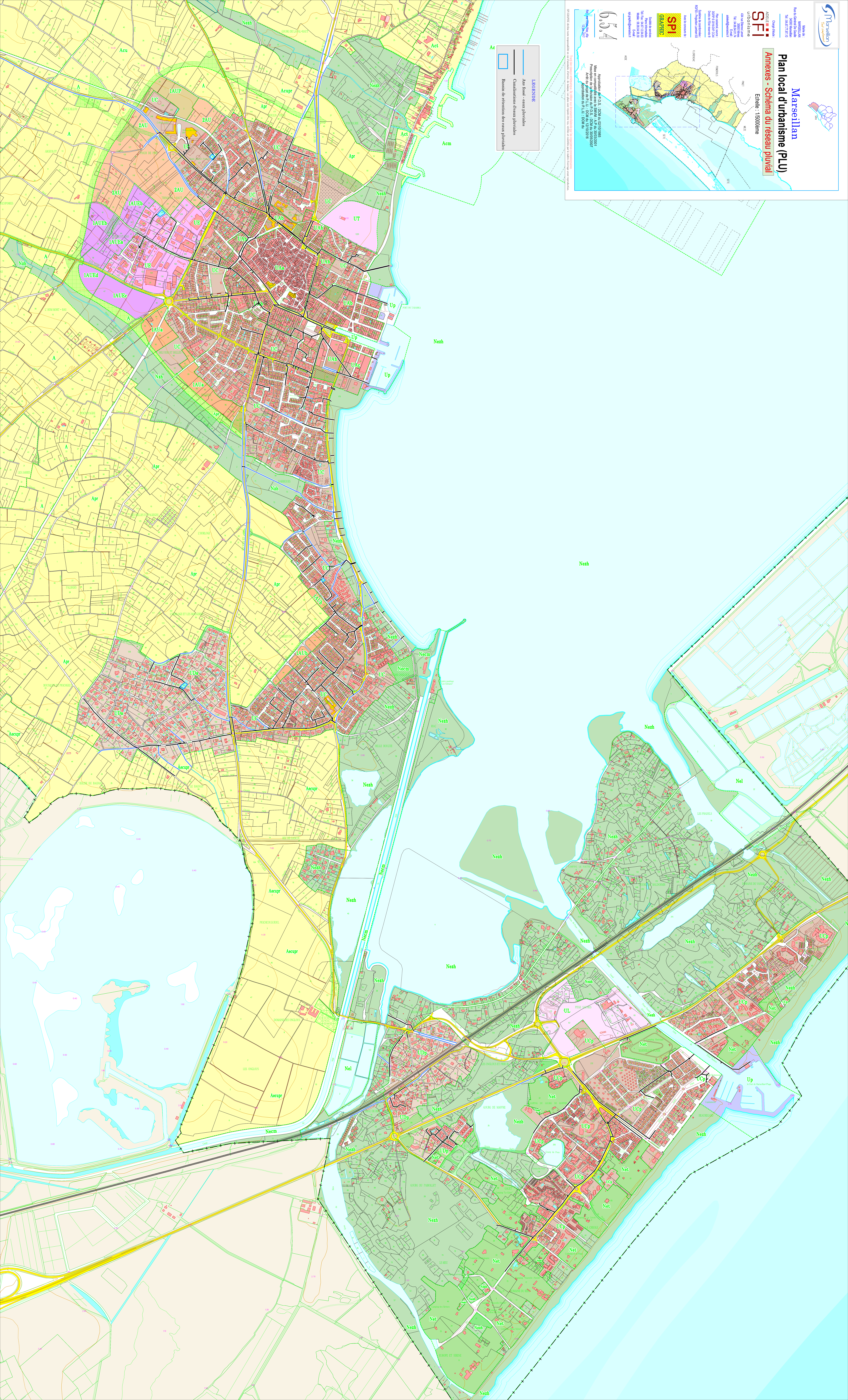
Source : Thau Agglo - 2015







LEGENDE
Axe routier - voies principales
Cantonnement eaux pluviales
Bassin de rétention des eaux pluviales



Ville de Marseillan

Département de l'Hérault



Zonage d'assainissement

6.5.5

*Élaboration initiale du P.O.S. : DCM du 02/10/1985
Mise en compatibilité avec le SMVM : A.P du 28/03/2001
Prescription de la révision du POS : DCM du 30/05/2007
Arrêt du PLU : DCM du 12/10/2016
Approbation du PLU : DCM du*

Département de l'Hérault

Thau Agglo



Commune de
Marseillan



Zonage d'assainissement



Mai 2017

16_56



ENTECH Ingénieurs Conseils

Parc Scientifique et Environnemental
BP 118 - 34140 Mèze - France
e.mail : entech@entech.fr
Tél. : 33 (0)4 67 46 64 85
Fax : 33 (0)4 67 46 60 49



Département de l'Hérault

Commune de Marseillan

Zonage d'assainissement collectif et non collectif

Référence	16_56		
Version	a_Version minute	b	c
Date	Juillet 2016	Septembre 2016	Mai 2017
Auteur	Jean-Marc RONDOT	Jean-Marc RONDOT	Jean-Marc RONDOT
Collaboration	Jonathan Ramon	Jonathan Ramon	
Visa	Yves Copin	Yves Copin	Yves Copin
Diffusion	Commune	Commune	Commune

1	Introduction	5
2	Présentation de la commune.....	6
2.1	Situation de la commune	6
2.2	Contexte climatique	6
2.2.1	Pluviométrie	6
2.2.2	Température	7
2.3	Géologie et hydrogéologie	8
2.3.1	Géologie	8
2.3.2	Hydrogéologie	8
2.4	Contexte hydrographique	9
2.4.1	Réseau hydrographique	9
2.4.2	Zones inondables	10
2.5	Patrimoine environnemental.....	10
2.5.1	ZNIEFF	10
2.5.2	Natura 2000.....	13
2.5.3	Autres zones naturelles remarquables.....	13
2.6	Projet d'aménagement et de développement durable (PADD) de la commune de Marseillan 14	
2.6.1	Orientation N°1 : Accompagner la dynamique démographique, dans un souci de mixité sociale, de diversification de l'offre en logements adaptés à toutes les demandes et développer les équipements.....	14
2.6.2	Orientation N°2 : favoriser le développement de l'activité économique dans sa diversité et un développement touristique de qualité	14
2.6.3	Orientation N°3 : Améliorer et diversifier les modes de déplacements	14
2.6.4	Orientation N°4 : Préserver les milieux naturels et agricoles, le patrimoine et la qualité de vie et prendre en compte les risques.....	14
2.7	Patrimoine culturel.....	15
2.8	Contexte règlementaire et documents cadre du bassin versant	16
2.8.1	Le SDAGE Rhône – Méditerranée	16
2.8.2	Le SAGE de Thau	18
2.9	Activités économiques.....	19
3	Population et dispositions liées à l'urbanisme	20
3.1	L'urbanisme de la commune	20
3.1.1	Le document d'urbanisme	20
3.1.2	Les logements	22
3.2	Données démographiques	22
3.2.1	La population permanente.....	22
3.2.2	La population saisonnière	24
3.2.3	Evolution démographique.....	24
4	Etat actuel de l'assainissement	26
4.1	Assainissement collectif	26
4.1.1	Le réseau d'eaux usées	26

4.1.2	La station d'épuration	28
4.2	Assainissement non collectif	32
4.2.1	Configuration actuelle.....	32
4.2.2	Etat des lieux de l'existant.....	32
4.2.3	Etude pédologique et aptitude des sols	34
5	Projet de zonage de l'assainissement.....	36
5.1	Assainissement collectif	36
5.1.1	Perspectives de raccordement des nouveaux espaces ouverts à l'urbanisation	36
5.1.2	Modalités d'extension et de raccordement.....	36
5.1.3	Récapitulatif financier	40
5.1.4	Amélioration de la station d'épuration	41
5.2	Assainissement non collectif	42
5.2.1	Les zones d'assainissement non collectif	42
5.2.2	Contraintes à la mise en œuvre de l'assainissement de type non collectif.....	42
5.2.3	Dispositions communes à tout dispositif d'épandage	43
5.2.4	Coût de l'entretien	44
5.2.5	Le service public d'assainissement non collectif.....	44
6	Conclusion du projet de zonage	45
6.1	Assainissement collectif	45
6.2	Assainissement non collectif	46
7	Obligations de la commune et des particuliers.....	47
7.1	Assainissement collectif	47
7.2	Assainissement non collectif	47
7.2.1	Obligations de la commune.....	47
8	Glossaire	52
9	Document annexe.....	53
10	Liste des Pièces graphiques	54

1 INTRODUCTION

La Directive Européenne n°91/271/CEE du 21 mai 1991, fixe les conditions de collecte, de traitement et de rejet des eaux usées résiduaires.

Elle a été retranscrite en droit français par la Loi sur l'Eau n° 92-3 du 3 janvier 1992 et les décrets d'application associés.

La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 a complété et modifié la loi initiale sur l'Eau de 1992. Les prescriptions pour la planification et la gestion du système d'assainissement communal figurent dans L'article 35 de la Loi sur l'Eau et son décret d'application n° 94-469 du 3 juin 1994.

Conformément à l'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes (ou leurs groupements en charge de l'assainissement) doivent délimiter, après enquête publique :

- Les **zones d'assainissement collectif** où elle est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées,
- Les **zones relevant de l'assainissement non collectif** où elle est tenue d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement.

L'étude du zonage s'est déroulée en plusieurs parties :

- Un état des lieux de la commune (environnement, sensibilités, contraintes, zones de développement urbain...) ;
- Un rappel des données de diagnostic des ANC réalisés dans le cadre du SPANC ;
- La carte d'aptitude des sols et les résultats des études de sol initiales seront rappelés;
- La définition des scénarios d'assainissement ;
- Le choix d'un scénario d'assainissement et la constitution du dossier d'enquête publique relatif au zonage d'assainissement de la commune.

Ce présent mémoire constitue le dossier d'enquête publique.
--

2 PRESENTATION DE LA COMMUNE

2.1 SITUATION DE LA COMMUNE

Cf Plan n°1 : Plan de situation

La commune de Marseillan est située dans le département de l'Hérault, à 13,3 km à l'Ouest de Sète et 6,5 km à l'Est de Agde.

Le territoire communal s'étend sur 5 268 hectares et est composé à environ 47 % d'eau, 5,6 % de zones humides et 37 % sont des territoires agricoles.

La commune est bordée par l'Etang de Thau et la mer Méditerranée au niveau de Marseillan plage.

Les communes limitrophes sont Pomérols et Agde à l'Ouest et Mèze à l'Est.

Le relief général est peu accentué. L'altitude décroît progressivement jusqu'au niveau de la mer ou de l'étang de Thau. L'altitude moyenne de la commune est de 17 m NGF.

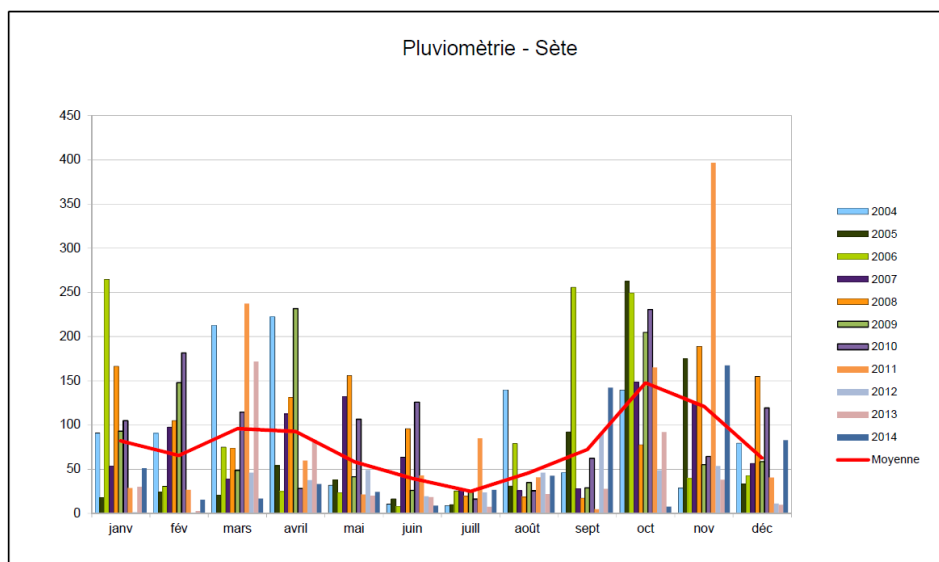
2.2 CONTEXTE CLIMATIQUE

En l'absence d'une station de mesure sur la commune, nous avons retenu la station de mesure la plus proche. Les données utilisées correspondent aux mesures de la ville de Sète.

2.2.1 Pluviométrie

La pluviométrie moyenne mensuelle est de 76 mm et la pluviométrie moyenne annuelle de 910 mm, ces moyennes étant calculées sur les dix dernières années de mesure. Le nombre annuel en 2014 de jours de pluie est de 87 jours.

Le graphe suivant présente la répartition annuelle des pluies pour les années 2004 à 2014 ainsi que la pluviométrie moyenne des dix dernières années.

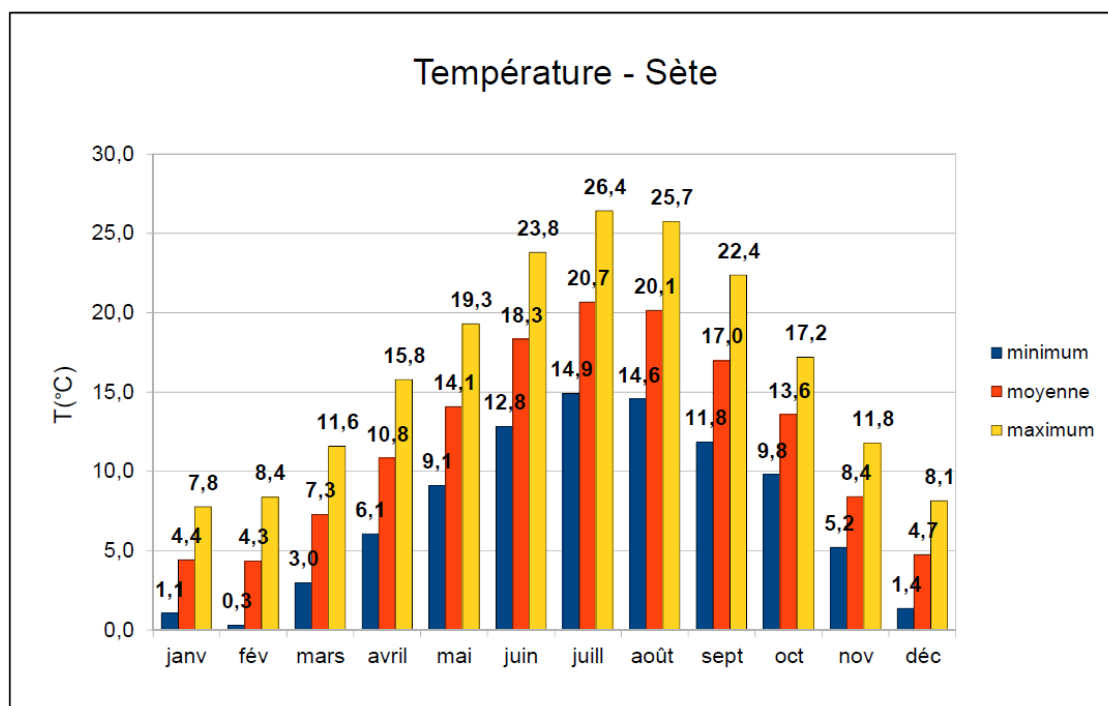


La répartition des pluies est donc très inégale au cours de l'année avec la présence de trois mois de sécheresse en été et des pluies marquées aux alentours du mois d'octobre.

2.2.2 Température

Le climat de la commune est de type méditerranéen. Il se caractérise par des hivers doux, des étés chauds et une insolation très élevée.

La température moyenne annuelle est de 12 °C, la température moyenne estivale (juin, juillet, août) est de 19.7 °C et la température moyenne hivernale est de 5.2 °C (décembre à mars). Le graphe suivant présente l'évolution des températures minimales, moyennes et maximales au cours de l'année, les valeurs présentées correspondent aux moyennes sur les dix dernières années.



2.3 GEOLOGIE ET HYDROGEOLOGIE

2.3.1 Géologie

Cf Plan n°2 : Contexte géologique

La commune de Marseillan s'étend sur des formations aussi diverses par leur âge que par leur qualité.

Le bassin versant de l'Etang de Thau couvre une superficie totale de 443 km² et se scinde en 2 unités morphologiques distinctes :

- La plaine littorale de la plaine de l'Hérault à l'Ouest à la plaine montpelliéraine à l'Est est constituée de sédiments tertiaires et quaternaires,
- Les secteurs de bas-reliefs (altitude 100-300 m) sont constitués de formations calcaires jurassiques. Ce sont les versants sud du Causse d'Aumelas et du Massif de la Gardiole.

La carte géologique de la région de Sète (BRGM, 1/50 000ème) permet de dresser le contexte géologique général de la région.

La région de Sète est traversée en son milieu par le Massif de la Gardiole, saillie de terrain s'alignant du Nord-Est au Sud-Ouest et prolongée, à travers un affaissement assez tardif par la montagne de Sète. Il s'agit d'une zone d'affleurement des calcaires et dolomies du Jurassique moyen et supérieur, couvrant une superficie de 65 km² environ.

Suivant le flanc gauche se prolonge le terrain pliocène venant de Montpellier. Sur le flanc droit se tient le bassin synclinal miocène de Montbazin - Gigean, qui passe sous l'étang de Thau.

Dans l'angle nord-ouest, la garrigue jurassique de la Mourre prolonge la zone de Murviel-Montpellier. Dans cette garrigue se creuse le bassin rognacien de Villeveyrac gardant ainsi la même orientation d'ensemble.

Plus spécifiquement sur le territoire communal, le sous-sol de Marseillan est essentiellement composé de roches sédimentaires du Pliocène (Cénozoïque) et d'alluvions du quaternaire en lien avec l'avancement de la mer à l'intérieur des terres.

2.3.2 Hydrogéologie

Cf Plan n°3 : Contexte hydrogéologique – Périmètres de protection

Sur le territoire communal on distingue 3 types d'aquifères :

- Les aquifères superficiels
- Les aquifères captifs du Pliocène Continental
- La nappe de l'Astien

2.3.2.1 Les aquifères superficiels

Les deux stations d'épuration et le rejet sont localisés sur ce type de formation.

Les formations argileuses du Pléistocène renferment une proportion variable de sables et de graviers. Les secteurs les plus riches en graves sableuses peuvent constituer des niveaux aquifères. Toutefois, ils sont isolés, de faible extension et renferment une eau de **qualité médiocre** (généralement saumâtre). Il n'y a **aucun enjeu pour l'eau potable**.

La carte de vulnérabilité des eaux souterraines à la pollution classe le secteur en « zone peu vulnérable avec limon et sable sur le littoral » (BRGM, 1995).

2.3.2.2 Les aquifères captifs du Pliocène Continental

Deux systèmes aquifères majeurs peuvent être distingués au sein de ces formations continentales :

- Le premier se situe entre 80 et 90 mètres de profondeur dans les lentilles graveleuses du Pliocène Continental argileux et présente un caractère captif,
- Le second se situe à environ 35 mètres sous le niveau de la mer entre Agde et le Grau d'Agde.

Ces niveaux aquifères ne constituent pas une ressource réellement exploitable et n'offre que **peu d'intérêt** compte tenu de **la qualité médiocre** de l'eau qu'ils renferment.

2.3.2.3 La nappe astienne

Les sables marins du Pliocène renferment l'un des aquifères côtiers les plus importants de la région Languedoc-Roussillon. Cet aquifère connu sous le nom de nappe Astienne s'étend de l'embouchure de l'Aude au Sud à la région de Mèze au Nord sur une superficie globale de 450 km². Cette nappe constitue une ressource en eau de bonne qualité, bien supérieure à celle des aquifères superficiels du Pliocène Continental.

Les formations argileuses du Pliocène continental qui surmontent cet aquifère lui confèrent son caractère captif et le protègent efficacement contre toutes contaminations superficielles.

2.3.2.4 Les ouvrages d'alimentation en eau potable et les périmètres de protection

La commune est alimentée en eau potable par le Syndicat intercommunal du Bas-Languedoc.

L'eau est prélevée dans la nappe alluviale de l'Hérault au niveau de l'Hérault à Florensac, à partir du champ captant de Filliol comprenant 12 puits. Ce champ captant fait l'objet d'un arrêté de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) daté du 18 août 1992 et complété par l'arrêté du 4 juillet 1996. Un périmètre de protection rapproché (PPR) et un périmètre de protection éloigné (PPE) ont été fixés.

3 puits complémentaires ont été créés à 500 m du champ captant mais ils n'ont pas été convertis en ouvrages d'exploitation. Toutefois ils possèdent un PPR et un PPE.

Ces périmètres sont localisés à environ 7 km au Nord-Ouest de Marseillan ville. Toutefois, aucun périmètre de protection éloigné ou rapproché de captage d'eau potable ou de puits n'est présent sur le territoire communal.

2.4 CONTEXTE HYDROGRAPHIQUE

2.4.1 Réseau hydrographique

La commune de Marseillan se situe dans l'emprise du **bassin versant de l'étang de Thau**.

Ce bassin versant a une emprise globale de 35 000 ha. Il est drainé par une douzaine de petits ruisseaux dont les ruisseaux de Mayroual, de Soupie, des Fontanilles, de Braques et de Courredous qui débouchent sur la commune de Marseillan.

Le bassin de Thau s'étend entre Agde et Sète sur une longueur de 19,5 km pour une largeur maximale de 4,5 km. Il est séparé de la mer par un cordon littoral d'environ 1 km de large sur lequel chemine le canal de circonvallation de l'étang.

Le fonctionnement biologique et hydrodynamique de l'étang de Thau est conditionné par les apports d'eau douce en provenance de son bassin versant et par les échanges d'eau salée avec l'extérieur par l'intermédiaire du canal des Quilles et du Grau de Pisse Saumes.

D'un point de vue hydrologique, l'étang de Thau se comporte comme un réceptacle des eaux pluviales des bassins versants des nombreux cours d'eau qui sont dans sa périphérie.

Le sédiment de nature sablo vaseuse est fortement enrichi en matière organique et en argiles.

A noter également une teneur en métaux lourds importante, essentiellement du cuivre dû aux activités agricoles sur le bassin versant.

2.4.2 Zones inondables

Cf Plan n°7 : PPRI

La commune est incluse dans le Plan de Prévention des Risques Naturels d'Inondation (PPRI) du bassin versant de l'Etang de Thau approuvé le 25 janvier 2012.

La commune de Marseillan est concernée par les risques d'inondation et de submersion marine.

- Zone rouge de danger RN correspondant à une zone inondable d'aléa fort en secteur à enjeu modéré (secteur non urbanisé) ;
- Zone rouge de danger RU correspondant à une zone inondable d'aléa fort en secteur à enjeu modéré (secteur urbanisé) ;
- Zone rouge de précaution RP correspondant à une zone inondable d'aléa modéré en secteur à enjeux modérés (secteur urbanisé) ;
- Zone rouge de déferlement RD correspondant à une zone inondable d'aléa fort pour le risque de déferlement (secteurs urbains ou naturels) ;
- Zone bleue de précaution BU correspondant à une zone inondable d'aléa modéré en secteur à enjeux forts (secteurs urbains).

2.5 PATRIMOINE ENVIRONNEMENTAL

2.5.1 ZNIEFF

Cf Plan n°4 : Contraintes naturelles - ZNIEFF

Une ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Floristique et Faunistique) est un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional. L'inventaire des ZNIEFF identifie, localise et décrit les sites d'intérêt patrimonial pour les espèces vivantes et les habitats. Il rationalise le recueil et la gestion de nombreuses données sur les milieux naturels, la faune et la flore.

Les ZNIEFF n'ont pas de portée réglementaire directe : elles ont le caractère d'un inventaire scientifique. La loi de 1976 sur la protection de la nature impose cependant aux PLU de respecter les préoccupations d'environnement, et interdit aux aménagements projetés de "détruire, altérer ou dégrader le milieu particulier" à des espèces animales ou végétales protégées (figurant sur une liste fixée par décret en Conseil d'État). Pour apprécier la présence d'espèces protégées et identifier les milieux particuliers en question, les ZNIEFF constituent un élément d'expertise pris en considération par la jurisprudence des tribunaux administratifs et du Conseil d'Etat.

On distingue deux types de ZNIEFF :

ZNIEFF de type II :

La ZNIEFF de type II réunit des milieux naturels formant un ou plusieurs ensembles* possédant une cohésion élevée et entretenant de fortes relations entre eux. Elle se distingue de la moyenne du territoire régional environnant par son contenu patrimonial plus riche et son degré d'artificialisation plus faible.

**Chaque ensemble constitutif de la zone est un assemblage d'unités écologiques, homogènes dans leur structure ou leur fonctionnement.*

Les ZNIEFF de type II sont donc des ensembles géographiques généralement importants, incluant souvent plusieurs ZNIEFF de type I, et qui désignent un ensemble naturel étendu dont les équilibres généraux doivent être préservés. Cette notion d'équilibre n'exclut donc pas qu'une zone de type II fasse l'objet de certains aménagements sous réserve du respect des écosystèmes généraux.

ZNIEFF de type I :

La ZNIEFF de type I est un territoire correspondant à une ou plusieurs unités écologiques homogènes*. Elle abrite au moins une espèce ou un habitat caractéristique remarquable ou rare, justifiant d'une valeur patrimoniale plus élevée que celle du milieu environnant.

**Par unité écologique homogène, on entend un espace possédant une combinaison constante de caractères physiques et une structure cohérente, abritant des groupes d'espèces végétales ou animales caractéristiques.*

Les ZNIEFF de type I sont donc des sites particuliers généralement de taille réduite, inférieure aux ZNIEFF de type II. Ils correspondent a priori à un très fort enjeu de préservation voire de valorisation de milieux naturels.

2.5.1.1 ZNIEFF de type 1

Sur la commune de Marseillan, on recense 7 ZNIEFF de type I :

- **La ZNIEFF n°3421-3039 de type I «Etang du Grand et Petit Bagnas» :**

Cette ZNIEFF correspond à une vaste zone humide de presque 675 hectares. Elle est ceinturée par les stations balnéaires de Marseillan-Plage (est-sud-est) et du Cap d'Agde (sud-sud-ouest) ainsi que par les communes de Marseillan (nord-nord-est) et d'Agde (ouest). Elle est traversée en son centre par le canal du Midi, la route nationale 112 et une voie ferrée. Près d'une centaine d'ouvrages hydrauliques (martelières, vannes...) et de nombreuses infrastructures, certaines à l'abandon, (voie ferrée, pylônes et lignes EDF, ponts, maisons, hangars, chemins, affûts, cabanons pour l'élevage des anguilles...) sont présente au sein du périmètre de la ZNIEFF.

Malgré une pression touristique importante et une anthropisation conséquente du secteur, elle s'inscrit dans un contexte naturel (ancien volcan du Mont St Loup, fleuve Hérault, étang de Thau). Aujourd'hui, le tourisme et l'agriculture constituent les bases de l'environnement socio-économique du site.

La ZNIEFF est aussi une Réserve Naturelle Nationale, gérée par une association, l'ADENA. Des parcours pédagogiques et des équipements sont installés dans le cadre du fonctionnement de cette réserve naturelle.

Environ 52 hectares de la commune de Marseillan sont concernés par la ZNIEFF d'une superficie totale de 672 hectares.

- **La ZNIEFF n°3421-3038 de type I «Près du Baugé» :**

Les Prés du Baugé se situent sur le littoral de Sète entre les villes de Mèze au nord, et Marseillan au sud. Ce vallon forme une dépression humide orientée nord-ouest-sud-est ouverte sur l'étang. Seule sa partie aval, sur une soixantaine d'hectares, est concernée par la ZNIEFF.

Cette zone se caractérise par des prairies humides que quadrille un réseau de canaux et de haies. Cette occupation du sol tranche singulièrement avec le paysage agricole à dominante viticole marquant cette partie de la plaine languedocienne. Un domaine agricole, le Mas de Saint Jean des Sources, se situe sur la façade sud-ouest des prés. La ZNIEFF des Prés du Baugé constitue une zone de transition entre des milieux humides sous influence d'eau douce et liés à la présence d'un ruisseau permanent, et les marges salées de l'étang de Thau.

La ZNIEFF d'une superficie totale de 59 hectares est entièrement incluse dans le territoire de Marseillan.

- **La ZNIEFF n°3421-3037 de type I «Le Gourq de Maldormir» :**

Le Gourq de Maldormir se situe au sud du littoral de Sète et du bassin de Thau. Cette ZNIEFF s'étend sur une soixantaine d'hectares derrière Marseillan-Plage.

Elle correspond à une zone humide au cœur d'un environnement très artificialisé qui s'accompagne d'une urbanisation prégnante (résidences et campings de Marseillan-Plage), d'une fréquentation estivale intense, de nombreux aménagements et voies de communication (voie ferrée et route nationale 112 notamment). Le domaine viticole de Vassal tout proche, rappelle le caractère agricole antérieur de la zone.

La ZNIEFF d'une superficie totale de 63 hectares est entièrement incluse dans le territoire de Marseillan.

- **La ZNIEFF n°3421-3035 de type I « Lido de l'étang de Thau » :**

La ZNIEFF du Lido de l'étang de Thau se situe dans l'unité paysagère du littoral de Sète et du Bassin de Thau. La lagune que forme l'étang de Thau est séparée de la mer par un lido de 12 km de long et plus de 800 m de large entre les agglomérations de Sète au nord-est et Marseillan-Plage au sud-ouest.

La ZNIEFF est au cœur d'un environnement subissant une forte pression d'artificialisation du littoral : urbanisation prégnante (camping " le Castellans " et résidences de Marseillan-Plage), fréquentation estivale intense, stationnement anarchique des véhicules à moteur, voies de communication (voie ferrée à moins de 300 mètres et route nationale 112 qui traverse la ZNIEFF sur toute sa longueur). Reste le domaine viticole en arrière de la ZNIEFF.

Environ 5 hectares de la commune de Marseillan sont concernés par la ZNIEFF d'une superficie totale de 105 hectares.

- **La ZNIEFF n°3421-3036 de type I «Salins du Castellans» :**

C'est un ancien marais salant dont l'activité a cessé en 1967. Depuis, cette date, la recolonisation partielle mais progressive de cet espace par la végétation a permis la mise en place de formations végétales halophiles typiques des lagunes languedociennes, redonnant partiellement au site un cachet au caractère naturel. La ZNIEFF est entourée d'un environnement très artificialisé : urbanisation prégnante (cabanisation du hameau de Maldormir), fréquentation estivale intense, nombreux aménagements et voies de communication (bâtiments viticoles, voie ferrée et route nationale 112 notamment).

Environ 30 hectares de la commune de Marseillan sont concernés par la ZNIEFF d'une superficie totale de 197 hectares.

- **La ZNIEFF n°3421-3030 de type I «Etang de Thau» :**

Cette ZNIEFF est caractérisée par une végétation méditerranéenne avec la présence d'espèces végétales déterminantes et remarquables (Zostère). Des espèces animales sont aussi présentes sur le territoire de la ZNIEFF notamment des oiseaux et des poissons.

Environ 2425 hectares de la commune de Marseillan sont concernés par la ZNIEFF d'une superficie totale de 6 800 hectares

- **La ZNIEFF n°3421-3149 de type I «Près de Soupié».**

La ZNIEFF « Prés de Soupié » est située sur le littoral héraultais, au sud du département, sur la commune de Marseillan. Elle comprend le marais de la Boffie les milieux humides plus ou moins saumâtres qui s'étendent au nord-ouest et au-delà de la route D51. Elle occupe une surface totale de 66 hectares entre l'étang de Thau et les bassins de lagunage du village de Pomerols. L'altitude se situe un peu au-dessus du niveau de la mer.

Environ 65 hectares de la commune de Marseillan sont concernés par la ZNIEFF d'une superficie totale de 66 hectares.

2.5.1.2 ZNIEFF de type 2

Une seule ZNIEFF de type 2 est présente sur le territoire communal, il s'agit de la **ZNIEFF n°3421-0000 « Complexe paludo-lagunaire-dunaire de Bagnas et de Thau »**. Cette ZNIEFF est caractérisée par la présence d'espèces végétales déterminantes et remarquables (végétaux

vasculaires). Des espèces animales sont aussi présentes sur le territoire de la ZNIEFF notamment amphibiens, des oiseaux et des poissons.

Environ 2 830 hectares de la commune de Marseillan sont concernés par la ZNIEFF d'une superficie totale de 9 100 hectares.

La localisation de la ZNIEFF précédente est présentée en annexe au sein du livret de plans.

2.5.2 Natura 2000

Cf Plan n°5 : Contraintes naturelles – Natura 2000

Les inventaires dits «Natura 2000 » correspondent à des territoires comportant des habitats naturels d'intérêt communautaire et/ou des espèces d'intérêt communautaire. Les «habitats naturels» (en général définis par des groupements végétaux) et les espèces d'intérêt communautaire présents en France font l'objet de deux arrêtés du Ministre chargé de l'environnement en date du 16 novembre 2001 (JO du 29/01/2002). Dans ces périmètres, il convient de vérifier que tout aménagement ne porte pas atteinte à ces habitats ou espèces.

Le réseau Natura 2000 est constitué :

- des Zones de Protection Spéciale (directive Oiseaux)
- des Zones Spéciales de Conservation (directive Habitats)

Les deux types de zones étant a priori indépendantes l'une de l'autre, c'est à dire qu'elles font l'objet de procédures de désignation spécifiques (même si le périmètre est identique).

De manière concrète tout programme ou projet de travaux, d'ouvrage ou d'aménagement soumis à un régime d'autorisation ou d'approbation administrative situé à l'intérieur d'un site Natura 2000 ou situé hors d'un site Natura 2000 mais soumis à étude d'impact, notice d'impact ou document d'incidence, et susceptible d'affecter le site de façon notable, doit faire l'objet d'une évaluation des incidences au regard des objectifs de conservation. Le dossier d'évaluation doit être joint à la demande d'autorisation, d'approbation et au dossier d'enquête publique.

La commune est concernée par quatre sites Natura 2000 :

- le Site d'Importance Communautaire FR9101411 : «Herbiers de l'Etang de Thau» d'une superficie de 4 798 hectares ;
- le Site d'Importance Communautaire FR9101412 : «Etang du Bagnas» d'une superficie de 675 hectares;
- la Zone de Protection Spéciale FR9110034 : «Etang du Bagnas» d'une superficie de 586 hectares ;
- la Zone de Protection Spéciale FR9112018 : «Etang de Thau et Lido de Sète à Agde» d'une superficie de 7 770 hectares.

L'ensemble des plans relatifs à la zone Natura 2000 sont annexés dans le livret des plans.

2.5.3 Autres zones naturelles remarquables

La commune de Marseillan est concernée par une Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO). Il s'agit de la ZICO LR17 « Etang de Thau » d'une superficie de 6 800 hectares environ.

Le territoire communal de Marseillan possède 4 zones humides :

- Salins de Villeroy (206,92 ha),
- Salins du Castellans (162,39 ha),
- Gourgs et anciens grau de Maldormir (172,91 ha),
- Baie des Onglous, reculée de Riach (72,78 ha).

2.6 PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE (PADD) DE LA COMMUNE DE MARSEILLAN

Le PLU de la commune est actuellement en cours de création, à cette occasion, un PADD a été développé de façon à répondre aux différents enjeux rencontrés par la commune. Les orientations prises par la commune en termes d'aménagement futur ont été définies dans le PADD et sont les suivantes :

2.6.1 Orientation N°1 : Accompagner la dynamique démographique, dans un souci de mixité sociale, de diversification de l'offre en logements adaptés à toutes les demandes et développer les équipements

- Développer la commune et ouvrir de nouveaux espaces à l'urbanisation sous forme d'opérations d'aménagement d'ensemble
- Modérer la consommation d'espace et lutter contre l'étalement urbain
- Favoriser la mixité sociale et produire des logements locatifs sociaux
- Favoriser le réinvestissement urbain
- Permettre et accompagner les mutations du quartier de la cave coopérative
- Lutter contre le phénomène de cabanisation
- Développer les équipements nécessaires en adéquation avec les hausses de population envisagées
- Accompagner les mutations démographiques

2.6.2 Orientation N°2 : favoriser le développement de l'activité économique dans sa diversité et un développement touristique de qualité

- Créer de nouvelles zones d'activités économiques
- Créer un nouveau pôle commercial à Pioch pomiès
- Accompagner la délocalisation de la cave coopérative
- Permettre le développement des activités liées à la mer
- Préserver les commerces et services de proximité à Marseillan-ville Conserver la vocation des zones de loisirs à Marseillan-plage
- Préserver les activités liées aux cultures marines et valoriser les mas conchyliques
- Soutenir l'activité agricole
- Diversifier l'offre touristique et favoriser le développement d'un tourisme de qualité

2.6.3 Orientation N°3 : Améliorer et diversifier les modes de déplacements

- Prévoir et prendre en compte le projet de boulevard urbain
- Développer les modes de déplacements doux
- Accompagner la réorganisation des déplacements en commun

2.6.4 Orientation N°4 : Préserver les milieux naturels et agricoles, le patrimoine et la qualité de vie et prendre en compte les risques

- Préserver, protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel et paysager de la commune
- Préserver les zones agricoles
- Mettre en valeur le canal du Midi
- Garantir une bonne qualité des eaux de la lagune de Thau

ENTECH Ingénieurs Conseils

- Prendre en compte les risques naturels
- Requalifier les entrées de ville, notamment à Marseillan-plage
- Préserver et créer des espaces publics de qualité
- Requalifier les espaces publics à Marseillan-plage

2.7 PATRIMOINE CULTUREL

Cf Plan n°6 : Sites classés et inscrits

La commune de Marseillan est concernée par :

- « La réserve naturelle nationale du Bagnas » ;
- Le site inscrit (loi du 2 mai 1930) « Canal du midi » ;
- Le site classé (loi du 2 mai 1930) « Zone portuaire de Marseillan ».

2.8 CONTEXTE REGLEMENTAIRE ET DOCUMENTS CADRE DU BASSIN VERSANT

2.8.1 Le SDAGE Rhône – Méditerranée

Les travaux d'élaboration du SDAGE 2016-2021 et de son programme de mesures ont été engagés sur le bassin depuis l'automne 2013. Le SDAGE 2016-2021 a été adopté par le comité de bassin le 20 novembre 2015. Le SDAGE et son programme de mesures ont ensuite été approuvés le 3 décembre 2015 (arrêté). Le SDAGE 2016-2021 comprend 9 orientations fondamentales. Celles-ci reprennent les 8 orientations fondamentales du SDAGE 2010-2015 qui ont été actualisées et incluent une nouvelle orientation fondamentale, l'orientation fondamentale « s'adapter aux effets du changement climatique ».

1. S'adapter aux effets du changement climatique ;
2. Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité ;
3. Concrétiser la mise en oeuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques ;
4. **Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement ;**
5. Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau ;
6. Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé ;
7. Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides ;
8. Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir ;
9. Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

La commune de Marseillan est concernée par des mesures complémentaires au titre du programme de mesures 2016-2021.

Les eaux usées issues de la ville de Marseillan sont acheminées vers deux stations d'épuration localisées sur le territoire de la commune dont l'exutoire est la masse d'eau FRDT10 « Eau de transition, étang de Thau ».

Concernant les masses d'eau superficielles :

2.8.1.1 Au niveau de la masse d'eau FRDC_02d « Limite Cap d'Agde - Sète »

Cette masse d'eau présentait un bon état écologique et un très bon état chimique en 2009. Les objectifs de bon état écologique et chimique étaient fixés à 2015. Cette masse d'eau fait partie du sous bassin côtier : CO_17_93. Les mesures complémentaires mises en place dans le domaine de l'assainissement sur ce bassin sont :

- Réhabiliter et ou créer un réseau d'assainissement des eaux usées hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles),
- Réaliser une étude globale ou un schéma directeur portant sur la réduction des pollutions associées à l'assainissement.

2.8.1.2 Au niveau de la masse d'eau FRDR_11399 « Limite Cap d'Agde - Sète »

Cette masse d'eau présentait un état écologique mauvais en 2014. Son état chimique est indéterminé. Elle subit l'impact d'une eutrophisation excessive, entraînant des concentrations particulièrement élevées en phosphore et en nitrate. L'activité agricole est à l'origine de ces concentrations. L'objectif de bon état écologique est reporté à 2027 et l'objectif de bon état chimique

était fixé à 2015.

Cette masse d'eau fait partie du sous bassin côtier : CO_17_19. Les mesures complémentaires mises en place dans le domaine de l'assainissement sur ce bassin sont :

- Réhabiliter et ou créer un réseau d'assainissement des eaux usées hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles),
- Aménager et/ou mettre en place un dispositif d'assainissement non collectif.

2.8.1.3 Au niveau de la masse d'eau FRDR_3109 «Canal du Midi»

Cette masse d'eau présentait un état écologique moyen et un bon état chimique en 2009. Elle est sujette à plusieurs problématiques dont, une altération de la continuité biologique, une dégradation morphologique ainsi qu'une menace sur le maintien de la biodiversité. L'objectif de bon état écologique est reporté à 2027 et l'objectif de bon état chimique était fixé à 2015. Cette masse d'eau a été répertoriée comme nécessitant une action d'amélioration de la connaissance sur l'état et les pressions qu'elle subit.

Elle n'est sujette à aucune mesure complémentaire en lien avec l'assainissement.

2.8.1.4 Au niveau de la masse d'eau FRDT_09 «Grand Bagnas»

Cette masse d'eau présentait un état médiocre sur l'indicateur phytoplancton et un mauvais état physico-chimique de la colonne d'eau entre 2009 et 2014. Elle est sujette à plusieurs problématiques, dont une perturbation du fonctionnement hydraulique, une gestion locale à instaurer ou développer, ainsi qu'une menace sur le maintien de la biodiversité. L'objectif de bon état écologique est reporté à 2021 et l'objectif de bon état chimique était fixé à 2015.

Elle n'est sujette à aucune mesure complémentaire en lien avec l'assainissement.

2.8.1.5 Au niveau de la masse d'eau FRDT_10 «Etang de Thau»

Cette masse d'eau présentait un bon état sur l'indicateur phytoplancton et un très bon état physico-chimique de la colonne d'eau entre 2009 et 2014. Elle est sujette à plusieurs problématiques, dont une pollution par les pesticides, une gestion locale à instaurer ou développer ainsi qu'une pollution domestique et industrielle hors substances dangereuses. Les objectifs de bon état écologique et chimique étaient fixés à 2015.

Elle n'est sujette à aucune mesure complémentaire en lien avec l'assainissement.

Concernant les masses d'eau souterraines :

2.8.1.6 Au niveau de la masse FRDG_124 «Calcaires jurassiques pli ouest de Montpellier, extension sous couverture et formations tertiaires M»

Cette masse d'eau présentait un bon état quantitatif et chimique en 2009. Les objectifs de bon état quantitatif et chimique étaient fixés à 2015.

Elle n'est sujette à aucune mesure complémentaire en lien avec l'assainissement.

2.8.1.7 Au niveau de la masse d'eau FRDG_224 « Sables astiens de Valras-Agde»

Cette masse d'eau présentait un état quantitatif mauvais en et un bon état chimique en 2009. Elle est sujette à des pressions importantes de prélèvement. Les objectifs de bon état quantitatif et chimique étaient fixés à 2015.

Elle n'est sujette à aucune mesure complémentaire en lien avec l'assainissement.

2.8.1.8 Au niveau de la masse d'eau FRDG_510 « Formations tertiaires et

Cette masse d'eau présentait un bon état quantitatif et chimique en 2009. Les objectifs de bon état quantitatif et chimique étaient fixés à 2015.

Elle n'est sujette à aucune mesure complémentaire en lien avec l'assainissement.

2.8.2 Le SAGE de Thau

Le bassin versant de l'étang de Thau fait l'objet de la mise en place d'un SAGE depuis plusieurs années. L'arrêté préfectoral n°2006-I-2913 définissant le périmètre du SAGE de Thau date du 04 décembre 2006.

Couvrant une superficie de 440 km², il concerne 22 communes réunies par des enjeux communs : les communes des intercommunalités CCNBT, Thau Agglo, SMBT, des communes inscrites dans d'autres échelles intercommunales : Pinet, Pomérols, Florensac, Agde....

La commune est concernée par ce SAGE.

Le SAGE de Thau a été initié pour apporter une cohérence d'orientation et d'actions avec les autres outils de gestion du territoire en cours d'élaboration : le SCOT, la démarche Natura 2000 et le Contrat Qualité de la lagune de Thau. Il est ainsi connecté avec l'urbanisme, la protection des milieux, les activités industrielles ou agricoles, la pêche et la conchyliculture.

De plus, il est en interconnexion avec les SAGE voisins : SAGE Lez-Mosson, SAGE du fleuve Hérault, et SAGE de la nappe de l'Astien. Le SAGE du bassin de Thau dégage les objectifs suivants pour la gestion des eaux dans son périmètre et en particulier pour la problématique de l'assainissement:

- Axe stratégique 1 : Un SAGE ouvert sur une nouvelle gouvernance du territoire
 - ✓ Coordonner et intégrer les politiques publiques sur le territoire de Thau : vers la mise en œuvre d'une nouvelle gouvernance,
 - ✓ Prendre en compte de nouvelles solidarités territoriales dans la gestion de l'eau :
Clarifier les compétences de la gestion de l'eau, de l'assainissement et des milieux aquatiques.
- Axe stratégique 2 : Réussir la politique de l'eau c'est réussir l'aménagement du territoire
 - ✓ Assurer une bonne articulation entre le SAGE et les outils de planification territoriale,
 - ✓ Intégrer les enjeux de l'eau dans l'organisation des services et des fonctions urbaines :
Organiser l'assainissement du territoire pour répondre aux exigences de qualité des milieux et des usages.
 - ✓ Garantir l'avenir des activités du territoire dans le respect des milieux aquatiques.
- Axe stratégique 3 : Garantir la bonne gestion qualitative et quantitative de toutes les ressources en eau du territoire
 - ✓ Lutter contre les pollutions de toutes les masses d'eau :
Poursuivre la régularisation administrative des rejets non domestiques dans le réseau public d'assainissement.
 - ✓ Protéger et gérer les zones humides, restaurer et entretenir les cours d'eau du bassin versant pour contribuer efficacement à l'atteinte du bon état qualitatif,
 - ✓ Prendre en compte dans le SAGE le continuum bassin-versant- littoral-mer,
 - ✓ Partager les ressources en eau dans le respect de leur équilibre,
 - ✓ Initier sur le territoire du SAGE une politique volontariste d'économie d'eau.

2.8.3 Contrat de gestion intégrée du territoire de Thau

Le contrat de gestion intégrée du territoire de Thau, signé en 2012 engage les collectivités locales, les services de l'Etat, les financeurs et les usagers du territoire dans des actions de développement durable des activités en tenant compte des enjeux liés à l'eau.

Il s'agit notamment de mettre en œuvre une gestion équilibrée de l'eau en lien avec les usages en application des principes d'aménagement du territoire inscrits dans le SCOT de Thau. Des actions portant sur la gestion de l'eau ont pour objectif la préservation de la qualité de l'eau.

Le contrat actuel correspond à la période 2012-2018, dont les objectifs sont :

- Mise en œuvre du SAGE et Thau pour atteindre les objectifs de la DCE et du SDAGE,
- **Anticiper les évolutions de l'assainissement en lien avec les évolutions du territoire,**
- **Harmoniser la gestion des réseaux d'assainissement,**
- Développer une stratégie pour l'assainissement pluvial,
- Clarifier le programme des travaux d'assainissement,
- Gestion des ressources en eau,
- Mise en œuvre de la gestion concertée de la ressource karstique du Pli Ouest,
- Développer une politique d'économie d'eau et de sécurisation de l'approvisionnement en eau,
- Mettre en place une stratégie de lutte contre les risques d'inondation,
- Améliorer la connaissance et les actions de luttres contre les pollutions des milieux aquatiques.

Des fiches actions de la seconde convention d'application du contrat de gestion intégrée (2015-2018) ont été rédigées en déclinaison de l'objectif prioritaire portant sur la « réussite de la gestion équilibrée de l'eau à l'échelle du bassin versant ».

2.9 ACTIVITES ECONOMIQUES

La commune de Marseillan possède une offre de commerce, services et équipements complète pour répondre aux besoins de la population.

En 2015, 863 établissements participent à l'activité économique de la commune de Marseillan. Environ 70% d'entre eux sont dans le secteur tertiaire tel le commerce, les transports ou autres services. La région étant très touristique, le commerce concerne environ 30% des établissements et le service aux particuliers (tourisme, sports nautiques....) environ 25%.

Si peu d'établissement concernent l'agriculture (5%), ils correspondent tout de même à 20% des emplois du territoire Marseillanais. Parmi ces activités on retrouve la conchyliculture liée à l'étang de Thau, mais aussi la viticulture qui a toujours été très présente sur le territoire.

3 POPULATION ET DISPOSITIONS LIEES A L'URBANISME

3.1 L'URBANISME DE LA COMMUNE

3.1.1 Le document d'urbanisme

Cf Annexe 1 -Tableau de synthèse

Le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Marseillan est actuellement en cours de réalisation. Le PLU de Marseillan va orienter le développement de la commune pour les 15 prochaines années, il constitue un projet global de territoire qui croise les enjeux locaux avec différentes exigences supra-communales (loi littoral, Plan de Prévention des Risques Inondation, SRCE1, Sites Natura 2000, SAGE...).

Il sera également compatible avec les orientations du Schéma de Cohérence Territoriale du Bassin de Thau (SCoT) approuvé le 4 février 2014, du Programme Local de l'Habitat (P.L.H.) adopté le 26 juin 2013 du Plan de Déplacements Urbains (P.D.U.) approuvé le 14 novembre 2011 et du Contrat de Gestion Intégrée 2012-2018.

L'organisation urbaine du territoire est bipolaire : La majorité du bâti est concentrée autour du centre-ville de Marseillan et près de la mer, à Marseillan Plage.

Le zonage du PLU de Marseillan divise le territoire communal en 4 zones.

- Les zones urbaines U,
- Les zones à urbaniser AU,
- Les zones agricoles A,
- Les zones naturelles N.

3.1.1.1 Les zones urbaines

Les zones urbaines sont repérées sur les documents graphiques par un sigle commençant par la lettre « U » Elles sont réparties autour du centre-ville de Marseillan et s'étendent vers le sud, ainsi que vers la mer, à Marseillan Plage. Peuvent être classées en zones urbaines, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation qui ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter y compris les ZAC et les zones NA du POS au titre de leur incorporation au PLU.

Les zones urbaines définies par le document de travail du PLU regroupent les zones suivantes :

Zone	Définition
UA	Parties urbanisées les plus anciennes de Marseillan
UC	Zones urbanisées où les constructions sont essentiellement composées d'habitats individuels
UD	Zones urbanisées composées essentiellement d'habitations de faible densité soit d'habitat individuel
UE	Zones réservées à l'activité économique
UL	Zone concernée par le risque inondation – Zone d'équipements de Loisirs
UP/UT	Zone portuaire et zone d'hébergement touristique - en partie concernée par le risque inondation

3.1.1.2 Les zones à urbaniser

Les zones à urbaniser regroupent les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation. Notamment, lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone.

ENTECH Ingénieurs Conseils

Les zones à urbaniser définies par le document de travail du PLU regroupent les zones suivantes :

Zone	Définition
1AU	Zone destinée à accueillir une urbanisation à dominante d'habitat
1AUE	Zone destinée à accueillir des constructions dédiées à l'activité économique
1AUP	Zone destinée à accueillir une urbanisation à dominante d'équipements publics
2AU	Zone destinée à accueillir une urbanisation à dominante d'habitat

3.1.1.3 Les zones agricoles

La zone A comprend des parcelles sources de richesses biologique, agronomique, économique et paysagère dans laquelle les terrains doivent être réservés à l'exploitation agricole. La zone A est strictement protégée et la vocation de cette zone est réaffirmer pour l'avenir.

La zone agricole est divisée en deux ensembles :

- Les secteurs Ac, correspondant à des zones agricoles liées à la conchyliculture (ensemble de procédés et des techniques utilisés pour favoriser la production des coquillages) et à l'aquaculture,
- Les secteurs Al, qui correspondent aux « coupures d'urbanisation » au titre de la loi littoral, au Nord et au Sud de la ville.

3.1.1.4 Les zones naturelles

La zone N concerne notamment les espaces naturels et forestiers qu'il convient de protéger en raison de la qualité des sites et des paysages qui les composent. Mais également les zones actuellement occupées par une urbanisation diffuse existante où émerge un phénomène de cabanisation mais dont les extensions ne sont pas autorisées pour des raisons liées à la prise en compte du risque inondation, à la préservation des paysages et des milieux et au respect des dispositions issues de la « loi Littoral.

Les zones naturelles définies par le document de travail du PLU regroupent les zones suivantes :

Zone	Définition
Neb	Espaces définis comme remarquables au titre de la loi littoral, faisant notamment office de trame verte et bleue à l'échelle du territoire, mais qui sont de fait déjà urbanisés
Necm	Espaces définis comme remarquables au titre de la loi littoral, faisant notamment office de trame verte et bleue à l'échelle du territoire et correspondant au projet de mise en valeur du canal du Midi
Nel	Espaces définis comme remarquables au titre de la loi littoral, faisant notamment office de trame verte et bleue à l'échelle du territoire, mais qui sont occupés par des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et notamment des lagunages
Net	Espaces définis comme remarquables au titre de la loi littoral, faisant notamment office de trame verte et bleue à l'échelle du territoire, et occupés par des campings et hébergements de plein-air à Marseillan-Plage
Nzh	zones humides et abords de cours d'eau situés en dehors des espaces définis comme remarquables au titre de la loi littoral

3.1.2 Les logements

Le parc de l'habitat de la commune de Marseillan est estimé à partir des données de l'I.N.S.E.E de 1968 à 2013.

	1968	1975	1982	1990	1999	2007	2009	2013
Population permanente	3 579	3 483	4 039	4 950	6 199	7 565	7 817	7 848
Nombre de logements total	2 020	2 560	3 701	6 321	7 721	9 269		9 778
Dont résidences principales	1 211	1 268	1 504	1 945	2 658	3 398		3 664
Dont résidences secondaires et logements occasionnels	576	950	1 312	4 102	4 807	5 433		6 005
Dont logements vacants	233	342	885	274	256	438		109
Hab/résidence principale	3,0	2,7	2,7	2,5	2,33	2,23		2,14

Durant la période 1968-2013, le nombre de logements a été multiplié par 5. Cette augmentation a été particulièrement marquée durant les années 1980. Durant cette même période, la population permanente a fortement augmenté pour atteindre 7 848 habitants en 2013.

D'autre part le nombre d'habitants par résidence principale est en constante diminution depuis 1968. A noter que pour l'année 2013, le ratio de la commune de Marseillan est inférieur taux départemental (2.1 habitants/résidence principale en 2013).

Le nombre de logements secondaires et vacants représentait en 2013 près des 2/3 du parc de logements.

3.2 DONNEES DEMOGRAPHIQUES

3.2.1 La population permanente

Le tableau suivant présente l'évolution de la population permanente de la commune :

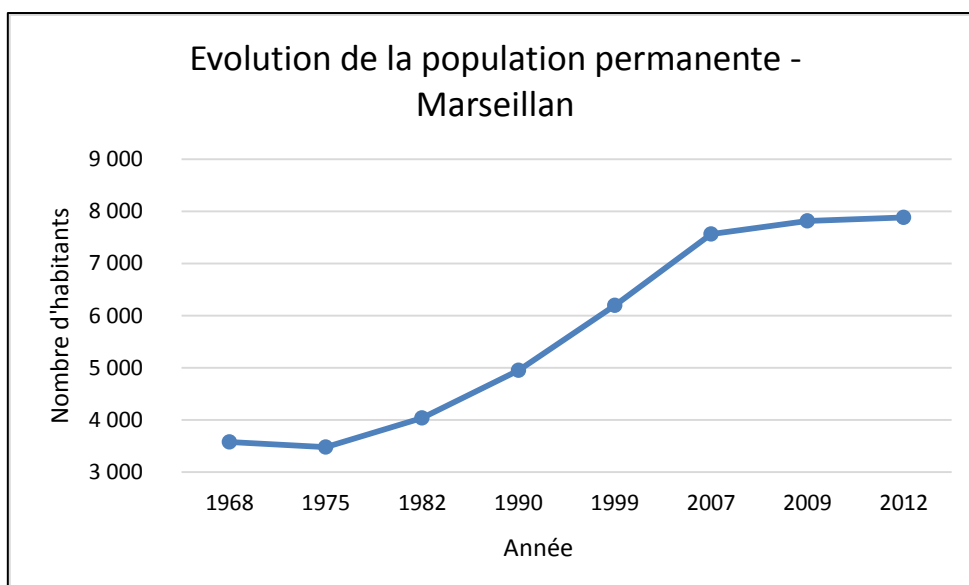
	1968	1975	1982	1990	1999	2007	2009	2013
Population permanente	3 579	3 483	4 039	4 950	6 199	7 565	7 817	7 848
Taux d'évolution annuel (%)	-	-0,4%	2,1%	2,6%	2,5%	2,5%	1,7%	0,3%

Entre 1968 et 1975, la commune a connu une décroissance démographique. Depuis la fin des années 1970, la commune connaît une croissance démographique soutenue. A noter un léger fléchissement de la croissance depuis 2009.

Le taux de croissance inter-annuel moyen observé sur la commune au cours des 50 dernières années est de 1.81 %.

Les taux d'évolution démographique de la commune de Marseillan sont supérieurs à la moyenne départementale à l'exception des périodes 1968-1975 et 2009-2013.

Nous pouvons aussi visualiser l'évolution de la population de la commune sur le graphe suivant :



Sur le graphe ci-dessus nous observons de la même manière que la population permanente de la commune augmente très fortement à partir des années 1980.

3.2.2 La population saisonnière

La population saisonnière est liée à la fois aux résidences secondaires et aux structures d'accueil touristique.

Selon les données fournies par la mairie, l'office de tourisme et les responsables des structures d'accueil touristiques, les établissements suivants sont recensés sur la commune :

Type	Nombre d'établissements année N	Nombre de chambres / emplacements année N	Capacité d'accueil totale (nombre de personne)	Répartition MPMV		Capacité d'accueil totale (nombre de personne)	
				Marseillan plage	Marseillan ville	Dont Marseillan Plage	Dont Marseillan ville
Hôtellerie	3	71	155	100%	0%	155	-
Résidences de Tourisme	4	165	660	75%	25%	495	165
Hôtellerie de plein air (empl. Tourisme nus)	19	1 932	5 796	98%	2%	5 680	116
Hôtellerie de plein air (empl. Tourisme locatifs)		1 963	7 852	98%	2%	7 695	157
Chambres d'hôtes	13	29	97	20%	80%	19	78
Villages de vacances						-	-
Gîtes de séjour et gîtes d'étape			-			-	-
Centre de vacances						-	-
Auberge de jeunesse et centre d'accueil jeunes						-	-
Autres hébergements collectifs						-	-
Aire de camping-car (payante)	1	122	244	100%	0%	244	-
Meublés labellisés (Gîtes de France / Clévacances)	7		28	60%	40%	17	11
Autres meublés classés et / ou déclarés	196		784	65%	35%	510	274
Hébergements insolites						-	-
Sous Total Hébergement Marchand			15 616			14 815	801
Résidences secondaires	6 014		30 070	NC	NC	30 070	
Hôtellerie de plein air (empl. Loisirs)		138	690	98%	2%	676	14
Camping-cars (aires non payantes)			-			-	-
Sous Total Hébergement non Marchand			30 760			30 760	
Capacité d'accueil globale			46 376			46 376	

Concernant les résidences secondaires, nous proposons de retenir un ratio de 5 habitants par logement secondaire conformément aux données transmises par l'Office de Tourisme.

La population saisonnière totale 2015 est donc estimée à 46 376 habitants.

3.2.3 Evolution démographique

L'évolution démographique de la commune de Marseillan a été évaluée selon une méthode analytique (c'est-à-dire en fonction des zones et projets d'urbanisation de la commune).

Sur la base des échanges engagés avec la mairie, il s'avère que **les populations futures sur la commune correspondront aux populations futures matérialisées dans le Scot.**

Les calculs ont été effectués comme suit :

- Population permanente : prise en compte d'une population supplémentaire de 4 400 personnes à l'horizon 2030 puis évolution linéaire sur cette base aux échéances plus lointaines (2030-2040-2050). Il est aussi à noter que les populations associées aux échéances 2015, 2020 et 2025 ont été calculées à partir du taux d'évolution inter-annuel du SCOT,
- Population liée aux résidences secondaires : suite aux échanges engagés avec la mairie, il s'avère qu'il n'est pas prévu d'augmentation significative du nombre de résidences secondaires sur la commune de Marseillan. Nous proposons donc de supposer les populations liées aux résidences secondaires constantes en situation future,
- Une évolution de la population liée aux structures d'accueil touristiques est prévue sur la commune :

√ Projet « La Baraquette » au niveau de l'entrée de Marseillan village en bordure de l'étang de Thau. Les capacités d'accueil liées à ce projet sont synthétisées au sein du tableau ci-dessous.

Projet de développement touristique "La Baraquette"			
Type de structure	Capacité d'accueil	Ratio de remplissage retenu	Populations associées
Hôtel	39 chambres	2 saisonniers par chambre	78
Commerce	533 m2	15 E.H. / hectare	1
Villas	158 logements	4 saisonniers par villa	632
Population totale équivalente			711

√ Source : données mairie

- √ Projet « La Baronne » au Sud de Marseillan village à la limite entre Marseillan village/Marseillan plage. Les capacités d'accueil liées à ce projet sont synthétisées au sein du tableau ci-dessous.

Projet de développement touristique "La Baronne"			
Type de logement	Nombre	Ratio de remplissage retenu	Populations associées
Rooms	7	2 saisonniers par "lit touristique"	14
Studios	20		40
1 chambre	16		32
2 chambres	13		52
3 chambres	3		18
Population totale équivalente			156

√ Source : données mairie

Les résultats obtenus sont présentés dans le tableau suivant :

Hypothèse du PLU- 3 571 habitants permanents supplémentaires à l'horizon 2030 (taux de 2,23 %)									
	2013	2015	2020	2025	2030	2035	2040	2045	2050
Population permanente	7 848	8 202	9 158	10 226	11 419	12 750	14 237	15 897	17 751
Population saisonnière	46 376	46 376	47 243	47 243	47 243	47 243	47 243	47 243	47 243
Dont résidences secondaires	30 070	30 070	30 070	30 070	30 070	30 070	30 070	30 070	30 070
Dont structures d'accueil touristique	16 306	16 306	17 173	17 173	17 173	17 173	17 173	17 173	17 173
Population totale maximale	54 224	54 578	56 401	57 469	58 662	59 993	61 480	63 140	64 994
Population équivalente liée au développement des activités	-	-	646	646	646	646	646	646	646
Population totale maximale équivalente	54 224	54 578	57 047	58 115	59 308	60 639	62 126	63 786	65 640

Sur la commune de Marseillan, 328 installations sont recensées en Assainissement Non Collectif (données SPANC CCNBT). Sur la base d'un ratio de 2.1 hab./logement (ratio observé sur la commune de Marseillan), la population non raccordée peut être estimée en première approche à 689 habitants.

Le taux de raccordement sur la commune de Marseillan est actuellement proche de 95 %.

Nota : les données SPANC à disposition ne font pas apparaître le type d'habitat concerné (saisonnier ou permanent). Il n'a donc pas été possible de dissocier les types d'habitat dans le calcul du taux de raccordement.

4 ETAT ACTUEL DE L'ASSAINISSEMENT

4.1 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

La Communauté d'Agglomération de Thau Agglo assure, dans le cadre de ses compétences, la gestion des services d'assainissement des eaux usées de la Commune de Marseillan.

Le Service Public d'Assainissement Collectif est assuré par la Lyonnaise des Eaux SUEZ dans le cadre d'une Délégation de Service Public (DSP).

Le plan relatif au réseau d'assainissement est annexé dans le livret des plans.

4.1.1 Le réseau d'eaux usées

Cf Plan n°9a – 9b : Réseaux EU

Le système de collecte des eaux usées est composé de **75,1 km de réseau** dont 59,70 km en gravitaire. Il s'agit principalement d'un réseau en amiante ciment et en PVC. Les diamètres varient entre 200 mm et 1400 mm avec une grande majorité entre 200 et 400 mm.

Le réseau d'assainissement de Marseillan est majoritairement de type séparatif mais il est de type unitaire sur un linéaire de 3,99 km localisé dans le centre-ville de Marseillan.

Le réseau comporte 1 722 regards de visite, 2 avaloirs, 3 vannes et près de 8330 branchements.

Le système d'assainissement permet le transfert des eaux usées de Marseillan Ville jusqu'au lagunage des Onglous puis le transfert des eaux usées des Onglous et de Marseillan Plage vers le lagunage des Pradels.

Ce transfert est assuré :

- En amont des Onglous, par les postes de relèvement en série de Progrès, Ancienne step, Bellebouche et Boudas ;
- Entre Les Onglous et Les Pradels par les postes en série de Granet, Pisse-Saumes et Grau du XV reprenant également les eaux usées en provenance de Marseillan Plage.

4.1.1.1 Etat des lieux du réseau

Les tableaux suivants sont issus du « Rapport annuel du délégataire » de 2014.

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par diamètre et par type de matériau :

Diamètre (mm)/Nature	Amiante Ciment	Béton	PVC	Grès	Fonte	Autre	Polyéthylène	Inconnu	PRV	Total
<200	8586		1633		59		32	1959		12269
200 - 399	2871		45025	37	949	40	714	3057	465	53158
400 - 599	700	517	1506	214	632		265	444	928	5206
600 - 799	1137	393						208		1738
800 - 999								81		81
1000 - 1400	42			178						220
Non connu			610					1797		2407
Total	13336	910	48774	429	1640	40	1011	7546	1393	75079

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par type (séparatif ou unitaire) :

Réseau	Ecoulement	Amiante Ciment	Béton	PVC	Grès/Fonte	Autre	Polyéthylène	Inconnu	PRV	Total
Eaux pluvial	Gravitaire							546		546
Eaux usées	Gravitaire	10 064	393	44271	280		404	58		55470
Eaux usées	Refoulement		422	4156	1602	40	606	6852	1393	15071
Unitaire	Gravitaire	3273	95	43	187			90		3688
Unitaire	Refoulement			304						304
Total		13337	910	48774	2069	40	1010	7546	1393	75079

Les réseaux d'assainissement d'eaux usées sont principalement composés par des collecteurs en PVC de 200 à 399 mm de diamètre en centre-ville. En 2014, le nombre d'abonnés à l'assainissement

ENTECH Ingénieurs Conseils

collectif est de 8 339. Le nombre d'abonnés au réseau d'eau potable s'élève à 8799 abonnés.

4.1.1.2 Ouvrages particuliers

Le système d'assainissement de Marseillan comprend :

- 1722 regards d'assainissement
- 23 postes de relevage
 - √ 12 postes de refoulement, dont un avec trop pleins à Marseillan Ville,
 - √ 11 postes de refoulement à Marseillan plage, sans trop plein.

Le tableau suivant présente les caractéristiques des PR présents sur le réseau d'assainissement :

PR	Débit nominal (m3/h)	Nombre de pompes	Capacité (kW)	Télesurveillance	Trop plein
MARSEILLAN VILLE					
Bellebouche	180	3	6,8	Oui	Non
Bellevue	29	2	1,5	Oui	Non
Bézarde	22	2	2,4	Oui	Non
Boudas	329	2	13,5	Oui	Non
Chemin de Montpellier	14	2	1,5	Oui	Non
Cœur de Ville	190	5	74,1	Oui	Non
Cucurulo	30	2	2,4	Oui	Non
Fadèze	31	2	2,4	Oui	Non
Montpenède	22	2	2,5	Oui	Non
Progrès	160	3	9	Oui	Non
Quai de Toulon	70	2	5,8	Oui	Non
Tennis-Mas Conchylicole	14	2	2,4	Oui	Non
MARSEILLAN PLAGE					
Beauregard	66	2	3,1	Oui	Non
Bora bora	111	2	3,1	Oui	Non
Capitainerie	14	2	3	Oui	Non
Granet	180	2	9	Oui	Non
Grau du XV	360	3	22	Oui	Non
Grau de Rieu	45	2	2	Oui	Non
Le Poste	-	2	5,5	Oui	Non
Payrollet	165	2	7,5	Oui	Non
Pisse-Saume	180	3	13,5	Oui	Non
Robinson	14	2	3	Oui	Non
Sirènes	110	2	3,1	Oui	Non

- Un déversoir d'orage

Sur le réseau de collecte des eaux usées de Marseillan, un déversoir d'orage au milieu naturel a été recensé : DO au niveau PR Cœur de ville, ce PR est équipé de pompes d'eaux usées et de 2 pompes d'eaux pluviales. Le point de rejet du DO est localisé dans le port de Marseillan (étang de Thau). Les eaux sont refoulées puis acheminées via deux canalisations Ø500.

Le déversoir d'orage du Cœur de Ville est soumis à autosurveillance sa capacité étant supérieure à 120 kg DBO5/j.

Concernant les anomalies de fonctionnement du réseau, plusieurs casses ont eu lieu au cours de l'année 2015 :

- Rue des Embruns : 2 casses,
- Chemin de l'Airette : 1 casse,
- Colline de l'Eden : 2 casses sur le refoulement,
- Allée de la Poste : 1 casse,
- Rue Adam : 2 casses réseau hors service.

4.1.1.3 Conventions de rejet

23 conventions de rejet ont été signées entre Thau Agglo et des entreprises sur la commune de Marseillan dont 1 sur Marseillan Plage (restaurant).

Ces conventions de rejet concernent :

Majoritairement des restaurants (16/23) ;

- 2 garages automobiles ;
- 1 établissement de vinification ;
- 1 carrosserie ;
- 1 camping ;
- 1 station de dépotage ;
- 1 brasseur.

4.1.2 La station d'épuration

4.1.2.1 Description des ouvrages de traitement

Le système traitement de la Commune de Marseillan est composé de 2 unités de traitement pour :

- une capacité nominale moyenne de traitement globale de 44 500 Equivalents Habitants (EH) soit 2 700 kg DBO5/j et 6 000 m³/j (130 l/EH/j) :
 - √ Le lagunage aéré des Onglous : 6 250 EH
 - √ Le lagunage aéré des Pradels : 38 250 EH
- Une capacité en pointe estivale de 76 667 EH soit 4 600 kg DBO5/j et 8 400 m³/j (110 l/EH/j).

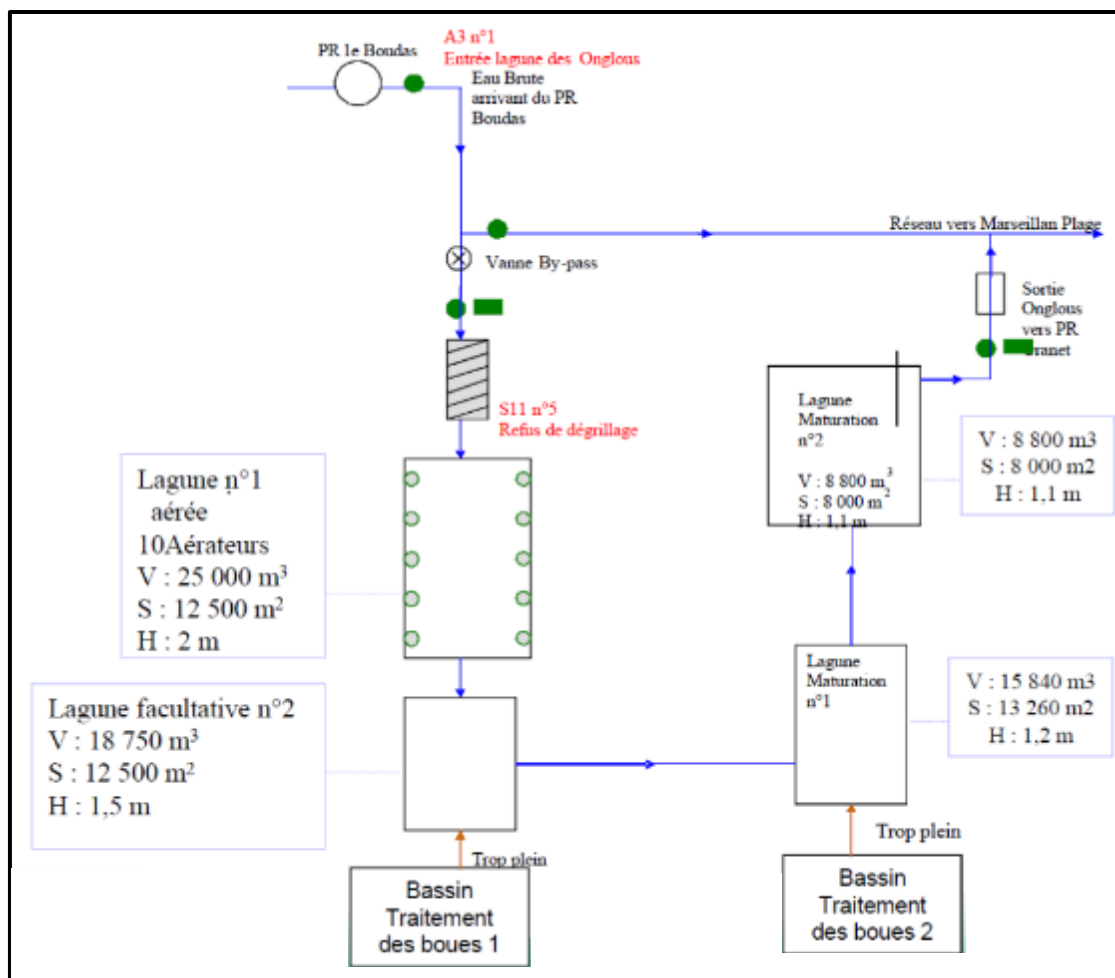
4.1.2.2 Le lagunage des Ouglous

Le lagunage des Ouglous a été mis en service en 1974 et réhabilité en 2007. Cette installation traite 50% de la charge en provenance de Marseillan Ville. Les autres 50% sont dirigés, avec les 50% d'eaux usées traitées sortie des Onglous vers le Lagunage des Pradels via le PR Granet.

Le lagunage des Onglous est composé de 4 bassins en série dont :

- Une première lagune aérée par 10 aérateurs de surface,
- Une deuxième lagune facultative et deux lagunes de finition.

La figure suivante présente le schéma de fonctionnement de la lagune des Ouglous.



4.1.2.3 Le lagunage des Pradels

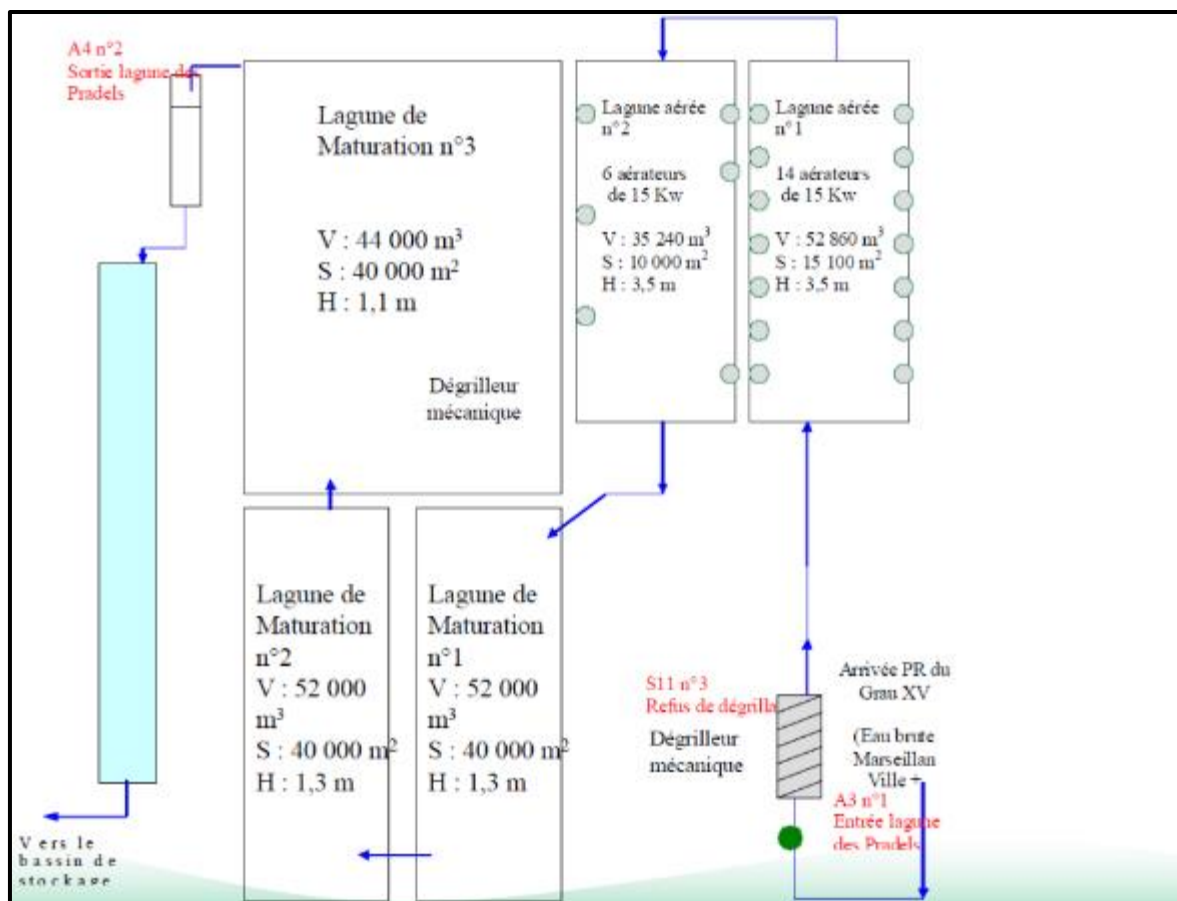
La lagune des Pradels a été mise en service en 1974 et réhabilitée en 2007. Cette installation reçoit l'ensemble des eaux usées traitées et non traitées en provenance des Onglous et les eaux usées en provenance de Marseillan Plage.

La filière de traitement est une filière de traitement biologique extensif par un lagunage aéré facultatif.

Le lagunage des Pradels est composé de 5 lagunes en série dont :

- 2 premières lagunes aérées respectivement par 18 et 8 aérateurs de surface,
- 2 lagunes facultatives,
- une lagune de finition.

La figure suivante présente le schéma de fonctionnement de la lagune des Pradels.



4.1.2.4 Capacités nominales de traitement

Les capacités nominales de traitement sont présentées ci-dessous :

		Charges de référence – Marseillan les Onglous		Charge de référence - Marseillan Les Pradels
		Capacité Eq/Hab	EH	
Flux polluants de référence	Débit journalier	m^3/j	1 100	6 000
	DBO ₅	kgO_2/j	375	2 325
	DBO ₅ de pointe	kgO_2/j	500	4 100
	DCO	kgO_2/j	840	5 300
	MES _T	kg/j	540	3 400
	Débit de pointe	m^3/j	1 500	8 400

- La totalité de la charge moyenne annuelle annoncée est de 2 700 kgDBO₅/j soit 44 500 EH.
- La totalité de la charge de pointe en période estivale est de 4 600 kgDBO₅/j soit 76 667 EH.

La station d'épuration est donc en capacité de traiter l'ensemble des effluents de la commune de Marseillan tout au long de l'année.

4.1.2.5 Rejet

4.1.2.5.1 POINT DE REJET

Le rejet de la station d'épuration des Pradels s'effectue dans **le canal de circonvallation** longeant les Salins du Castellàs via un bassin de stockage de 60 000 m³ situé sur le Salin du XVème.

L'étang de Thau constitue le milieu récepteur final des eaux en excès via les Salins puis le canal de circonvallation. Celui-ci est le lieu d'une importante activité conchylicoles qui porte une attention particulière aux risques de contamination bactériologique en provenance des stations du bassin versant.

4.1.2.5.2 RAPPEL DES NIVEAUX DE REJET DE L'ARRETE DE 2006

L'autorisation de rejet de la station d'épuration de Marseillan Pradels a été délivrée le 6 mars 2006 pour une durée de 10 ans (arrêté préfectoral n° 2006-01-600).

Cette autorisation a été modifiée par un arrêté à connaissance avec un courrier modificatif de la DREAL du 4/4/2008.

Les normes de rejet des lagunes sur 24h sont les suivantes :

Paramètres	Concentration (mg/l)	Rendement minimum	Valeur réductrice (mg/l)
DBO5	25	80%	50
DCO	125	75%	250
MES	150	90%	-
E. coli	1 000	-	10 000
Entérocoques	1 000	-	10 000

4.2 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

4.2.1 Configuration actuelle

Dans l'état actuel, deux types de secteurs sont concernés par l'assainissement non collectif :

- Des secteurs d'habitat dense et bien groupé :
 - √ Les Onglous
 - √ Maldormir
 - √ Impasse des Vacanciers
- Des zones d'habitat dispersé nettement minoritaires qui correspondent pour l'essentiel à des Mas viticoles localisés au Nord de Marseillan – ville (Les Charnettes, la Grenatière, la Fadège, la Barrale, la Mandoune, la Rouquette...). Ces zones d'habitats correspondent aux écarts.

Sur le territoire communal de Marseillan, 328 logements disposant d'un assainissement non collectif ont été recensés par le SPANC. Ces logements font régulièrement l'objet d'un diagnostic par le SPANC dont la prestation a été confiée à la Lyonnaise des eaux.

Les visites diagnostics des dispositifs d'assainissement non collectif ont été réalisées sur l'ensemble de la commune en 2015.

Les logements sont répartis de manière diffuse sur l'ensemble du territoire communal.

L'assainissement non-collectif n'est pas prédominant sur la commune puisqu'il représente 328 logements sur un total de 9778, soit seulement 3% des systèmes épuratoires.

4.2.2 Etat des lieux de l'existant

4.2.2.1 Présentation de la méthodologie

L'enquête a été réalisée par le biais du SPANC dont la prestation a été confiée à la Lyonnaise des Eaux. Elle a porté sur l'ensemble des habitations en assainissement non-collectif situées sur la commune de Marseillan.

Depuis le 1er janvier 2006, la loi sur l'Eau a imposé aux collectivités de conduire un certain nombre de contrôles sur les installations d'assainissement autonome. Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est en charge de la réalisation des contrôles obligatoires imposés par la loi sur l'eau de 1992. Il y a deux sortes de contrôles obligatoires : le contrôle du neuf et le contrôle de fonctionnement.

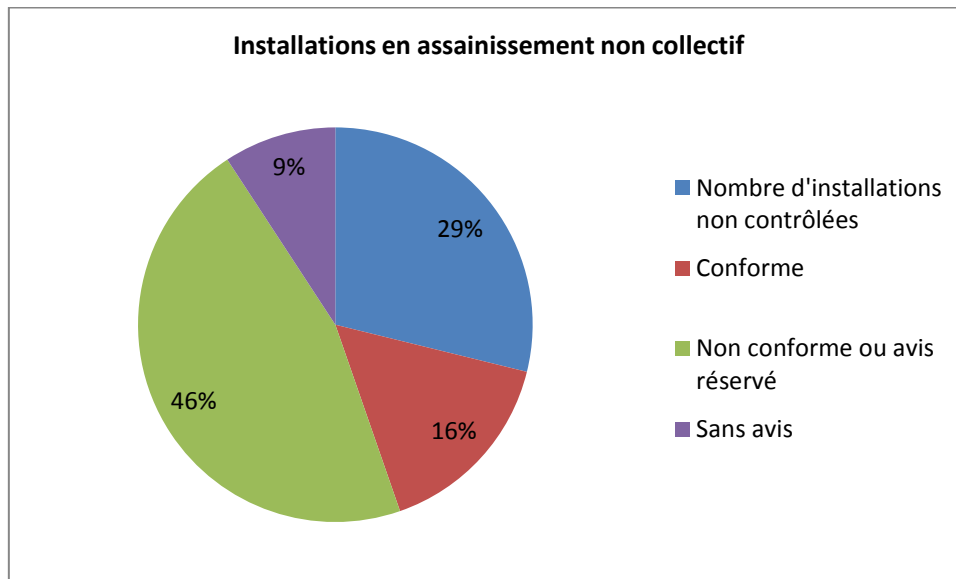
4.2.2.2 Synthèse des données fournies par le SPANC sur les installations d'assainissement non collectif

Sur un total de 328 installations en assainissement non collectif, 301 installations ont été visitées par les services du SPANC en 2016, soit environ 92% des installations.

Commune	Nombre d'installations	Installations contrôlées	Installations non contrôlées
Gigean	328	301	27

Les données synthétisées sont présentées dans le tableau suivant :

	Installation	Pourcentage (%)
Nombre d'installations	328	100
Nombre d'installations non contrôlées	122	28,8
Conforme	67	15,8
Non conforme ou avis réservé	195	46,1
Sans avis	39	9,2



Les valeurs permettent de mettre en évidence les points suivants :

- 195 installations, soit 46% des installations en assainissement non collectif ont été déterminées comme étant non conformes ou avec avis réservé,
- 122 installations, soit 29% des installations en assainissement non collectif n'ont pas été contrôlées,
- 11 installations soit 33% des installations en assainissement non collectif sont conformes.

A noter que le rapport du SPANC n'a communiqué aucune information concernant les types de traitement réalisés par les différentes installations en ANC présentes sur la commune.

4.2.3 Etude pédologique et aptitude des sols

Cf Plan n°8a-8b : Carte d'aptitude des sols

L'étude pédologique présentée ci-dessous est issue du précédent zonage d'assainissement réalisé en 2002 sur la commune de Marseillan. Elle est divisée en deux parties propres à deux secteurs géographiques distincts.

4.2.3.1 Méthodologie

L'aptitude des sols à l'assainissement non collectif a été réalisée par F2E.

- La méthodologie retenue a été la suivante :

Etude des facteurs limitants :

- Caractérisation des formations superficielles et évaluation de leur perméabilité,
- Etablissement de la carte des pentes à partir des documents IGN.
- Analyse, classification et hiérarchisation des facteurs limitants,

4.2.3.2 Secteur des Onglous et de Maldormir

4.2.3.2.1 CARACTERISATION DES FORMATIONS SUPERFICIELLES ET EVALUATION DE LEUR PERMEABILITE

Une première série de 4 sondages a été réalisée :

- 2 sur le secteur des Onglous,
- 2 sur le secteur de Maldormir.

4 sondages supplémentaires ont été réalisés sur le secteur de Maldormir en bordure de l'étang afin de préciser la profondeur des niveaux hydromorphes. Ces sondages avec une profondeur maximale de 1,5 à 2 m de profondeur ont été réalisés avec une pelle mécanique. Dans chaque cas, il a été établi un profil pédologique ainsi qu'une évaluation de la perméabilité de la formation en place.

Secteur des Onglous

	Profondeur son- dage (m)	Lithologie	Perméabilité (mm/h)	Trace d'humidité (m)	Dispositif préconisé
Sondage « S3 »	1,60	Sable fin	> 50	A partir de 1,60	FTE + lit d'épandage à faible profondeur
Sondage « S4 »	1,50	Sable fin	> 50	RAS	FTE + lit d'épandage à faible profondeur

Secteur de Maldormir

	Profondeur son- dage (m)	Lithologie	Perméabilité (mm/h)	Trace d'humidité (m)	Dispositif préconisé
Sondage « S5 »	1,50	Sable fin	> 50	A partir de 1,20	FTE + lit d'épandage à faible profondeur
Sondage « S6 »	1,50	Sable fin	> 50	RAS	FTE + lit d'épandage à faible profondeur
Sondage « S13 »	1,70	Sable fin	> 100	A partir de 1,20	FTE + lit d'épandage à faible profondeur
Sondage « S14 »	1,60	Sable fin	> 100	A partir de 1,30	FTE + lit d'épandage à faible profondeur
Sondage « S15 »	1,50	Sable fin	> 100	A partir de 1,20	FTE + lit d'épandage à faible profondeur
Sondage « S16 »	1,50	Sable fin	> 90	A partir de 1,20	FTE + lit d'épandage à faible profondeur

ENTECH Ingénieurs Conseils

4.2.3.2.2 CARACTERISATION DE LA PENTE NATURELLE DES ZONES CONCERNEES

La pente naturelle s'avère très faible. Elle est inférieure à 5 pour mille.

4.2.3.2.3 APTITUDE DES SOLS ET DISPOSITIF DE TRAITEMENT ADAPTE

Le secteur présente **une bonne aptitude à l'assainissement non collectif**.

Le dispositif d'assainissement non collectif préconisé pour ce type de sol est :

- Un dispositif de prétraitement constitué d'une **fosse toutes eaux**,
- Un dispositif de traitement et de dispersion des effluents correspondant à **un lit d'épandage** (voir schéma de principe en annexe 5).

Au niveau de tous les sondages, les traces d'humidité ont été repérées au-delà de 1,20 m de profondeur (même en bordure de l'étang), ce qui ne remet pas en question le traitement et la dispersion des effluents.

4.2.3.3 Les mas viticoles : Ecart

4.2.3.3.1 APTITUDE DES SOLS A L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Dans le secteur Nord de Marseillan, les capacités épuratoires du sol sont assez homogènes. La perméabilité du sol est voisine de **30 mm/h**.

Le sol présente une bonne aptitude à l'assainissement non collectif.

4.2.3.3.2 DISPOSITIF DE TRAITEMENT LE MIEUX ADAPTE

Les dispositifs réglementaires épuratoires préconisés sont les suivants :

- Système de prétraitement : **fosse toutes eaux**,
- Système de traitement et de dispersion dans le sol : **tranchées d'infiltration**.

5 PROJET DE ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

5.1 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

5.1.1 Perspectives de raccordement des nouveaux espaces ouverts à l'urbanisation

D'après les informations issues du PADD, plusieurs zones d'extension urbaine vont être développées dans les années à venir. Les zones concernées sont :

- Les extensions Ouest
- La zone de Belvèze et Belle
- Les Franges de l'Argentié

Les perspectives de raccordement sur la base de critères techniques, financiers et environnementaux, sont présentées dans la partie suivante.

5.1.2 Modalités d'extension et de raccordement

5.1.2.1 Les extensions Ouest



Une extension de la zone urbaine va être réalisée sur la partie Ouest du territoire de la commune. Cette extension de 36 hectares sera sectorisée en trois parties, une partie destinée à accueillir des habitats, une autre réservée au développement des activités économiques et une dernière sera destinée à accueillir une urbanisation à dominante d'équipements publics, aux alentours de l'actuel collège.

Le fonctionnement en gravitaire n'est que partiellement possible. Une étude approfondie du profil altimétrique devra être réalisée afin d'optimiser l'efficacité du futur réseau, cependant la pose d'au moins un poste de refoulement est à envisager.

Le raccordement de ce secteur est techniquement réalisable sur les différentes antennes préexistantes au sud et au nord de la zone sous réserve que les réseaux actuels présentent des caractéristiques suffisantes. Le tracé optimal du réseau ne sera établi que lorsque le profil altimétrique de la zone sera défini. Un premier tracé provisoire a tout de même été envisagé afin d'avoir une estimation des coûts potentiels liés aux travaux de raccordement.

Concernant la zone destinée à accueillir de nouveaux logements, le nombre exact de branchements n'est pas encore définitivement connu, cependant, au vu de la superficie de la parcelle (17 ha) et de la volonté de la commune d'implanter 40 logements par hectare, le nombre de branchements potentiel est de 500.

Les deux autres zones n'ont pas vocation à accueillir de nouveaux logements, toutefois, elles seront également connectées aux réseaux d'assainissement. Il n'est pour le moment pas possible de définir avec précision le nombre de boîtes de branchement qui devront être installées. A la vue du ratio appliqué aux zones destinées à être urbanisées (40BP/ha), on peut supposer qu'il sera d'environ 10BP/ha pour les zones à vocation collective et économique, soit environ 190 BP.

Les aménagements et le montant des travaux à prévoir sont donnés à titre indicatif mais devront faire l'objet d'une étude plus approfondie.

Extensions Ouest

	Unité	Quantité	Coût unitaire	Coût total
Réseau gravitaire sous voirie yc regards	ml	1 945	250	486 250
Réseau gravitaire sous terrain naturel	ml	1 244	200	248 800
Poste de refoulement	u	2	6 0000	120 000
Réseau de refoulement sous voirie (90mm)	ml	716	180	128 880
Réseau de refoulement sous terrain naturel	ml			0
Branchement particuliers	u	690	1000	690 000
Total en Euros H.T				1 673 930

5.1.2.2 La zone de Belvèze et Belle



Une extension de la zone urbaine va être réalisée dans le secteur de Belvèze et Belle. Cette extension de 6,3 hectares est destinée à accueillir des habitats.

Le fonctionnement en gravitaire n'est pas garanti. Une étude approfondie du profil altimétrique devra être réalisée afin d'optimiser l'efficacité du futur réseau.

Le raccordement de ce secteur est techniquement réalisable sur le réseau de l'Avenue Victor Hugo sous réserve que les réseaux actuels présentent des caractéristiques suffisantes. Le tracé optimal du réseau ne sera établi que lorsque le profil altimétrique de la zone sera défini. Un premier tracé provisoire a tout de même été envisagé afin d'avoir une estimation des coûts potentiels liés aux travaux de raccordement.

Le nombre exact de branchements n'est pas encore définitivement connu, cependant, au vu de la superficie de la parcelle (6,3 ha) et de la volonté de la commune d'implanter 40 logements par hectare, le nombre de branchements potentiels est de 252.

Les aménagements et le montant des travaux à prévoir sont donnés à titre indicatif mais devront faire l'objet d'une étude plus approfondie.

Belvèze et Belle

	Unité	Quantité	Coût unitaire	Coût total
Réseau gravitaire sous voirie yc regards	ml	260	250	65 000
Réseau gravitaire sous terrain naturel	ml	450	200	90 000
Poste de refoulement	u			0
Réseau de refoulement sous voirie	ml			0
Réseau de refoulement sous terrain naturel	ml			0
Branchement particuliers	u	252	1000	252 000
Total en Euros H.T				407 000



Une extension de la zone urbaine va être réalisée dans le secteur des Franges de l'Argentié. Cette extension de 2,6 hectares est destinée à accueillir des habitats.

Le fonctionnement en gravitaire n'est pas garanti. Une étude approfondie du profil altimétrique devra être réalisée afin d'optimiser l'efficacité du futur réseau.

Le raccordement de ce secteur est techniquement réalisable sur les réseaux présents autour de cette zone sous réserve que les réseaux actuels présentent des caractéristiques suffisantes. Le tracé optimal du réseau ne sera établi que lorsque le profil altimétrique de la zone sera défini. Un premier tracer provisoire a tout de même été envisagé afin d'avoir une estimation des coûts potentiels liés aux travaux de raccordement.

Le nombre exact de branchements n'est pas encore définitivement connu, cependant, au vu de la superficie de la parcelle (2,6 ha) et de la volonté de la commune d'implanter 40 logements par hectare, le nombre de branchements potentiel est de 104.

Les aménagements et le montant des travaux à prévoir sont donnés à titre indicatif mais devront faire l'objet d'une étude plus approfondie.

Les Franges de l'Argentié

	Unité	Quantité	Coût unitaire	Coût total
Réseau gravitaire sous voirie yc regards	ml	333	250	83 250
Réseau gravitaire sous terrain naturel	ml		200	0
Poste de refoulement	u			0
Réseau de refoulement sous voirie	ml			0
Réseau de refoulement sous terrain naturel	ml			0
Branchement particuliers	u	104	1 000	104 000

Total en Euros H.T

187 250

5.1.3 Récapitulatif financier

L'estimation du coût global des travaux de raccordement sur la commune de Marseillan au réseau d'assainissement collectif est présentée ci-après :

- 1 700 000 € HT pour le raccordement des Extensions Ouest,
- 400 000 € HT pour le raccordement de la zone Belvèze et Belle,
- 190 000 € HT pour le raccordement de la zone Les Franges de l'Argentié.

Le plan relatif aux travaux de raccordement est annexé dans le livret des plans.

5.1.4 Amélioration de la chaîne de transfert

Un projet d'optimisation de la chaîne de transfert et de gestion optimale des flux de temps de pluie a été lancé en 2015 et est en cours de réalisation (**Opération Progrès/Bellebouche**).

Ce projet prévoit :

- La création d'un bassin enterré de 2 400 m³ au niveau du PR Cœur de Ville afin de limiter l'impact des rejets au niveau du port de Marseillan par temps de pluie ;
- La suppression du PR Progrès et le raccordement des réseaux se déversant actuellement dans ce PR vers le PR Cœur de Ville. Le PR Progrès présente des problèmes d'exploitation et sa canalisation de refoulement est ancienne et en très mauvais état (elle est en béton). Dans le cadre du projet, ce poste de refoulement sera démantelé et détruit.
- La création d'un nouveau PR Bellebouche intégrant un bassin tampon de 270 m³.



Les eaux stockées dans le bassin enterré du PR Cœur de Ville seront ensuite restituées vers le réseau EU pour être traitée par les systèmes épuratoires.

L'ensemble de ces aménagements permettra de garantir :

- **Moins d'un déversement tous les 2 ans ;**
- **Répondre largement aux objectifs de qualité microbiologique fixés par le SAGE Thau et au respect des Flux Admissibles pour une pluie de retour de 2 ans.**

Cet aménagement permettra également de tamponner et linéariser les flux hydrauliques en direction des lagunages des Onglous et des Pradels par temps de pluie.

5.2 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

5.2.1 Les zones d'assainissement non collectif

La plupart des habitations actuelles de la commune de Marseillan sont raccordées au réseau de collecte des eaux usées.

Sur le territoire communal de Marseillan, 328 installations en assainissement non collectif ont été recensées par le SPANC.

Pour rappel, dans l'état actuel, deux types de secteurs sont concernés par l'assainissement non collectif :

- Des secteurs d'habitat dense et bien groupé :
 - ✓ Les Onglous
 - ✓ Maldormir
 - ✓ Impasse des Vacanciers
- Des zones d'habitat dispersé nettement minoritaires qui correspondent pour l'essentiel à des Mas viticoles localisés au Nord de Marseillan – ville (Les Charnettes, la Grenatière, la Fadège, la Barrale, la Mandoune, la Rouquette...). Ces zones d'habitats correspondent aux écarts.

La commune projette de poursuivre son développement urbain en continuité du tissu urbain existant. Aucun projet de développement de zone en assainissement non collectif n'est en cours.

La mise en place de dispositif d'assainissement non collectif est envisageable sur certains secteurs définis par le PLU et sous des conditions spécifiques : « Un dispositif d'assainissement non collectif pourra être autorisé, conformément aux dispositions légales en vigueur. En outre, la superficie du terrain doit être suffisante pour permettre l'implantation d'un assainissement non collectif et assurer la protection du captage, conformément à la réglementation en vigueur ».

Les secteurs concernés par l'assainissement non collectif sont :

- Les zones A correspondant aux secteurs agricoles
- L'ensemble des zones naturelles

5.2.2 Contraintes à la mise en œuvre de l'assainissement de type non collectif

5.2.2.1 Les périmètres de protection de captages

Aucun périmètre de protection de captage n'est présent sur la commune.

5.2.2.2 Topographie

La mise en place d'un système d'assainissement autonome peut être rendue difficile dans le cas de terrain en pente, cela nécessite en général des aménagements supplémentaires. Les valeurs clés de classification de pente (référence DTU 64,1) sont :

- pente faible : < 2%,
- pente forte : $2 < P < 10 \%$,
- pente excessive : > 10 %.

5.2.2.3 Superficie des parcelles et alimentation en eau potable

Les contraintes de l'habitat prises en considération sont les suivantes :

- la disposition habitation / parcelle,
- l'encombrement de l'assainissement autonome à la parcelle.

Une surface suffisante doit être disponible en aval de l'habitation, en plus des surfaces construites, pour pouvoir mettre en place un assainissement autonome. Pour évaluer l'emprise des dispositifs d'assainissement individuel, il devra être pris en compte :

- la dimension des ouvrages de prétraitement des effluents,
- la surface nécessaire au dispositif d'assainissement non collectif,
- la distance à respecter entre les ouvrages et les puits est définie par la circulaire du 6 mai 1996 : les dispositifs ne peuvent être implantés à moins de 35 mètres des captages d'eau utilisée pour la consommation humaine.
- Généralement les distances à respecter entre les ouvrages, les constructions, les plantations et les limites de propriétés sont définies ainsi :
 - √ La distance minimale d'implantation des dispositifs d'épuration – évacuation avec l'habitation est de 5 mètres,
 - √ La distance minimale d'implantation des dispositifs d'épuration – évacuation avec les plantations, les limites de propriété et les arbres est de 3 mètres (DTU 64.1).

Les possibilités d'implantation des dispositifs d'épuration – évacuation seront à étudier au cas par cas pour chaque habitation dans le cadre de la réalisation ou de la mise aux normes de l'assainissement individuel.

5.2.3 Dispositions communes à tout dispositif d'épandage

Pour un bon fonctionnement, tout dispositif d'assainissement autonome ne devra pas être le lieu de circulation de véhicules, ni de plantation à racines profondes, ni de stockage de charges lourdes.

Les revêtements superficiels devront être perméables à l'air et à l'eau.

L'implantation du dispositif de traitement doit être à une distance minimale de 35 m de tout puits ou captage d'eau potable et à 3 m minimums de toute mitoyenneté.

Les prétraitements doivent être assurés par une fosse toutes eaux dimensionnée suivant le volume d'effluent journalier (par exemple 3 m³ pour une habitation classique accueillant 4 à 5 personnes). Elle devra se situer à moins de 10 m de l'habitation, afin d'éviter les sédimentations par perte de charge.

Cette fosse doit être régulièrement vidangée (tous les 2 à 4 ans).

Ces installations devront satisfaire les normes actuelles préconisées par le Document Technique Unifié 64.1 (DTU 64.1).

5.2.4 Coût de l'entretien

Le principal coût lié à l'entretien du dispositif correspond au curage de la fosse par une entreprise agréée. **Le coût d'une intervention varie entre 200 et 300 € HT.**

Les charges d'investissement et d'amortissement sont à la charge du propriétaire du dispositif d'assainissement autonome. Un entretien soigné des dispositifs d'assainissement non collectif est un élément prépondérant au bon fonctionnement des installations. Il passe d'abord par la réalisation, selon une périodicité adéquate, des vidanges de boues.

Les justifications de ces opérations de vidange seront tenues à la disposition des autorités sanitaires.

Coût d'entretien d'un dispositif d'assainissement autonome : 70€ / installation / an.

5.2.5 Le service public d'assainissement non collectif

Afin de protéger la salubrité publique, la commune a obligation d'assurer le contrôle périodique des dispositifs d'assainissement individuel, et, si elle le décide, leur entretien. Ce contrôle technique devait être assuré sur l'ensemble du territoire avant le 31 décembre 2005 (circulaire n°97-49 du 22 mai 1997 relative à l'assainissement non collectif).

Aucune périodicité n'est imposée par la législation, mais il est conseillé qu'elle corresponde à la fréquence de vidange des installations, soit tous les 3 à 4 ans environ. Les modalités de contrôle sont les suivantes : envoi d'un avis préalable de passage et rédaction d'un compte rendu de visite avec copie au propriétaire.

Les compétences communales concernant le contrôle et, le cas échéant, l'entretien d'installations privées constituent des missions de service public. Ce contrôle s'exerce à deux niveaux :

- Dans le cadre de l'instruction du permis de construire ou d'une déclaration de travaux, vérification des dispositifs installés, sur la base des pièces administratives et techniques, puis sur le site, à l'achèvement des travaux, avant remblayage,
- Vérification périodique portant sur le fonctionnement et l'exploitation de l'installation d'assainissement.

Le fonctionnement du service public d'assainissement non collectif donnera lieu à des redevances mises à la charge des usagers permettant d'assurer les missions de contrôle.

6 CONCLUSION DU PROJET DE ZONAGE

Compte tenu :

- De la répartition des habitations actuellement en assainissement non collectif,
- De la volonté de la commune d'étendre son tissu urbain existant,
- De la proximité de l'étang de Thau,
- Des contraintes environnementales,
- De l'orientation des différents documents cadres et de la réglementation associée.

Le projet de zonage retenu par la commune et devant être soumis prochainement à enquête publique est détaillé dans les parties suivantes.

6.1 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Sont actuellement desservis par le réseau d'assainissement :

- Les tissus urbains répartis autour du centre-ville de Marseillan,
- Les zones des Mougères, de l'Argentié et le secteur de la rue des Sarcelles,
- La majeure partie du territoire de Marseillan Plage à l'exception du Nord-Ouest et Nord-Est.

Devront obligatoirement être desservies par un réseau d'assainissement collectif, toutes les zones urbaines et à urbaniser qui figureront dans le rapport final du PLU. En effet, la volonté de la commune concernant les zones à urbaniser est de raccorder toute nouvelle construction au réseau communal.

En conclusion les zones d'assainissement collectif concernent :

- **Les zones urbaines U,**
- **Les zones à urbaniser AU,**
- **Les sous-secteurs Act et Acm de la zone A.**

6.2 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

La commune compte actuellement 328 installations en assainissement non-collectif localisées dans les secteurs :

- des Onglous,
- de Maldormir,
- le l'Impasse des Vacanciers.

De plus, dans les zones naturelles (N) et agricoles (A) définies par le PLU, un dispositif d'assainissement non collectif pourra être autorisé, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Compte tenu des éléments évoqués ci-dessus, nous proposons de maintenir en zone d'assainissement non collectif les constructions existantes qui ne sont pas raccordées.

Selon la volonté de la mairie, la commune de Marseillan ne projette le développement d'aucune zone en assainissement non collectif. Cependant, du fait de l'étendue du territoire, beaucoup de zones ne sont pas desservies par les réseaux et donc en assainissement non collectif.

En conclusion les zones d'assainissement non collectif concernent :

- **Les zones naturelles,**
- **Les zones agricoles à l'exception des sous-secteurs Act et Acm.**

7 OBLIGATIONS DE LA COMMUNE ET DES PARTICULIERS

7.1 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Le règlement d'assainissement intercommunal devra être respecté.

7.2 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

7.2.1 Obligations de la commune

Conformément à la Loi sur l'Eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006, à l'Arrêté du 7 septembre 2009 fixant les modalités du contrôle exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif et en vertu du Code des communes, la commune a la responsabilité sur son territoire du contrôle du bon fonctionnement des systèmes de traitement autonomes et la responsabilité, si elle le décide, de leur entretien.

Ce service public d'assainissement non collectif donne lieu à des redevances à la charge des usagers et permettant d'assurer les missions de contrôle et éventuellement d'entretien du service public.

Afin d'informer les usagers, un règlement de service devra préciser les modalités de mise en œuvre de la mission de contrôle, notamment :

- la périodicité des contrôles ;
- les modalités d'information du propriétaire de l'immeuble ou, le cas échéant, de l'occupant de l'immeuble ;
- les documents à fournir pour la réalisation du contrôle ;
- le montant de la redevance du contrôle et ses modalités de recouvrement.

7.2.1.1 Installations concernées

Les missions de contrôle s'exercent quelles que soient la taille et les caractéristiques de l'habitation. Ainsi un camping, un hôtel ou encore une habitation légère de loisirs doivent être contrôlés par le SPANC.

7.2.1.2 L'objet du contrôle :

La mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif confiée aux communes (ou le cas échéant aux structures de coopération intercommunale ou à un délégataire) vise à vérifier que ces installations :

- ne portent pas atteinte à la salubrité publique,
- ne portent pas atteinte à la sécurité des personnes,
- permettent la préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines.

L'arrêté du 7 septembre 2009 (article 2) précise que le contrôle des installations d'assainissement non collectif doit permettre d'identifier d'éventuels risques environnementaux ou sanitaires liés à la conception, à l'exécution, au fonctionnement, à l'état ou à l'entretien des installations.

7.2.1.3 Les modalités du contrôle :

L'arrêté du 7 septembre 2009 distingue trois types de contrôle.

Pour les installations d'ANC ayant déjà fait l'objet d'un contrôle à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du 7 septembre 2009 (c'est-à-dire avant le 10 octobre 2009, la publication de ce texte au JO étant intervenue le 9 octobre) : le contrôle à réaliser est un contrôle périodique.

Pour les installations d'ANC n'ayant jamais fait l'objet d'un contrôle, il convient de distinguer deux situations :

- l'installation d'ANC a été réalisée ou réhabilitée avant le 31 décembre 1998 : le contrôle à effectuer sera un diagnostic de bon fonctionnement.
- l'installation d'ANC a été réalisée ou réhabilitée après le 31 décembre 1998 : le contrôle à effectuer consistera en une vérification de conception et d'exécution.

Une fois ces « premiers contrôles » effectués, les contrôles suivants seront des contrôles périodiques.

7.2.1.4 Le contenu de chaque type de contrôle :

Pour chaque type de contrôle présenté ci-dessus, l'arrêté du 7 septembre 2009 précise l'objet du contrôle, ses modalités d'exécution et les points à vérifier à minima.

Le contrôle périodique.

Selon l'article 3 de l'arrêté du 7 septembre 2009, le contrôle périodique consiste à :

- vérifier les modifications intervenues depuis le précédent contrôle effectué par la commune ;
- repérer l'accessibilité et les défauts d'entretien et d'usure éventuels ;
- constater que le fonctionnement de l'installation n'engendre pas de risques environnementaux, de risques sanitaires ou de nuisances.

Le diagnostic de bon fonctionnement.

Selon l'article 4 de l'arrêté du 7 septembre 2009, le diagnostic de bon fonctionnement consiste à :

- identifier, localiser et caractériser les dispositifs constituant l'installation ;
- repérer l'accessibilité et les défauts d'entretien et d'usure éventuels ;
- vérifier le respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur lors de la réalisation ou la réhabilitation de l'installation ;
- constater que le fonctionnement de l'installation ne crée pas de risques environnementaux, de risques sanitaires ou de nuisances.

La vérification du respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur lors de la réalisation ou la réhabilitation de l'installation, suppose d'une part d'établir, de façon certaine, la date de réalisation ou de réhabilitation de l'installation et, d'autre part, de disposer d'un recueil de l'ensemble des textes relatifs à l'ANC.

La vérification de conception et d'exécution.

Selon l'article 5 de l'arrêté du 7 septembre 2009, la vérification de conception et d'exécution consiste à :

- identifier, localiser et caractériser les dispositifs constituant l'installation ; repérer l'accessibilité et les défauts d'entretien et d'usure éventuels ;

- vérifier l'adaptation de la filière réalisée ou réhabilitée au type d'usage, aux contraintes sanitaires et environnementales, aux exigences et à la sensibilité du milieu, aux caractéristiques du terrain et à l'immeuble desservi ;
- vérifier le respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur lors de la réalisation ou réhabilitation de l'installation ;
- constater que le fonctionnement de l'installation n'engendre pas de risques environnementaux, de risques sanitaires ou de nuisances.

La vérification de l'adaptation de la filière réalisée ou réhabilitée aux contraintes sanitaires et environnementales et aux exigences et à la sensibilité du milieu suppose également que le SPANC puisse disposer une connaissance précise de ces contraintes.

7.2.1.5 Le déroulement du contrôle

L'arrêté du 7 septembre 2009 prévoit expressément, que chacun de ces contrôles s'exerce sur la base des documents fournis par le propriétaire et lors d'une visite sur place.

La réalisation du contrôle est précédée par l'envoi d'un avis de visite qui doit être adressé au propriétaire de l'immeuble (et le cas échéant à l'occupant) dans un délai raisonnable. L'article 7 de l'arrêté précise que ce délai ne peut être inférieur à 7 jours ouvrés.

La réalisation du contrôle donne lieu à la rédaction d'un rapport de visite dont l'objet et le contenu sont précisés par l'article 6 de l'arrêté du 7 septembre 2009 et mentionné à l'article L.1331-11-1 du code de la santé publique. Celui-ci est adressé par la commune au propriétaire de l'habitation.

Les conclusions de ce rapport devront comporter, si nécessaire, la liste des travaux de réhabilitation à effectuer dans les 4 ans ou les recommandations sur la nécessité de réaliser des travaux mineurs.

Le propriétaire est tenu d'informer la commune des modifications réalisées à la suite du contrôle. Une contre visite est expressément prévue pour vérifier que les travaux mentionnés dans le rapport de visite ont bien été réalisés. Cette contre visite comprend une vérification de conception et d'exécution réalisée avant remblaiement.

D'autre part, l'article L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales précise : « la police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sécurité et la salubrité publique. Elle comprend notamment : 5° : le soin de prévenir par des précautions convenables, et de faire cesser... les pollutions de toute nature... ».

7.2.2 Obligations du particulier

7.2.2.1 Responsabilités et obligations du propriétaire

Considérant la variabilité des formations pédologiques superficielles présentes sur le territoire, il revient au propriétaire de réaliser ou de faire réaliser par un prestataire de son choix une étude de sol et de définition de filière. Cette étude devra permettre au service du SPANC de statuer sur la compatibilité du dispositif d'assainissement non collectif choisi avec la nature du sol, les contraintes du terrain et de bon dimensionnement du dispositif.

La conception et l'implantation de toute installation d'assainissement non collectif, nouvelle ou réhabilitée, doivent être conformes :

- Aux prescriptions techniques nationales applicables à ces installations
- A la norme NF P163603 du DTU64.1 d'août 2013
- Aux dispositions particulières dans le département de l'Hérault relatives à l'assainissement non collectif figurant à l'arrêté préfectoral n°2015-05-04910 du 20 mai 2015.

7.2.2.2 Obtention du permis de construire

Dans le cadre de la demande d'un permis de construire, la SPANC informe le propriétaire ou futur propriétaire de la réglementation applicable à son installation, et procède, le cas échéant, aux contrôles de la conception et de l'implantation de l'installation concernée.

- Le pétitionnaire retire auprès du service instructeur du permis de construire un dossier comportant :
- Un formulaire à remplir destiné à préciser notamment l'identité du propriétaire et du réalisateur du projet, les caractéristiques de l'immeuble à équiper, du terrain d'implantation et de son environnement, de la filière, des ouvrages et des études déjà réalisées ou à réaliser ;
- La liste des pièces à présenter pour permettre le contrôle de conception de son installation et en particulier :
 - √ Un plan de situation de la parcelle ;
 - √ Une étude de sol et de définition de filière ;
 - √ Un plan de masse du projet de l'installation ;
 - √ Un plan en coupe de la filière et du bâtiment ;
 - √ Une information sur la réglementation applicable ;
 - √ Une notice technique sur l'assainissement non collectif.

Dans le cas où l'installation concernerait un immeuble autre qu'une maison d'habitation individuelle, (ensemble immobilier ou tout autre installation produisant des eaux usées domestiques), le pétitionnaire doit également réaliser une étude particulière visée à l'article 8 du règlement du SPANC.

Les coûts de réalisation de l'ouvrage d'assainissement autonome est à la charge du demandeur. Il est néanmoins possible d'obtenir, dans certains cas, des subventions accordées par l'Agence de l'Eau.

7.2.2.3 Contrôle de la bonne exécution des ouvrages

Ce contrôle a pour objet de vérifier que la réalisation, la modification ou la réhabilitation des ouvrages est conforme au projet du pétitionnaire validé par le SPANC. Il porte notamment sur le type de dispositif installé, son implantation, ses dimensions, la mise en œuvre des différents éléments de collecte, de prés-traitement, de traitement et, le cas échéant, de la dispersion des eaux traitées. Il porte également sur la bonne exécution des travaux.

Le SPANC effectue ce contrôle par une visite sur place dans les conditions prévues par l'article 6 du règlement du SPANC.

A l'issue de ce contrôle, le SPANC formule son avis qui pourra être conforme, conforme avec recommandations particulières ou non conforme. Dans ces deux derniers cas l'avis est expressément motivé. L'avis du service est adressé au propriétaire des ouvrages dans les conditions prévues par l'article 7 du règlement du SPANC. Si cet avis comporte des réserves ou s'il est non conforme, le SPANC invite le propriétaire à réaliser les travaux nécessaires pour rendre les ouvrages conformes à la réglementation applicable.

7.2.2.4 Entretien et fonctionnement du système de traitement

Le propriétaire se doit d'assurer l'entretien de ses ouvrages pour leur bon fonctionnement. Ceci implique :

- un curage régulier des ouvrages de prétraitements (bacs à graisse, fosse toutes eaux) dès que nécessaire conformément aux prescriptions du constructeur,
- un contrôle du bon écoulement des eaux vers le dispositif de traitement et réalisation de toutes opérations nécessaires à son bon fonctionnement,
- tenir à disposition des services techniques les justificatifs (factures...) des opérations d'entretien effectuées.

L'entreprise qui réalise une vidange de la fosse ou de tout autre dispositif de prétraitement à vidanger, est tenue de remettre à l'occupant du logement ou au propriétaire le document prévu à l'arrêté interministériel du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 3 décembre 2010 définissant les modalités d'agrément des vidangeurs et prenant en charge le transport et l'élimination des matières de vidanges extraites des installations d'assainissement non collectif.

En aucun cas, le propriétaire ne peut s'opposer à la vérification de ses ouvrages de traitement s'il a été informé au préalable de leur venue.

7.2.2.5 Évacuation des sous-produits de traitement (graisses, matières de vidange)

Le curage des ouvrages (fosse septique toutes eaux) doit être réalisé par une entreprise agréée. Ces entreprises assurent les opérations de curage, de transport et d'élimination des sous-produits. Néanmoins, le propriétaire doit impérativement s'assurer de la destination de ces déchets et demander un certificat d'intervention à l'entreprise prestataire (coût de l'intervention 200 à 300 €HT).

8 GLOSSAIRE

- SPANC : Service Public d'Assainissement Non Collectif
- Assainissement non collectif : système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des habitations non raccordées au réseau public d'assainissement.
- Assainissement collectif : système d'assainissement comportant un réseau public réalisé par la commune.
- Eaux ménagères : eaux provenant des salles de bains, cuisines, buanderies, lavabos, etc.
- Eaux usées : ensemble des eaux ménagères et des eaux vannes.
- Eaux vannes : eaux provenant des toilettes.
- Effluents : eaux usées circulant dans le dispositif d'assainissement.
- Filière d'assainissement : technique d'assainissement assurant le traitement des eaux usées domestiques comprenant, la fosse toutes eaux et équipements annexes ainsi que le système de traitement, sur sol naturel ou reconstitué.
- Perméabilité : capacité d'un sol à infiltrer des eaux.
- Substratum : Roche en place recouverte par une hauteur de sol plus ou moins importante.

9 DOCUMENT ANNEXE

Annexe 1 : Tableau de Synthèse Règlement du PLU

Annexe 2 : Règlement du Service Public de l'Assainissement Non collectif

10 LISTE DES PIECES GRAPHIQUES

Plan n° 1 : Situation géographique

Plan n° 2 : Contexte géologique

Plan n° 3 : Contexte hydrogéologique – PPR/PPE de captage

Plan n° 4 : Contraintes naturelles - ZNIEFF/ZICO

Plan n° 5 : Contraintes naturelles Natura 2000

Plan n° 6 : Contraintes naturelles – Sites Inscrits et Classés

Plan n° 7 : Contexte hydrographique - PPRI

Plan n° 8a et 8b : Aptitude des sols à l'assainissement non collectif

Plan n° 9a et 9b : Plan du réseau d'assainissement

Plan n° 10a et 10 b : Projet de PLU

Plan n° 11 : Travaux de raccordement

Plan n° 12a et 12b : Carte du zonage de l'assainissement collectif et non-collectif

Tableau de synthèse zonage / règlement du PLU

ZONES URBAINES		
Nom de zone	Secteurs spécifiques	Vocation principale
UA Centre ancien du village Habitations, services, activités commerciales	UAa	Noyau ancien du village
	UAb	Centre ville élargi (anciens faubourgs, etc...)
	UAc	Cave coopérative actuelle dont la mutation vers une zone de mixité (habitat, commerce, tourisme) est envisagée
UC Zone habitat avec une densité modérée sous forme de lotissements, essentiellement de la maison individuelle		Habitat
	UCp	Habitat – Tourisme - Secteur Marseillan-plage
UD Zone habitat de faible densité soit de l'habitat individuel	UDa	Habitat - Quartier des Mougères
	UDb	Habitat - Quartier des Onglous à Marseillan-plage
UE Réservée aux activités : industrie, artisanat, commerce	/	Activités économiques
UL Zone qui accueille des constructions et équipements de loisirs liés aux activités touristiques : fête foraine, pistes de karting, discothèque	/	Equipements / loisirs – Marseillan-plage
UP Zones portuaires	/	Zones portuaires de Marseillen ville et Marseillan plage
UT Hébergements touristiques	/	Hébergements touristiques – La Baraquette

ZONES A URBANISER		
Nom de zone	Secteurs spécifiques	Vocation principale
1AU Zone destinée à accueillir une urbanisation future à court terme à dominante d’habitat	1AUa	Habitat - Secteur Belvèze et Belles
	1AUB	Habitat - Secteur l’Argentié (densité moindre)
1AUE Zone destinée à accueillir une urbanisation future à court terme avec des constructions dédiées à l’activité économique notamment pour l’artisanat, le commerce, les bureaux, l’industrie.	1AUEa	Constructions nécessaires aux activités agricoles + habitat lié
	1AUEb	Activités économiques – Extension de la zone artisanale « Massilia »
	1AUEc	ZACOM (commerces) + cave coopérative
	1AUEd	Extension de la cave coopérative + activités tertiaires
1AUP Zone destinée à accueillir une urbanisation future à court terme à dominante d’équipements publics, aux alentours de l’actuel collège.	/	Equipements publics
2AU Zone destinée à accueillir une urbanisation future à moyen terme à dominante d’habitat		Habitat et équipements publics

ZONES AGRICOLES		
Nom de zone	Secteurs spécifiques	Vocation principale
A Zone qui comprend des parcelles sources de richesses biologique, agronomique, économique et paysagère dans laquelle les terrains doivent être réservés à l’exploitation agricole.	Ae	zones agricoles présentant un intérêt écologique
	Aecu	zones agricoles présentant un intérêt écologique situées en coupure d’urbanisation
	Acu	zones agricoles situées en coupure d’urbanisation
AC Zones conchylocoles	ACt	Zones conchylocoles – Secteurs terrestres
	ACm	Zones conchylocoles – Secteurs de production de l’étang de Thau

ZONES AGRICOLES		
Nom de zone	Secteurs spécifiques	Vocation principale
N	Nezh	Espaces remarquables loi littoral, en partie bâtis
	Necm	Espaces remarquables loi littoral + Canal du Midi
	Nel	Espaces remarquables loi littoral + lagunages de la ville
	Net	Espaces remarquables loi littoral + campings
	Nzh	Zones humides en dehors des espaces remarquables loi littoral



Engagés par nature

Règlement du Service Public D'Assainissement Non Collectif (SPANC)

Règlement relatif au contrôle des systèmes d'assainissement non collectif

Chapitre Ier

Dispositions générales

Article 1er - Objet du règlement

L'objet du présent règlement est de déterminer les relations entre les usagers du **Service Public de l'Assainissement Non Collectif** et ce dernier, en fixant ou rappelant les droits et obligations de chacun en ce qui concerne notamment les conditions d'accès aux ouvrages, leur conception, leur réalisation, leur contrôle, leur fonctionnement, leur entretien, le cas échéant, leur réhabilitation, les conditions de paiement de la redevance d'assainissement non collectif, enfin les dispositions d'application de ce règlement.

Article 2 - Champ d'application territorial

Le présent règlement s'applique sur l'ensemble du territoire de la **Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau** à laquelle la

compétence relative à l'assainissement non collectif a été transférée par les communes de :

- Balaruc Le Vieux
- Balaruc Les Bains
- Frontignan
- Gigean
- Marseillan
- Mireval
- Sète
- Vic La Gardiole

La **Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau** compétente dans le domaine de l'assainissement non collectif assure, sauf pouvoir de police des maires, l'ensemble des prestations liées à l'organisation et à la gestion du **Service Public de l'Assainissement Non Collectif** désigné dans les articles suivants sous l'abréviation de "SPANC".

Article 3 - Définitions

L'**assainissement non collectif** désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le pré traitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.

Les **eaux usées domestiques** comprennent les eaux ménagères (provenant des cuisines, buanderies, salles d'eau...) et les eaux vannes (provenant des WC et des toilettes.)

L'**usager du service public de l'assainissement non collectif** est le bénéficiaire des prestations individualisées de ce service. L'usager de ce service est soit le propriétaire de l'immeuble équipé ou à équiper d'un dispositif d'assainissement non collectif, soit celui qui occupe cet immeuble, à quelque titre que ce soit.

Article 4 - Responsabilités et obligations des propriétaires dont l'immeuble est équipé ou doit être équipé d'une installation d'assainissement non collectif

Tout propriétaire d'un immeuble, existant ou à construire, non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, est tenu de l'équiper d'une installation d'assainissement non collectif destinée à

collecter et à traiter les eaux usées domestiques rejetées, à l'exclusion des eaux pluviales.

Ce propriétaire est responsable de la conception et de l'implantation de cette installation, qu'il s'agisse d'une création ou d'une réhabilitation, ainsi que de la bonne exécution des travaux correspondants.

Il en est de même s'il modifie de manière durable et significative, par exemple à la suite d'une augmentation du nombre de pièces principales ou d'un changement d'affectation de l'immeuble, les quantités d'eaux usées domestiques collectées et traitées par une installation existante.

Il ne doit pas modifier l'agencement ou les caractéristiques des ouvrages ou l'aménagement du terrain d'implantation sans en avoir informé préalablement le **SPANC**.

La conception et l'implantation de toute installation doivent être conformes aux prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif, définies par arrêté interministériel du 7 septembre 2009, modifié par l'Arrêté du 7 mars 2012, fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif, annexé au présent règlement, complété le cas échéant par la réglementation locale (cf. article 8), et destinées à assurer leur compatibilité avec les exigences de la santé publique et de l'environnement. Ces prescriptions concernent les conditions d'implantation, de conception, et de réalisation de ces installations, leur consistance et leurs caractéristiques techniques ; le respect de ces prescriptions donne lieu à un contrôle, obligatoire pour les propriétaires, assuré par le **SPANC** à l'occasion de la conception des installations et de la réalisation des travaux.

Le propriétaire d'un immeuble tenu d'être équipé d'une installation d'assainissement non collectif qui ne respecte pas les obligations réglementaires applicables à ces installations, est passible, le cas échéant, des mesures administratives et des sanctions pénales mentionnées au chapitre VIII.

Article 5 - Responsabilités et obligations des occupants d'immeubles équipés d'une installation d'assainissement non collectif

Le maintien en bon état de fonctionnement des ouvrages

L'occupant d'un immeuble équipé d'une installation d'assainissement non collectif est responsable du bon fonctionnement des ouvrages, afin de préserver la qualité des eaux souterraines et superficielles et la salubrité publique.

A cet effet, seules les eaux usées domestiques définies à l'article 3 du présent règlement sont admises dans les ouvrages d'assainissement non collectif.

Il est interdit d'y déverser tout corps solide ou non, pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnes, polluer le milieu naturel ou nuire à l'état ou au bon fonctionnement de l'installation.

Cette interdiction concerne en particulier :

- les eaux pluviales,
- les rejets d'adoucisseur d'eau,
- les ordures ménagères même après broyage,
- les huiles usagées,
- les hydrocarbures,
- les liquides corrosifs, les acides,
- les solvants,
- les peintures,
- les matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions,
- les médicaments.

Le bon fonctionnement des ouvrages impose également à l'usager :

- de maintenir les ouvrages en dehors de toute zone de circulation ou de stationnement de véhicule, des zones de culture ou de stockage de charges lourdes ;
- d'éloigner tout arbre et plantation des dispositifs d'assainissement ;
- de maintenir perméable à l'air et à l'eau la surface de ces dispositifs (notamment en s'abstenant de toute construction ou revêtement étanche au-dessus des ouvrages) ;
- de conserver en permanence une accessibilité totale aux ouvrages et aux regards ;
- d'assurer régulièrement les opérations d'entretien.

L'entretien des ouvrages

L'utilisateur d'un dispositif d'assainissement non collectif, occupant des lieux, est tenu d'entretenir ce dispositif de manière à assurer :

- le bon état des installations et des ouvrages, notamment des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoirait, des dispositifs de dégraisage ;
- le bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration ;
- l'accumulation normale des boues et des flottants à l'intérieur de la fosse.

Les ouvrages et les regards doivent être accessibles pour assurer leur entretien et leur contrôle.

Les installations et ouvrages doivent être vérifiés et nettoyés aussi souvent que nécessaire. Les vidanges de boues et de matières flottantes des fosses ou autres installations de pré traitement sont effectuées selon les fréquences déterminées par le **SPANC** au cas par cas, sur la base des prescriptions de l'arrêté interministériel du 7 septembre 2009, modifié par l'Arrêté du 7 mars 2012, fixant les

modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif.

Le non-respect des obligations de maintien en bon état de fonctionnement et d'entretien des ouvrages expose, le cas échéant, l'occupant des lieux aux mesures administratives et aux sanctions pénales mentionnées au chapitre VIII.

Article 6 - Droit d'accès des agents du SPANC aux installations d'assainissement non collectif

Les agents du **SPANC** ont accès aux propriétés privées pour assurer les contrôles. Cet accès doit être précédé d'un avis préalable de visite notifié au propriétaire des ouvrages et, le cas échéant, à l'occupant des lieux dans un délai raisonnable d'environ 15 jours. L'usager doit faciliter l'accès de ses installations aux agents du **SPANC** et être présent ou représenté lors de toute intervention du service. Au cas où il s'opposerait à cet accès pour une opération de contrôle technique, les agents du **SPANC** relèveront l'impossibilité matérielle devant laquelle ils ont été mis afin d'effectuer leur contrôle et transmettront le dossier au maire de la commune concernée pour suite à donner dans le cadre de son pouvoir de police.

Article 7 - Information des usagers après contrôle des installations

A la suite du contrôle, le SPANC consigne les observations réalisées au cours de la visite dans un rapport et évalue la conformité du dispositif existant. Ce compte-rendu est adressé, par courrier simple, par le SPANC au propriétaire de l'installation contrôlée après paiement de la redevance correspondante.

Le montant de la redevance pour l'année en cours et les références de la délibération fixant les tarifs sont précisés dans ce courrier.

Le SPANC établit, dans le rapport de visite :

- La fréquence du contrôle de l'installation en fonction du type d'installation, ses conditions d'utilisation et le constat du contrôle
- Si nécessaire, des recommandations sur l'accessibilité, l'entretien ou la nécessité de faire des modifications sur le dispositif ;
- En cas de risques sanitaires et environnementaux dûment constatés (risques avérés), la liste des travaux classés par ordre de priorité à réaliser par le propriétaire de l'installation dans un délai d'1 an à compter de la date de notification de la liste de travaux.
- Dans le cadre particulier des transactions immobilières ce délai de mise en conformité sera également d'1 an.

Le Maire peut également raccourcir ce délai selon le degré d'importance du risque, en application de l'article L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales.

Chapitre II

Contrôle de conception et d'implantation des installations d'assainissement non collectif

Article 8 - Responsabilités et obligations du propriétaire

Considérant la variabilité des formations pédologiques superficielles présentes sur le territoire, il revient au propriétaire de réaliser ou de faire réaliser par un prestataire de son choix une étude de sol et de définition de filière. Cette étude devra permettre au service de statuer sur la compatibilité du dispositif d'assainissement non collectif choisi avec la nature du sol, les contraintes du terrain et de bon dimensionnement du dispositif.

La conception et l'implantation de toute installation d'assainissement non collectif, nouvelle ou réhabilitée, doivent être conformes :

- aux prescriptions techniques nationales applicables à ces installations (**cf. article 4**) ;
- à la norme NF P163603 du DTU64.1 d'Août 2013 ;
- aux dispositions particulières dans le département de l'Hérault relatives à l'assainissement non collectif figurant à l'arrêté préfectoral n° 2015-05-04910 du 20 mai 2015.

Article 9 - Contrôle de la conception et de l'implantation des installations

Le SPANC informe le propriétaire ou futur propriétaire de la réglementation applicable à son installation, et procède, le cas échéant, aux contrôles de la conception et de l'implantation de l'installation concernée.

Contrôle concomitant de la conception de l'installation avec l'instruction d'une demande de permis de construire.

Le pétitionnaire retire auprès du service instructeur du permis de construire un dossier comportant :

- un formulaire à remplir destiné à préciser notamment l'identité du propriétaire et du réalisateur du projet, les caractéristiques de l'immeuble à équiper, du terrain d'implantation et de son environnement, de la filière, des ouvrages et des études déjà réalisées ou à réaliser ;
- la liste des pièces à présenter pour permettre le contrôle de conception de son installation et en particulier :
 - un plan de situation de la parcelle ;
 - une étude de sol et de définition de filière visée à l'article 8 ;
 - un plan de masse du projet de l'installation ;

- un plan en coupe de la filière et du bâtiment ;
- une information sur la réglementation applicable ;
- une notice technique sur l'assainissement non collectif.

Dans le cas où l'installation concernerait un immeuble autre qu'une maison d'habitation individuelle, (ensemble immobilier ou tout autre installation produisant des eaux usées domestiques), le pétitionnaire doit également réaliser une étude particulière visée à l'article 8. Le dossier (formulaire rempli accompagné de toutes les pièces à fournir est retourné au service par le pétitionnaire).

S'il l'estime nécessaire, le **SPANC** effectue une visite sur place dans les conditions prévues à l'article 6.

Le **SPANC** formule son avis qui pourra être conforme, ou non conforme. Si l'avis est conforme avec des recommandations particulières, le projet ne peut être réalisé que si le propriétaire prend en compte ces recommandations dans la conception de son installation. Dans ces deux derniers cas l'avis est expressément motivé.

Le **SPANC** adresse son avis au pétitionnaire dans les conditions prévues à l'article 7. Il le transmet également au service instructeur du permis de construire qui le prendra en compte dans les conditions prévues par le Code de l'urbanisme.

Contrôle de la conception de l'installation en l'absence de demande de permis de construire

Le propriétaire d'un immeuble qui projette, en l'absence de demande de permis de construire, d'équiper cet immeuble d'une installation d'assainissement non collectif ou de réhabiliter une installation existante, doit informer le **SPANC** de son projet. Un dossier comportant les pièces mentionnées ci-dessus, complété par une notice sur les aides financières éventuelles, lui est remis. Pour contrôler la conception de l'installation proposée et son adaptation au terrain, il sera demandé au pétitionnaire de joindre à son dossier l'étude de sol et définition de filière prévue à l'article 8.

Dans le cas où l'installation concernerait un immeuble autre qu'une maison d'habitation individuelle (ensemble immobilier ou tout autre installation produisant des eaux usées domestiques), le pétitionnaire doit également réaliser une étude particulière dont le contenu est rappelé ci-dessus.

Le dossier de l'installation (formulaire rempli accompagné de toutes les pièces à fournir), est retourné au service par le pétitionnaire. Le cas échéant après visite des lieux par un agent du service dans les conditions prévues par l'article 5, le **SPANC** formule son avis qui pourra être conforme, ou non conforme. Si l'avis est conforme avec des recommandations particulières, le projet ne peut être réalisé que si le propriétaire prend en compte ces recommandations dans la conception de son installation.

Dans ces deux derniers cas l'avis est expressément motivé. Il est adressé par le service, dans les conditions prévues à l'article 7, au pétitionnaire qui doit le respecter pour la réalisation de son projet.

Si l'avis est non conforme, le propriétaire ne peut réaliser les travaux projetés qu'après avoir présenté un nouveau projet et obtenu un avis conforme du **SPANC** sur ce dernier. Si l'avis est conforme avec des recommandations particulières, le projet ne peut être réalisé que si le propriétaire prend en compte ces recommandations dans la conception de son installation.

Chapitre III

Contrôle de bonne exécution des installations d'assainissement non collectif

Article 10 - Responsabilités et obligations du propriétaire

Le propriétaire immobilier tenu d'équiper son immeuble d'une installation d'assainissement non collectif ou qui modifie ou réhabilite

Chapitre IV

une installation existante, est responsable de la réalisation des travaux correspondants. Ceux-ci ne peuvent être exécutés qu'après avoir reçu un avis conforme du **SPANC**, à la suite du contrôle de leur conception et de leur implantation visé à l'article 9 ou, en cas d'avis conforme avec recommandations particulières, après modification du projet pour tenir compte de celles-ci.

Le propriétaire doit informer le **SPANC** de l'état d'avancement des travaux afin que celui-ci puisse contrôler leur bonne exécution avant remblaiement, par visite sur place effectuée dans les conditions prévues par l'article 6. Le propriétaire ne peut faire remblayer tant que le contrôle de bonne exécution n'a pas été réalisé, sauf autorisation expresse du service.

Article 11 - Contrôle de la bonne exécution des ouvrages

Ce contrôle a pour objet de vérifier que la réalisation, la modification ou la réhabilitation des ouvrages est conforme au projet du pétitionnaire validé par le **SPANC**. Il porte notamment sur le type de dispositif installé, son implantation, ses dimensions, la mise en œuvre des différents éléments de collecte, de pré-traitement, de traitement et, le cas échéant, de la dispersion des eaux traitées. Il porte également sur la bonne exécution des travaux.

Le **SPANC** effectue ce contrôle par une visite sur place dans les conditions prévues à l'article 6.

A l'issue de ce contrôle, le **SPANC** formule son avis qui pourra être conforme, conforme avec recommandations particulières ou non conforme. Dans ces deux derniers cas l'avis est expressément motivé. L'avis du service est adressé au propriétaire des ouvrages dans les conditions prévues à l'article 7. Si cet avis comporte des réserves ou s'il est non conforme, le **SPANC** invite le propriétaire à réaliser les travaux nécessaires pour rendre les ouvrages conformes à la réglementation applicable.

Diagnostic des installations équipant des immeubles existants

Article 12 - Responsabilités et obligations du propriétaire et de l'occupant de l'immeuble

Tout immeuble existant rejetant des eaux usées domestiques, et non raccordé au réseau public, doit avoir été équipé par son propriétaire d'une installation d'assainissement non collectif, maintenue en bon état de fonctionnement par l'occupant de l'immeuble. Le propriétaire doit tenir à la disposition du **SPANC** tout document nécessaire ou utile à l'exercice du contrôle de diagnostic (liste des pièces visées à l'article 9).

Le contrôle des dispositifs d'assainissement individuel par le **SPANC** de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau est une obligation réglementaire en vertu de la loi sur l'Eau n°92-3 modifiée, du Code Général des Collectivités et du Code de la Santé Publique. Tout usager refusant de contrôle s'expose aux sanctions prévues à l'article 22bis du présent règlement.

Article 13 - Diagnostic des installations d'un immeuble existant

Tout immeuble visé à l'article 12 donne lieu à un contrôle de diagnostic par les agents du **SPANC**.

Le **SPANC** effectue ce contrôle par une visite sur place, dans les conditions prévues par l'article 6, destinée à vérifier :

- l'existence d'une installation d'assainissement non collectif ;
- l'implantation, les caractéristiques et l'état de cette installation ;
- le bon fonctionnement de celle-ci apprécié dans les conditions prévues à l'article 15.

A la suite de ce diagnostic, le **SPANC** émet un avis qui pourra être conforme, conforme avec recommandations particulières ou non

conforme. Dans les deux derniers cas, l'avis est expressément motivé. Il est adressé par le service au propriétaire de l'immeuble et, le cas échéant, à l'occupant des lieux, dans les conditions prévues à l'article 7.

Chapitre V

Contrôle périodique de bon fonctionnement des ouvrages

Article 14 - Responsabilités et obligations de l'occupant de l'immeuble

L'occupant de l'immeuble équipé d'une installation d'assainissement non collectif est responsable du bon fonctionnement des ouvrages dans les conditions prévues à l'article 5.

Article 15 - Contrôle périodique de bon fonctionnement des ouvrages

Le contrôle périodique de bon fonctionnement des ouvrages d'assainissement non collectif concerne toutes les installations neuves, réhabilitées ou existantes. Ce contrôle est exercé sur place par les agents du **SPANC** dans les conditions prévues par l'article 6. Il a pour objet de vérifier que le fonctionnement des ouvrages est satisfaisant, qu'il n'entraîne pas de pollution des eaux ou du milieu aquatique, ne porte pas atteinte à la santé publique et n'entraîne pas d'inconvénients de voisinage (odeurs notamment).

Il porte au minimum sur les points suivants :

- vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation et leur accessibilité,
- vérification du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration,

- vérification de l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse.

En outre :

- s'il y a rejet en milieu hydraulique superficiel un contrôle de la qualité du rejet peut être réalisé ;
- en cas de nuisances de voisinage des contrôles occasionnels peuvent être effectués.

La fréquence des contrôles de bon fonctionnement des installations est déterminée par le **SPANC** en tenant compte notamment de l'ancienneté et de la nature des installations. A l'issue du contrôle de bon fonctionnement, le **SPANC** formule son avis qui pourra être conforme, conforme avec recommandations particulières ou non conforme. Dans ces deux derniers cas l'avis est expressément motivé. Le **SPANC** adresse son avis à l'occupant des lieux, et le cas échéant au propriétaire des ouvrages, dans les conditions prévues par l'article 7. Si cet avis comporte des recommandations particulières ou s'il est non conforme, le **SPANC** invite, en fonction des causes de dysfonctionnement :

- soit le propriétaire des ouvrages à réaliser les travaux ou aménagements nécessaires pour supprimer ces causes, en particulier si celles-ci entraînent une atteinte à l'environnement (pollution), à la salubrité publique ou toutes autres nuisances ;
- soit l'occupant des lieux à réaliser les entretiens ou réaménagements qui relèvent de sa responsabilité.

Chapitre VI

Contrôle périodique de l'entretien des ouvrages

Article 16 - Responsabilités et obligations de l'occupant de l'immeuble

L'occupant de l'immeuble est tenu d'entretenir ce dispositif dans les conditions prévues à l'article 5. Il peut réaliser lui-même les opérations d'entretien des ouvrages ou choisir librement l'entreprise ou l'organisme qui les effectuera. Quel que soit l'auteur de ces opérations, il est responsable de l'élimination des matières de vidange, qui doit être effectuée conformément aux dispositions réglementaires, notamment celles prévues par les plans départementaux visant la collecte et le traitement des matières de vidange et celles du règlement sanitaire départemental qui réglemente ou interdit le déchargement de ces matières.

L'entreprise qui réalise une vidange de la fosse ou de tout autre dispositif de pré-traitement à vidanger, est tenue de remettre à l'occupant de l'immeuble ou au propriétaire le document prévu à l'arrêté interministériel du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 3 décembre 2010 définissant les modalités d'agrément des vidangeurs et prenant en charge le transport et l'élimination des matières de vidanges extraites des installations d'assainissement non collectif.

L'usager doit tenir à la disposition du **SPANC** une copie de ce document.

Article 17 - Contrôle périodique de l'entretien des ouvrages

17-1 Opérations de contrôle périodique

Le contrôle périodique de l'entretien des ouvrages d'assainissement non collectif concerne toutes les installations neuves, réhabilitées ou existantes.

Il a pour objet de vérifier que les opérations d'entretien visées à l'article 16 sont régulièrement effectuées pour garantir le bon fonctionnement de l'installation.

Il porte au minimum sur les points suivants :

- la vérification de la réalisation périodique des vidanges ;
 - dans le cas où la filière en comporte, la vérification périodique de l'entretien des dispositifs de dégraissage.
- A cet effet l'usager présentera la copie du document visé à l'article 16 du présent règlement remis par le vidangeur.

Selon les cas, le contrôle de l'entretien peut être effectué par le **SPANC** par simple vérification de la réception d'une copie du bon de vidange remis par l'entreprise à l'occupant de l'immeuble, ou par visite sur place dans les conditions prévues à l'article 6, notamment lorsqu'il est effectué à l'occasion d'un contrôle de bon fonctionnement.

A l'issue d'un contrôle de l'entretien, le **SPANC** invite, le cas échéant, l'occupant des lieux, à réaliser les opérations d'entretien nécessaires. Si ce contrôle a donné lieu à une visite sur place, le rapport de visite ainsi que cette demande du service lui sont notifiés simultanément dans un même document.

17-2-Périodicité des contrôles

Le contrôle périodique des installations d'assainissement non collectif est réalisé selon la périodicité suivante :

Chapitre VII

Conclusion du contrôle	Délai pour la prochaine vérification
Installation conforme sans défaut apparent	8 ans
Installation non conforme avec recommandations pour assurer un bon fonctionnement	8 ans
Installation non conforme sans risques sanitaires et/ou environnementaux avérés	4 ans
Installation non conforme avec risques sanitaires et/ou environnementaux avérés	1 an

Un contrôle exceptionnel peut être réalisé par le SPANC avant la date programmée du prochain contrôle périodique dans les cas suivants :

- lorsque le SPANC reçoit des plaintes écrites pour nuisances causées par une installation ;
- sur demande du Maire au titre de son pouvoir de police ;
- dans le cadre des ventes immobilières si de diagnostic précédent a plus de 3 ans à la signature du compromis de vente.

Dispositions financières

Article 18 - Redevance d'assainissement non collectif

Les prestations de contrôle assurées par le service public d'assainissement non collectif donnent lieu au paiement par l'utilisateur d'une redevance d'assainissement non collectif dans les conditions prévues par ce chapitre. Cette redevance est destinée à financer les charges du service.

Article 19 - Montant de la redevance

Le montant de la redevance varie selon la nature des opérations de contrôle soit :

- une **redevance de contrôle diagnostic initial** de fonctionnement et l'entretien d'une installation existante
- une **redevance de contrôle** portant sur la **conception et l'implantation** d'une installation nouvelle ou d'une installation existante à réhabiliter suite à un avis défavorable, favorable avec réserves, ou non conforme sur le contrôle diagnostic
- une **redevance de contrôle** portant sur la **bonne exécution** y compris pendant la phase des travaux d'une installation nouvelle ou d'une installation existante à réhabiliter suite à un avis défavorable, favorable avec réserves ou non conforme sur le contrôle diagnostic
- une **redevance de contrôle périodique** de bon fonctionnement et d'entretien d'une installation existante

Les montants de ces différentes redevances ont été fixés par délibération n°2006-445 du Conseil Communautaire de l'Agglomération du Bassin de Thau le 07 juin 2006.

Ces montants peuvent être révisés par nouvelle délibération.

Article 20 - Redevables

La part de la redevance d'assainissement non collectif qui porte sur le contrôle de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages est facturée au propriétaire de l'immeuble.

La part de la redevance qui porte sur les contrôles de bon fonctionnement et d'entretien est facturée à l'occupant de l'immeuble, titulaire de l'abonnement à l'eau ou, à défaut au propriétaire du fonds de commerce (cas où l'immeuble n'est pas destiné à l'habitation), ou à défaut au propriétaire de l'immeuble.

Article 21 - Recouvrement de la redevance

Le recouvrement de la redevance d'assainissement non collectif est pris en charge par la trésorerie de Sète au nom du SPANC, après l'émission d'un titre accompagné d'un avis de sommes à payer.

Sont précisés sur l'avis de sommes à payer :

- le montant de la redevance, la prestation concernée par cette dernière ainsi que la date de son entrée en vigueur ;
- la date limite de paiement de la redevance, ainsi que les conditions de son règlement ;
- l'identification du service, ses coordonnées (adresse, téléphone, télécopie) et ses jours et heures d'ouverture.

Chapitre VIII

Dispositions d'application

Mesures de police générale

Article 22 - Mesures de police administrative en cas de pollution de l'eau ou d'atteinte à la salubrité publique

Pour prévenir ou faire cesser une pollution de l'eau ou une atteinte à la salubrité publique due, soit à l'absence, soit au mauvais fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif, le maire peut, en application de son pouvoir de police générale, prendre toute mesure réglementaire ou individuelle, en application de l'article L.2212-2 du Code général des collectivités territoriales ou de l'article L.2212-4 en cas de danger grave ou imminent, sans préjudice des mesures pouvant être prises par le Préfet sur le fondement de l'article L.2215-1 du même code.

Article 22bis – Refus des contrôles d'une installation d'assainissement autonome

Tout propriétaire d'immeuble refusant, suite à la relance contractuelle par la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau (par courrier de mise en demeure en recommandé avec accusé de réception), d'autoriser les contrôles de son installation d'assainissement autonome est astreint en vertu de l'article L.1331-8 du Code de la Santé Publique au paiement d'une somme équivalente à la redevance qu'il aurait payé si son immeuble avait été équipé d'une installation d'assainissement autonome réglementaire, majorée de 100% par la délibération n°2009-1089 du Conseil Communautaire du 08 octobre 2009.

Poursuites et sanctions pénales

Article 23 - Constats d'infractions pénales

Les infractions pénales aux dispositions applicables aux installations d'assainissement non collectif ou celles concernant la pollution de l'eau sont constatées, soit par les agents et officiers de police judiciaire qui ont une compétence générale, dans les conditions prévues par le Code de procédure pénale, soit, selon la nature des infractions, par les agents de l'Etat, des établissements publics de l'Etat ou des collectivités territoriales, habilités et assermentés dans les conditions prévues par le Code de la santé publique, le Code de l'environnement, le Code de la construction et de l'habitation ou le Code de l'urbanisme (Voir les références de ces textes en annexe).

A la suite d'un constat d'infraction aux prescriptions prises en application de ces deux derniers codes, les travaux peuvent être interrompus par voie judiciaire (par le juge d'instruction ou le tribunal compétent) ou administrative (par le maire ou le préfet).

Article 24 - Sanctions pénales applicables en cas d'absence de réalisation, ou de réalisation, modification ou réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif, en violation des prescriptions prévues par le Code de la construction et de l'habitation ou le Code de l'urbanisme ou en cas de pollution de l'eau

L'absence de réalisation d'une installation d'assainissement non collectif lorsque celle-ci est exigée en application de la législation en vigueur, sa réalisation, sa modification ou sa réhabilitation dans des conditions non conformes aux prescriptions réglementaires prises en application du Code de la santé publique, du Code de la construction et de l'habitation ou du Code de l'urbanisme, exposent le propriétaire de l'immeuble aux sanctions pénales et aux mesures complémentaires prévues par ces codes, sans préjudice des sanctions pénales applicables prévues par le Code de l'environnement en cas de pollution de l'eau. (Voir les références de ces textes en annexe).

Article 25 - Sanctions pénales applicables en cas de violation des prescriptions particulières prises en matière d'assainissement non collectif par arrêté municipal ou préfectoral

Toute violation d'un arrêté municipal ou préfectoral fixant des dispositions particulières en matière d'assainissement non collectif pour protéger la santé publique, en particulier en ce qui concerne l'interdiction de certaines filières non adaptées, expose le contrevenant à l'amende prévue par l'article 3 du décret n°73-502 du 21 mai 1973.

Article 26 - Voies de recours des usagers

Les litiges individuels entre les usagers du **service public d'assainissement non collectif** et ce dernier relèvent de la compétence des tribunaux judiciaires.

Toute contestation portant sur l'organisation du service (délibération instituant la redevance ou fixant ses tarifs, délibération approuvant le règlement du service, règlement du service, etc.) relève de la compétence exclusive du juge administratif.

Préalablement à la saisine des tribunaux, l'usager peut adresser un recours gracieux à l'auteur de la décision contestée. L'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Article 27 - Publicité du règlement

Le présent règlement approuvé, sera affiché pendant 2 mois au siège de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau puis ensuite tenu en permanence à la disposition du public dans le même lieu.

Article 28 - Modification du règlement

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées selon la même procédure que celle suivie pour son adoption.

Ces modifications, qui donneront lieu à la même publicité que le règlement initial, doivent être portées à la connaissance des usagers du service préalablement à leur mise en application.

Article 29 - Date d'entrée en vigueur du règlement

Le présent règlement entre en vigueur après mise en œuvre des mesures de publication prévues par l'article 27.

Article 30 - Clauses d'exécution

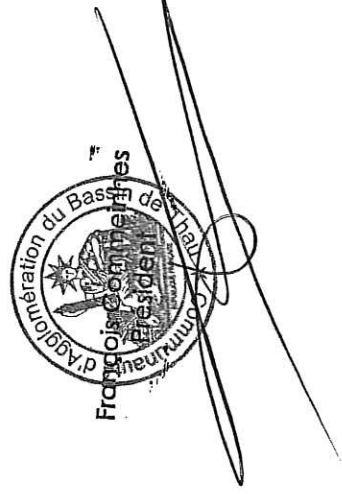
Le président de la **Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau**, les agents du Service Public d'Assainissement Non Collectif et le comptable public, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

Délibéré et voté par le **Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau**

Dans sa séance du 21/04/16

Le Président de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau

Déposé en Préfecture de l'Hérault le



ANNEXES

Principaux textes applicables au service d'assainissement non collectif, aux dispositifs d'assainissement non collectif et aux redevances d'assainissement non collectif

Annexe technique

- Arrêtés interministériels du 7 septembre 2009 relatifs aux prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif et au contrôle technique exercé par les communes sur ces systèmes modifié par l'arrêté du 7 mars 2012
- Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif
- l'arrêté préfectoral n° 2015-05-04910 du 20 mai 2015 relatif aux modalités d'évacuation des eaux traitées issues des installations d'assainissement non collectifs recevant une charge brute des pollution organique inférieures ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅.

Annexe concernant les textes nationaux applicables aux dispositifs d'assainissement non collectif et aux redevances d'assainissement non collectif

Textes codifiés

Code de la santé publique

- Article L.1311-2 : fondement légal des arrêtés préfectoraux ou municipaux pouvant être pris en matière d'assainissement non collectif ;
- Article L.1312-1 : constatation des infractions pénales aux dispositions des arrêtés pris en application de l'article L.1311-2 ;
- Article L.1312-2 : délit d'obstacle au constat des infractions pénales par les agents du ministère de la santé ou des collectivités territoriales ;
- Article L.1331-1 : immeubles tenus d'être équipés d'une installation d'assainissement autonome ;
- Article L.1331-8 : pénalité financière applicable aux propriétaires d'immeubles non équipés d'une installation d'assainissement autonome, alors que l'immeuble n'est pas raccordé au réseau public de collecte, ou dont l'installation n'est pas en bon état de fonctionnement ;
- Article L.1331-11 : accès des agents du SPANC aux propriétés privées pour les opérations de contrôle.

Code général des collectivités territoriales

- Article L.271-4 : diagnostic de l'ANC devant être annexé à l'acte de vente ;
- Article L.2212-2 : pouvoir de police générale de maire pour prévenir ou faire cesser une pollution de l'eau ou une atteinte à la salubrité publique ;

- Article L.2212-4 pouvoir de police générale du maire en cas d'urgence ;

- Article L.2215-1 : pouvoir de la police générale du préfet ;

- Article L.2224-12 : fondement de la mise en œuvre du règlement du SPANC

- Article R.2333-122, R.2333-126, R.2333-128 à R.2333-132 : Institution, montant, recouvrement et affectation de la redevance d'assainissement non collectif.

Code de la construction et de l'habitation

- Article L.152-1 : constats d'infraction pénale aux dispositions réglementaires applicables aux installations d'assainissement autonome des bâtiments d'habitation ;

- Articles L.152-2 à L.152-10 : sanctions pénales et mesures complémentaires applicables en cas d'absence d'installation d'assainissement autonome d'un bâtiment d'habitation, lorsque celui-ci n'est pas raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, ou de travaux concernant cette installation, réalisées en violation des prescriptions techniques prévues par l'arrêté interministériel du 7 septembre 2009.

Code de l'urbanisme

- Articles L.160-4 et L.480-1 : constats d'infraction pénale aux dispositions prises en application du code de l'urbanisme, qui concernent les installations d'assainissement non collectif ;

- Articles L.160-1, L.480-1 à L.480-9 : sanctions pénales et mesures complémentaires applicables en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif en violation des règles d'urbanisme ou de travaux concernant ces installations, réalisés en méconnaissance des règles de ce code.

Code de l'environnement

- Article L.218-73 : sanctions pénales applicables en cas de pollution en mer ou dans les eaux salées, portant atteinte à la faune ou la flore ;

- Article L.218-77 : constats d'infraction pénale aux dispositions de l'article L.218-73 ;

- Article L.432-2 : sanctions pénales applicables en cas de pollution de l'eau portant atteinte à la faune piscicole ;

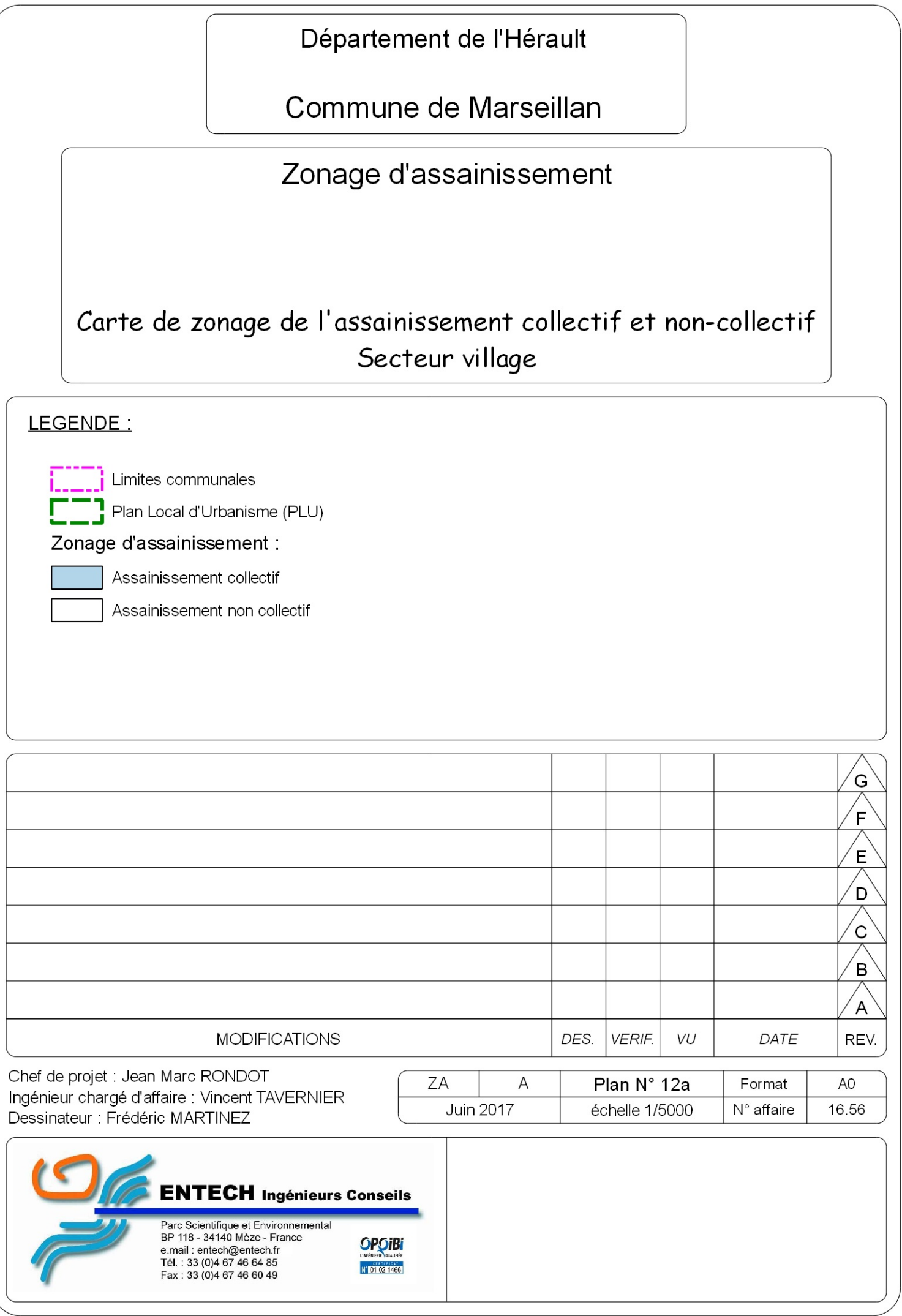
- Article L.437-1 : constats d'infraction pénale aux dispositions de l'article L.432-2 ;

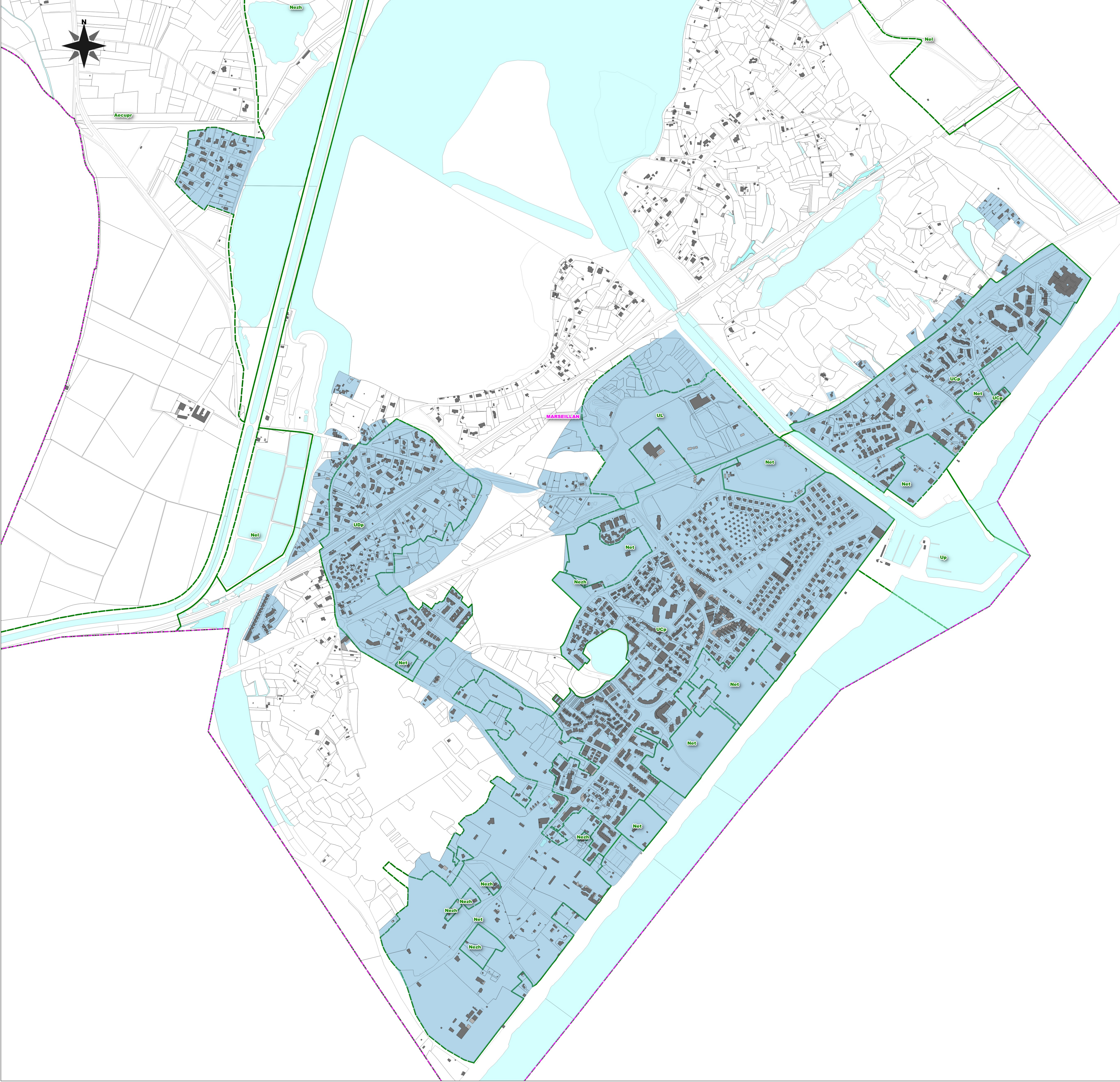
- Articles L.216-6 : sanctions pénales applicables en cas de pollution de l'eau n'entraînant pas de dommages prévus par les deux articles précédents.

Textes non codifiés

- Décret n°73-502 du 21 mai 1973, article 3 : amende applicable aux infractions aux arrêtés préfectoraux ou municipaux concernant les installations d'assainissement non collectif ;

- Arrêté ministériel du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées.





Département de l'Hérault

Commune de Marseillan

Zonage d'assainissement

Carte de zonage de l'assainissement collectif et non-collectif
Secteur plage

LEGENDE :

- Limites communales
- Plan Local d'Urbanisme (PLU)
- Zonage d'assainissement :
- Assainissement collectif
- Assainissement non collectif

						G
						F
						E
						D
						C
						B
						A
MODIFICATIONS		DES	VERIF	VU	DATE	REV.

Chef de projet : Jean Marc RONDOT
Ingénieur chargé d'affaire : Vincent TAVERNIER
Dessinateur : Frédéric MARTINEZ

ZA	A	Plan N° 12b	Format	A0
Juin 2017		échelle 1/5000	N° affaire	16.56

